

Rapport aux actionnaires pour le deuxième trimestre de 2008

BMO Groupe financier annonce des résultats solides pour le deuxième trimestre avec une bonne progression du revenu net

Notre orientation stratégique sur les services bancaires aux particuliers et aux entreprises au Canada porte ses fruits : les résultats financiers sont bons, la fidélisation de la clientèle s'améliore et la part de marché s'élargit

Revenu net record pour le groupe Gestion privée

Progression des résultats de BMO Marchés des capitaux par rapport au premier trimestre et réduction de l'exposition au risque

Points saillants des résultats financiers :

Comparaison des résultats du deuxième trimestre de 2008 avec ceux du deuxième trimestre de 2007 :

- Revenu net de 642 millions de dollars comparativement à 671 millions de dollars en 2007, les dotations à la provision pour pertes sur créances ayant augmenté par rapport à leurs niveaux peu élevés d'il y a un an.
- Résultat par action¹ (RPA) de 1,25 \$ comparativement à 1,29 \$ et RPA avant amortissement² de 1,26 \$ comparativement à 1,31 \$.
- Ratio du capital de première catégorie solide, à 9,42 %, selon les règles du Nouvel accord de Bâle (Bâle II).

Comparaison des résultats du premier semestre de 2008 avec ceux du premier semestre de 2007 :

- Revenu net de 897 millions de dollars, comparativement à 1 019 millions de dollars en 2007.
- RPA de 1,72 \$ comparativement à 1,96 \$ et RPA avant amortissement de 1,75 \$ comparativement à 1,99 \$.

Toronto, le 27 mai 2008 – BMO Groupe financier a annoncé des résultats solides pour le deuxième trimestre, de nombreux secteurs affichant de bons résultats au chapitre du revenu net, grâce à nos mesures de réduction des risques dans nos secteurs actifs sur les marchés financiers et à la rigueur de notre gestion du risque de crédit. Pour le deuxième trimestre terminé le 30 avril 2008, BMO Groupe financier a annoncé un revenu net de 642 millions de dollars, soit 1,25 \$ par action.

PE Canada, qui regroupe nos services bancaires aux particuliers et aux entreprises au Canada, a enregistré des résultats solides et connu l'un des meilleurs trimestres qu'il ait jamais connus, affichant une forte amélioration par rapport au premier trimestre et à la période correspondante l'an dernier après rajustement pour tenir compte des gains sur assurances et sur placements qui avaient accru les résultats du deuxième trimestre de 2007. « Notre orientation client fait son chemin et nous constatons des progrès réels sur un certain nombre des mesures à cet égard, notamment l'amélioration du taux de fidélisation, la hausse du nombre des clients et le renforcement de nos relations avec eux, a déclaré Bill Downe, président et chef de la direction, BMO Groupe financier. Notre part de marché a grossi pour un sixième trimestre d'affilée dans le secteur du crédit aux particuliers et au cours de cinq des six derniers trimestres dans le secteur des prêts aux entreprises.

« Le groupe Gestion privée a enregistré un revenu net record. Des revenus diversifiés et une gestion des coûts active et efficace ont débouché encore une fois sur des résultats trimestriels impressionnants.

« Les résultats de BMO Marchés des capitaux reflètent les conditions actuelles du marché, l'activité au chapitre des services bancaires d'investissement ayant stagné pendant le trimestre », a indiqué M. Downe. Au deuxième trimestre, les résultats comprennent un recouvrement net de 28 millions de dollars après impôts lié à la conjoncture des marchés financiers, comparativement à des charges après impôts de 324 millions de dollars au premier trimestre. « Nos perspectives s'améliorent, a ajouté M. Downe, compte tenu d'indications que les inquiétudes liées aux marchés du crédit s'estompent, les écarts de taux semblant en effet revenir à des niveaux plus normaux, et ces nouveaux développements sont encourageants. » Pendant le trimestre, nous avons repris une partie des charges inscrites en lien avec la fiducie Apex/Sitka au cours des périodes précédentes, à la lumière de la conclusion de plus en plus probable de la restructuration. « Après la fin du trimestre, le 13 mai 2008, nous avons conclu la restructuration de Apex, préservant ainsi la valeur des actifs et plaçant la fiducie sur une base solide », a annoncé M. Downe. Nous prévoyons comptabiliser une autre reprise au troisième trimestre.

« Aux États-Unis, les résultats de nos services bancaires aux particuliers et aux entreprises se sont également améliorés par rapport au deuxième trimestre de 2007 et au premier trimestre de 2008 selon les états financiers, dans un environnement de vive concurrence et une conjoncture difficile, a indiqué M. Downe. Nous avons conclu les acquisitions de deux banques établies au Wisconsin pendant le trimestre et nous gérons leur intégration efficacement. Nous sommes très heureux de la contribution de ces deux acquisitions jusqu'à maintenant. »

¹ Sauf indication contraire, lorsqu'il est question du résultat par action (RPA) dans le présent document, il s'agit toujours du résultat dilué par action.

² Les rajustements qui ont pour effet de substituer les résultats avant amortissement aux résultats selon les principes comptables généralement reconnus (PCGR) sont exposés dans la section Mesures non conformes aux PCGR, où sont également expliqués toutes les mesures non conformes aux PCGR et leurs plus proches équivalents selon les PCGR.

Faits saillants

(non vérifié) (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Pour les trois mois terminés le

Pour les six mois terminés le

	30 avril 2008	31 janvier 2008	31 octobre 2007	31 juillet 2007	30 avril 2007	Variation par rapport au 30 avril 2007	30 avril 2008	30 avril 2007	Variation par rapport au 30 avril 2007
Points saillants de l'état des résultats									
Revenu total	2 620 \$	2 026 \$	2 200 \$	2 555 \$	2 528 \$	3,6 %	4 646 \$	4 594 \$	1,1 %
Dotation à la provision pour pertes sur créances	151	230	151	91	59	+100	381	111	+100
Frais autres que d'intérêts	1 680	1 614	1 655	1 659	1 614	4,1	3 294	3 287	0,2
Revenu net	642	255	452	660	671	(4,3)	897	1 019	(11,9)
Données relatives aux actions ordinaires (en dollars)									
Résultat dilué par action	1,25 \$	0,47 \$	0,87 \$	1,28 \$	1,29 \$	(0,04) \$	1,72 \$	1,96 \$	(0,24) \$
Résultat dilué par action avant amortissement a)	1,26	0,49	0,89	1,30	1,31	(0,05)	1,75	1,99	(0,24)
Dividende déclaré par action	0,70	0,70	0,70	0,68	0,68	0,02	1,40	1,33	0,07
Valeur comptable d'une action	29,71	28,64	28,29	28,81	28,95	0,76	29,71	28,95	0,76
Cours de clôture d'une action	50,10	56,75	63,00	66,59	69,46	(19,36)	50,10	69,46	(19,36)
Valeur marchande globale des actions ordinaires (en milliards \$)	25,2	28,3	31,4	33,2	34,7	(9,5)	25,2	34,7	(9,5)

Au

	30 avril 2008	31 janvier 2008	31 octobre 2007	31 juillet 2007	30 avril 2007	Variation par rapport au 30 avril 2007
Points saillants du bilan						
Actif	375 158 \$	376 825 \$	366 524 \$	359 154 \$	356 527 \$	5,2 %
Solde net des prêts et acceptations	205 422	211 931	201 188	205 612	203 210	1,1
Dépôts	238 580	242 911	232 050	229 027	221 615	7,7
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	14 954	14 304	14 102	14 374	14 475	3,3

Pour les trois mois terminés le

Pour les six mois terminés le

	30 avril 2008	31 janvier 2008	31 octobre 2007	31 juillet 2007	30 avril 2007		30 avril 2008	30 avril 2007
Principales mesures financières (%) b)								
Rendement total des capitaux propres, annualisé sur cinq ans	8,2	10,1	14,2	17,2	16,6		8,2	16,6
Croissance du résultat dilué par action	(3,1)	(29,9)	(35,6)	(7,2)	3,2		(12,2)	(19,0)
Croissance du résultat dilué par action, avant amortissement a)	(3,8)	(27,9)	(35,0)	(7,1)	3,1		(12,1)	(19,1)
Rendement des capitaux propres	17,9	6,7	12,2	18,0	18,3		12,2	13,7
Rendement des capitaux propres, avant amortissement a)	18,1	6,9	12,5	18,2	18,5		12,5	14,0
Croissance du profit économique net a)	(7,9)	(+100)	(78,1)	(19,8)	(4,2)		(44,8)	(54,7)
Lever d'exploitation	(0,5)	1,5	(13,2)	(4,2)	(1,2)		0,9	(11,9)
Lever d'exploitation, avant amortissement a)	(0,7)	1,5	(13,2)	(4,2)	(1,1)		0,8	(11,9)
Croissance du revenu	3,6	(2,0)	(10,6)	(0,6)	2,3		1,1	(7,2)
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu	64,1	79,7	75,2	64,9	63,8		70,9	71,5
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu, avant amortissement a)	63,8	79,2	74,7	64,5	63,3		70,5	71,0
Dotation à la provision pour pertes sur créances en pourcentage du solde moyen des prêts et acceptations (annualisée)	0,28	0,42	0,29	0,18	0,12		0,35	0,11
Solde brut des prêts et acceptations douteux en pourcentage du total des capitaux propres et de la provision pour pertes sur créances	9,54	7,46	4,07	3,49	3,86		9,54	3,86
Encaisse et valeurs mobilières en pourcentage de l'actif total	29,6	30,7	33,1	31,0	28,6		29,6	28,6
Ratio du capital de première catégorie — Bâle II	9,42	9,48	s.o.	s.o.	s.o.		9,42	s.o.
Ratio du capital de première catégorie — Bâle I	9,03	9,05	9,51	9,29	9,67		9,03	9,67
Cote de crédit								
Standard & Poor's	A+	A+	A+	A+	AA-		A+	AA-
Moody's	Aa1	Aa1	Aa1	Aa1	Aa1		Aa1	Aa1
Fitch	AA-	AA-	AA-	AA-	AA-		AA-	AA-
DBRS	AA	AA	AA	AA	AA		AA	AA

Autres ratios financiers (%) sauf indication contraire) b)

Rendement total des capitaux propres sur douze mois	(24,6)	(15,6)	(5,8)	8,0	11,3		(24,6)	11,3
Rendement des actions	5,59	4,93	4,44	4,08	3,92		5,59	3,83
Ratio cours-bénéfice (nombre de fois)	12,9	14,5	15,3	14,5	14,8		12,9	14,8
Ratio cours-valeur comptable (nombre de fois)	1,69	1,98	2,23	2,31	2,40		1,69	2,40
Profit économique net (en millions de dollars) a)	266	(127)	71	280	289		139	252
Rendement de l'actif moyen	0,66	0,26	0,48	0,72	0,77		0,46	0,59
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif moyen	1,48	1,45	1,47	1,61	1,65		1,46	1,65
Revenu autre que d'intérêts en pourcentage du revenu total	55,2	40,1	45,7	51,2	52,4		48,6	47,8
Croissance des frais autres que d'intérêts	4,1	(3,5)	2,6	3,6	3,5		0,2	4,7
Croissance des frais autres que d'intérêts, avant amortissement a)	4,3	(3,5)	2,6	3,6	3,4		0,3	4,7
Ratio du capital total — Bâle II	11,64	11,26	s.o.	s.o.	s.o.		11,64	s.o.
Ratio du capital total — Bâle I	11,47	11,09	11,74	11,18	11,03		11,47	11,03
Ratio des capitaux propres à l'actif	4,4	4,1	4,2	4,3	4,3		4,4	4,3

Tous les ratios figurant dans ce rapport ont été établis d'après des chiffres non arrondis.

a) Se reporter à la section « Mesures non conformes aux PCGR » dans le Rapport de gestion pour une explication des résultats avant amortissement et du profit économique net. Les organismes de réglementation du commerce des valeurs mobilières exigent que les entreprises préviennent les lecteurs de ces analyses que les résultats et autres mesures rajustés selon une base autre que les

principes comptables généralement reconnus (PCGR) n'ont pas une signification standard en vertu des PCGR et sont difficilement comparables avec des mesures similaires utilisées par d'autres entreprises.

b) Résultats pour la période terminée à la date indiquée ou situation à cette date, selon le cas.
s.o = sans objet

Revue des résultats des groupes d'exploitation

PE Canada

Le revenu net s'établit à 331 millions de dollars, soit une hausse de 4 millions de dollars ou de 1,1 % par rapport à la même période l'an dernier. Les résultats du deuxième trimestre de 2007 incluaient un gain sur assurances de 26 millions de dollars et un gain sur placements de 14 millions de dollars qui, ensemble, avaient accru le revenu net de 32 millions de dollars. Après rajustement pour tenir compte de ces éléments, le revenu net a augmenté de 36 millions de dollars, soit 12 %.

Le revenu a progressé de 11 millions de dollars, soit 0,8 % ou après rajustement pour tenir compte des gains sur assurances et sur placements de l'an dernier, de 51 millions de dollars, soit 4,3 %. Sur cette base, la croissance du revenu a été supérieure de 2,8 % à la croissance des frais. La forte croissance des volumes s'est poursuivie pour la plupart des produits. L'accent mis sur les produits à forte marge s'est traduit par une répartition des produits favorable et a débouché sur une hausse de la marge nette d'intérêts par rapport au deuxième trimestre de 2007 et au premier trimestre de 2008, malgré les pressions concurrentielles.

Les frais ont augmenté légèrement par rapport au deuxième trimestre de 2007 et ont baissé par rapport au premier trimestre de 2008. Nous maintenons notre engagement à gérer les dépenses d'un point de vue tactique tout en continuant à investir dans nos initiatives stratégiques. Nous poursuivons nos investissements dans nos activités en étendant et en rénovant notre réseau de succursales, ainsi qu'en accroissant le nombre de nos spécialistes des prêts hypothécaires et de nos planificateurs financiers. Grâce aux initiatives stratégiques sur lesquelles nous mettons l'accent, nos clients indiquent une amélioration de leur expérience de nos services. Nous prévoyons continuer à reporter les initiatives non essentielles compte tenu de la situation actuelle des revenus.

Dans le secteur des services bancaires aux particuliers, la croissance des prêts a été solide, à 18 %, la part de marché augmentant de 81 points de base par rapport au deuxième trimestre de 2007 et de 7 points de base par rapport au premier trimestre de 2008. Notre portefeuille de prêts hypothécaires a encore progressé pendant le trimestre, les nouveaux prêts établis ayant plus que compensé l'effet de notre retrait des circuits des tiers et des courtiers. Les soldes des dépôts des particuliers sont restés relativement inchangés par rapport au premier trimestre, mais le nombre des titulaires de comptes de chèques actifs, le pourcentage de ménages fidélisés et le nombre de produits par ménage sont en hausse.

Dans le secteur des services bancaires aux entreprises, les prêts ont enregistré une progression marquée de 11 % par rapport au deuxième trimestre de 2007 et la part de marché des prêts aux entreprises a gagné 80 points de base en 12 mois et 23 points de base par rapport au premier trimestre. BMO se classe au deuxième rang pour ce qui est de la part du marché des services aux entreprises au Canada, avec une part de marché de 19,6 %, et notre objectif est d'atteindre le premier rang.

Les revenus tirés des frais de service relatifs aux cartes et aux ordres de paiement ont augmenté grâce à la croissance des transactions et à l'accélération de la croissance des soldes.

Postérieurement à la fin du trimestre, nous avons conclu une entente en vue de transférer le passif associé à notre programme de récompense et de fidélisation des clients titulaires de cartes de crédit à Loyalty Management Group Canada Inc. (LMGCI), notre partenaire dans le programme de milles de récompense AIR MILES. De plus, nous avons renégocié et prolongé notre entente avec LMGCI concernant l'émission de milles de récompense AIR MILES. Aux termes de cette entente, nous ne conserverons plus au passif la

charge correspondant aux futurs échanges de milles de récompense AIR MILES et, en conséquence, nous ne serons plus exposés au risque lié à la modification des habitudes en matière d'échange. Nous prévoyons que l'incidence de cette entente sur les frais courants sera négligeable.

PE États-Unis

Le revenu net s'établit à 30 millions de dollars américains, soit une hausse de 5 millions de dollars américains ou de 20 % comparativement à la même période l'an dernier, selon les états financiers. Les volumes et les revenus de commissions ont augmenté. La marge nette d'intérêts a reculé légèrement par rapport au premier trimestre et s'est aussi repliée par rapport au deuxième trimestre de 2007, freinant la croissance du revenu. Les résultats comprennent un gain après impôts d'un montant net de 13 millions de dollars américains lié au produit du PAPE de Visa Inc., diminué d'une provision pour litiges connexe. Les bénéfices ont été largement neutralisés par nos investissements continus dans nos ressources des services bancaires aux entreprises et notre équipe de vente des prêts hypothécaires, par les coûts différentiels des nouvelles succursales ouvertes en 2007 et par un certain nombre d'éléments peu significatifs qui ont eu un effet négatif sur les frais au deuxième trimestre. Des conditions de crédit plus difficiles ont également eu une incidence sur le revenu et les frais.

Les résultats incluent un mois de revenu et de frais des banques établies au Wisconsin, Merchants and Manufacturers Bancorporation Inc. et Ozaukee Bank, par suite de la conclusion réussie de ces acquisitions pendant le trimestre. Elles ont ajouté 41 succursales à service complet à notre réseau.

Groupe Gestion privée

Le revenu net s'élève à 109 millions de dollars, soit une hausse de 10 millions de dollars ou de 10 %, un niveau record dans un environnement d'exploitation difficile, en raison de revenus diversifiés et d'une gestion judicieuse des frais discrétionnaires.

Le revenu s'est légèrement replié, mais a augmenté après rajustement pour tenir compte de l'incidence de l'affaiblissement du dollar américain et d'un gain sur placements de 7 millions de dollars au deuxième trimestre de 2007. Sur cette base, la croissance du revenu a été supérieure de 4,0 % à la croissance des frais. Les soldes des dépôts ont augmenté dans le secteur du courtage et des produits de placement à terme, de même que les soldes des prêts et des dépôts pour la gestion bancaire privée en Amérique du Nord. Les revenus tirés des commissions ont diminué dans le secteur du courtage en raison de la baisse du revenu tiré des transactions incluant l'incidence des tarifs concurrentiels pratiqués dans le domaine des services de courtage en direct.

L'actif sous gestion et sous administration a subi le contrecoup de la faiblesse des conditions du marché. Nous sommes toutefois encouragés par la croissance des soldes des produits de placement à terme et par l'élargissement de 8 points de base de la part de marché par rapport au deuxième trimestre de 2007. Cette part de marché a été stable par rapport au premier trimestre, en hausse de 1 point de base.

Le groupe continue à être reconnu pour ses produits et ses services. Quatre fonds gérés par le groupe Gestion privée ont reçu un prix Lipper 2008 dans leur catégorie (BMO Fonds de ressources, BMO Fonds de dividendes, Fonds mondial Technologie GGOF et Phoenix Insight Value Equity Fund, Harris Investment Management étant sous-conseiller de ce dernier fonds).

Le site de BMO Ligne d'action a été désigné site de courtage en ligne le plus rapide du Canada par Gomez Canada.

BMO Marchés des capitaux

Le revenu net se chiffre à 182 millions de dollars, soit une baisse de 15 millions de dollars ou de 7,5 % par rapport au deuxième trimestre de 2007. Les résultats du trimestre reflètent les conditions actuelles du marché avec l'effet favorable de rajustements d'évaluation de 42 millions de dollars (28 millions de dollars après impôts). Ce gain est attribuable à un recouvrement net de 26 millions de dollars (18 millions après impôts) en lien avec la reprise partielle des pertes liées à la valeur de marché de la fiducie Apex/Sitka, moins des charges en rapport avec les billets de capital des entités de gestion de placements structurés Links et Parkland et le papier commercial de conduits canadiens administrés par des tiers touchés par la Proposition de Montréal; à un recouvrement de 35 millions de dollars (24 millions après impôts) lié aux portefeuilles de négociation ayant subi l'effet négatif des écarts de taux de crédit; et à des charges nettes de 19 millions de dollars (14 millions après impôts) liées à quatre éléments moins importants. Voir la section Incidence de la conjoncture des marchés financiers pour de plus amples détails.

Le revenu net du deuxième trimestre de 2007 avait été réduit de 90 millions de dollars compte tenu de pertes de 171 millions de dollars dans notre secteur des produits de base, déduction faite d'un montant net de 33 millions de dollars au titre de la réduction de la rémunération liée au rendement et des impôts sur les bénéfices. Les pertes sur produits de base s'élèvent à 18 millions de dollars (12 millions après impôts) au deuxième trimestre de 2008 et à 30 millions de dollars (20 millions après impôts) pour les six premiers mois de l'exercice.

Le revenu a augmenté de 34 millions de dollars, ou de 5,3 %, pour s'établir à 685 millions de dollars, en raison de la hausse des revenus de négociation, les résultats du deuxième trimestre de 2007 ayant inclus des pertes sur produits de base significatives. L'activité dans certains secteurs de nos services bancaires d'investissement demeure faible, les marchés financiers étant caractérisés par la prudence, mais il y a des indications que les inquiétudes liées aux marchés du crédit s'estompent, les écarts de taux semblant en effet revenir à des niveaux plus normaux. Les prises fermes de titres d'emprunt et de participation accusent un recul par rapport à leurs niveaux élevés d'il y a 12 mois, mais une hausse par rapport au premier trimestre. Le groupe continue à évaluer les activités de BMO Marchés des capitaux dans le but de réduire la volatilité des résultats et de générer un rendement des capitaux propres élevé et stable.

Pendant le trimestre, nous avons annoncé la signature d'une entente finale en vue d'acquérir Griffin, Kubik, Stephens & Thompson, Inc., une société de Chicago. À la clôture de la transaction début mai, BMO est devenu le sixième courtier en obligations municipales répondant aux critères d'achat par les banques en importance aux États-Unis et le plus important en Illinois. Les obligations municipales constituent un secteur axé sur la clientèle qui cadre bien avec notre stratégie globale.

BMO Marchés des capitaux a participé à 92 nouvelles émissions au cours du trimestre, soit 34 émissions de titres de créance d'entreprises, 19 émissions de titres de créance d'administrations publiques, cinq émissions d'actions privilégiées et 34 transactions portant sur des actions ordinaires, pour un total de 39,5 milliards de dollars.

Objectifs de rendement

Comme nous l'avons indiqué à la fin du premier trimestre, nous ne croyons pas pouvoir atteindre nos cibles annuelles. Nous avons indiqué précédemment que la dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances de 170 millions de dollars comptabilisée au premier trimestre était une indication du niveau des dotations trimestrielles d'ici la fin de l'exercice. Bien que les dotations à la provision spécifique soient moins élevées au deuxième trimestre, à l'heure actuelle nous prévoyons que les dotations à la provision spécifique trimestrielles moyennes pour le reste de l'exercice seront plus élevées qu'au premier trimestre, en raison de la dégradation continue du contexte du crédit, entre autres dans les secteurs immobiliers américains, et plus particulièrement le secteur immobilier résidentiel.

Cibles pour 2008	Résultats au 30 avril 2008*
▫ Croissance du RPA de 10 % à 15 % par rapport au montant de base de 5,24 \$ ¹	▫ RPA de 1,80 \$, soit une baisse de 35 % par rapport au RPA de 2,77 \$ il y a un an
▫ RCP de 18 % à 20 %	▫ RCP annualisé de 12,8 %
▫ Dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances de 475 millions de dollars ou moins	▫ Dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances de 321 millions de dollars
▫ Ratio du capital de première catégorie d'au moins 8,0 % (selon Bâle II)	▫ Ratio du capital de première catégorie de 9,42 % (selon Bâle II)
▫ Levier d'exploitation avant amortissement d'au moins 2,0 %	▫ Levier d'exploitation avant amortissement de -12,7 %

* Excluant les changements à la provision générale

1) Le montant de base exclut l'incidence de la restructuration, des changements à la provision générale et des pertes sur produits de base.

Le tableau ci-dessus contient des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Rapport de gestion

Les commentaires contenus dans ce Rapport de gestion sont en date du 27 mai 2008. Sauf indication contraire, tous les montants sont en dollars canadiens et ont été établis à partir d'états financiers préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada. Le présent Rapport de gestion doit être lu en se reportant aux états financiers consolidés non vérifiés pour la période terminée le 30 avril 2008, qui sont inclus dans le présent document, et au Rapport de gestion de l'exercice terminé le 31 octobre 2007, qui est inclus dans le Rapport annuel 2007 de BMO. L'information qui précède cette section fait partie du présent Rapport de gestion.

La Banque de Montréal utilise une marque unifiée reliant toutes les sociétés membres de l'organisation. La Banque de Montréal et ses filiales sont désignées par l'appellation BMO Groupe financier. Ainsi, dans le présent document, les appellations BMO et BMO Groupe financier désignent la Banque de Montréal et ses filiales.

Sommaire des résultats

(non vérifié) (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T2-2008	Augmentation (diminution) c. T2-2007		Augmentation (diminution) c. T1-2008		Cumul 2008	Augmentation (diminution) c. Cumul 2007	
Revenu net d'intérêts	1 174	(30)	(3 %)	(40)	(3 %)	2 388	(12)	(1 %)
Revenu autre que d'intérêts	1 446	122	9 %	634	78 %	2 258	64	3 %
Revenu	2 620	92	4 %	594	29 %	4 646	52	1 %
Dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances	151	92	+100 %	(19)	(11 %)	321	210	+100 %
Hausse de la provision générale	-	-	-	(60)	(100 %)	60	60	+100 %
Dotation totale à la provision pour pertes sur créances	151	92	+100 %	(79)	(34 %)	381	270	+100 %
Frais autres que d'intérêts	1 680	66	4 %	66	4 %	3 294	142	5 %
Charge de restructuration	-	-	-	-	-	-	(135)	(100 %)
Total des frais autres que d'intérêts	1 680	66	4 %	66	4 %	3 294	7	-
Impôts sur les bénéfices	128	(37)	(23 %)	219	+100 %	37	(102)	(74 %)
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	19	-	-	1	6 %	37	(1)	(4 %)
Revenu net	642	(29)	(4 %)	387	+100 %	897	(122)	(12 %)
Amortissement des actifs incorporels (après impôts)	8	(2)	(20 %)	-	-	16	(3)	(16 %)
Revenu net avant amortissement 1)	650	(31)	(5 %)	387	+100 %	913	(125)	(12 %)
Résultat de base par action (en dollars)	1,25	(0,06)	(5 %)	0,77	+100 %	1,73	(0,26)	(13 %)
Résultat dilué par action (en dollars)	1,25	(0,04)	(3 %)	0,78	+100 %	1,72	(0,24)	(12 %)
Résultat dilué par action avant amortissement (en dollars) 1)	1,26	(0,05)	(4 %)	0,77	+100 %	1,75	(0,24)	(12 %)
Rendement des capitaux propres (RCP)	17,9 %		(0,4 %)		11,2 %	12,2 %		(1,5 %)
RCP avant amortissement 1)	18,1 %		(0,4 %)		11,2 %	12,5 %		(1,5 %)
Ratio de productivité	64,1 %		0,3 %		(15,6 %)	70,9 %		(0,6 %)
Ratio de productivité avant amortissement 1)	63,8 %		0,5 %		(15,4 %)	70,5 %		(0,5 %)
Levier d'exploitation	(0,5 %)		n.s.		n.s.	0,9 %		n.s.
Levier d'exploitation avant amortissement 1)	(0,7 %)		n.s.		n.s.	0,8 %		n.s.
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif	1,48 %		(0,17 %)		0,03 %	1,46 %		(0,19 %)
Taux d'imposition effectif	16,3 %		(3,1 %)		66,6 %	3,8 %		(7,8 %)
Ratios de capital 2)								
Ratio du capital de première catégorie	9,42 %		n.s.		(0,06 %)	9,42 %		n.s.
Ratio du capital total	11,64 %		n.s.		0,38 %	11,64 %		n.s.
Revenu net :								
Services bancaires Particuliers et entreprises	361	5	1 %	33	10 %	689	7	1 %
PE Canada	331	4	1 %	29	10 %	633	9	1 %
PE États-Unis	30	1	5 %	4	11 %	56	(2)	(3 %)
Groupe Gestion privée	109	10	10 %	11	11 %	207	17	9 %
BMO Marchés des capitaux	182	(15)	(8 %)	216	+100 %	148	(29)	(17 %)
Services d'entreprise, y compris Technologie et opérations	(10)	(29)	(+100 %)	127	93 %	(147)	(117)	(+100 %)
Revenu net de BMO Groupe financier	642	(29)	(4 %)	387	+100 %	897	(122)	(12 %)

1) Montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir plus loin la section Mesures non conformes aux PCGR, qui porte sur l'utilisation des mesures non conformes aux PCGR dans le présent document.

2) Les écarts par rapport à l'exercice précédent ne sont pas indiqués puisque la base de calcul n'est plus comparable. En 2008, les ratios de capital ont été calculés conformément à la méthode de Bâle II, alors que ceux des périodes antérieures ont été calculés selon la méthode de Bâle I. En vertu de Bâle I, à la fin du deuxième trimestre, le ratio du capital de première catégorie s'établit à 9,03 % et le ratio du capital total, à 11,47 % (T1 2008 : 9,05 % et 11,09 %; T2 2007 : 9,67 % et 11,03 %). Voir la section Gestion du capital.

n.s. - non significatif.

Responsabilité de la direction à l'égard de l'information financière

Le président et chef de la direction et le chef des finances intérimaire de BMO ont signé des attestations certifiant l'exactitude de l'information financière contenue dans notre Rapport de gestion intermédiaire et dans nos états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés, pour la période terminée le 30 avril 2008, et concernant la conception de nos contrôles et procédures de communication de l'information et le contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Le contrôle interne de BMO à l'égard de l'information financière comprend des normes et méthodes qui : concernent la tenue de dossiers suffisamment détaillés pour donner une image précise et fidèle des opérations et des cessions d'actifs de BMO; fournissent une assurance raisonnable que les opérations sont comptabilisées comme il se doit pour permettre l'établissement des états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada et aux exigences de la Securities and Exchange Commission des États-Unis, le cas échéant, et que les encaissements et décaissements de BMO ne sont faits qu'avec l'autorisation de la direction et des administrateurs de BMO; et fournissent une assurance raisonnable que toute acquisition, utilisation ou cession non autorisée des actifs de BMO qui pourrait avoir une incidence importante sur ses états financiers est interdite ou détectée à temps.

En raison de ses limites inhérentes, il est possible que le contrôle interne à l'égard de l'information financière ne permette pas de prévenir ou de détecter les inexactitudes. De plus, les projections d'une appréciation d'efficacité sur les périodes futures comportent le risque que les contrôles deviennent inadéquats en raison de changements dans les conditions, ou que le degré de conformité aux normes et méthodes se détériore.

Il n'y a eu aucun changement au cours du trimestre terminé le 30 avril 2008 à notre contrôle interne à l'égard de l'information financière qui a eu un effet important, ou qui est raisonnablement susceptible d'avoir un effet important, sur notre contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Comme lors des trimestres précédents, le Comité de vérification de BMO a examiné le présent document et les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés ci-joints, et le Conseil d'administration de BMO a approuvé ces documents avant leur publication.

On trouvera une analyse détaillée de nos secteurs d'activité, de nos stratégies et de nos objectifs dans la section Rapport de gestion du Rapport annuel 2007 de BMO, accessible sur notre site Web à l'adresse www.bmo.com/relationinvestisseurs. Nous invitons également les lecteurs à visiter ce site pour y obtenir d'autres renseignements financiers trimestriels.

Mise en garde concernant les déclarations prospectives

Les communications publiques de la Banque de Montréal comprennent souvent des déclarations prospectives, écrites ou verbales. Le présent document contient de telles déclarations, qui peuvent aussi figurer dans d'autres documents déposés auprès des organismes canadiens de réglementation ou de la Securities and Exchange Commission des États-Unis, ou dans d'autres communications. Toutes ces déclarations sont énoncées sous réserve des règles d'exonération de la Private Securities Litigation Reform Act, loi américaine de 1995, et des lois canadiennes sur les valeurs mobilières applicables, et elles sont conçues comme des déclarations prospectives aux termes de ces lois. Les déclarations prospectives peuvent comprendre notamment des observations concernant nos objectifs et nos priorités pour l'exercice 2008 et au-delà, nos stratégies ou actions futures, nos cibles, nos attentes concernant notre situation financière ou le cours de nos actions et les résultats ou les perspectives de notre exploitation ou des économies canadienne et américaine.

De par leur nature, les déclarations prospectives exigent la formulation d'hypothèses et comportent des risques et des incertitudes. Il existe un risque appréciable que les prévisions, pronostics, conclusions ou projections se révèlent inexacts, que nos hypothèses soient erronées et que les résultats réels diffèrent sensiblement de ces prévisions, pronostics, conclusions ou projections. Nous conseillons aux lecteurs du présent document de ne pas se fier indûment à ces déclarations, étant donné que les résultats réels, les conditions, les actions ou les événements futurs pourraient différer sensiblement des cibles, attentes, estimations ou intentions exprimées dans ces déclarations prospectives, en raison d'un certain nombre de facteurs.

Les résultats réels ayant trait aux déclarations prospectives peuvent être influencés par de nombreux facteurs, notamment la situation économique générale et la conjoncture des marchés dans les pays où nous sommes présents, les fluctuations des taux d'intérêt et de change, les changements de politique monétaire, l'intensité de la concurrence dans les secteurs géographiques et les domaines d'activité dans lesquels nous oeuvrons, les changements de législation, les procédures judiciaires ou démarches réglementaires, l'exactitude ou l'exhaustivité de l'information que nous obtenons sur nos clients et nos contreparties, notre capacité de mettre en oeuvre nos plans stratégiques, de conclure des acquisitions et d'intégrer les entreprises acquises, les estimations comptables critiques, les risques opérationnels et infrastructurels, la situation politique générale, les activités des marchés financiers internationaux, les répercussions de guerres ou d'activités terroristes sur nos activités, les répercussions de maladies sur les économies locales, nationales ou mondiale, et les répercussions de perturbations des infrastructures publiques telles que les perturbations des services de transport et de communication et des systèmes d'alimentation en énergie ou en eau et les changements technologiques.

Nous tenons à souligner que la liste de facteurs qui précède n'est pas exhaustive. D'autres facteurs pourraient influencer défavorablement sur nos résultats. Pour de plus amples renseignements, le lecteur peut se reporter aux pages 28 et 29 du Rapport annuel 2007 de BMO, qui décrit en détail certains facteurs clés susceptibles d'influer sur les résultats futurs de BMO. Les investisseurs et les autres personnes qui se fient à des déclarations prospectives pour prendre des décisions à l'égard de la Banque de Montréal doivent tenir soigneusement compte de ces facteurs, ainsi que d'autres incertitudes et événements potentiels, et de l'incertitude inhérente aux déclarations prospectives. La Banque de Montréal ne s'engage pas à mettre à jour les déclarations prospectives, verbales ou écrites, qui peuvent être faites, à l'occasion, par elle-même ou en son nom. L'information prospective contenue dans le présent document est présentée dans le but d'aider nos actionnaires à comprendre notre situation financière aux dates indiquées ou pour les périodes terminées à ces dates ainsi que nos priorités et objectifs stratégiques, et peut ne pas convenir à d'autres fins.

Les hypothèses relatives aux ventes d'actifs, aux prix de vente prévus pour les actifs et au risque de défaillance des actifs sous-jacents des entités de gestion de placements structurés sont des facteurs importants dont nous avons tenu compte lors de l'établissement de nos attentes concernant le montant qui pourrait être retiré en vertu des concours de trésorerie fournis par BMO aux entités de gestion de placements structurés dont il est question dans le présent document. Selon certaines de nos principales hypothèses, les actifs continueront à être vendus dans le but de réduire la taille des entités de gestion de placements structurés, selon diverses hypothèses de prix d'actifs.

Les hypothèses relatives au niveau de défauts et aux pertes en cas de défaut sont des facteurs importants dont nous avons tenu compte lors de l'établissement de nos attentes concernant les résultats futurs des transactions que les fiducies Apex et Sitka ont conclues. Selon certaines de nos principales hypothèses, le niveau des défauts et les pertes en cas de défaut seraient comparables à ceux de l'expérience historique. En établissant nos attentes concernant le risque de pertes sur créances lié à la fiducie Apex/Sitka dans l'avenir, tel que nous l'expliquons dans le présent document, nous avons tenu compte de facteurs importants dont la diversification sectorielle, la qualité initiale du crédit de chaque portefeuille et la protection de premier niveau intégrée à la structure.

Lorsque nous indiquons notre intention de contrepasser une partie des charges liées à Apex/Sitka enregistrées au cours des périodes antérieures, tel que nous l'expliquons dans le présent document, nous tenons compte de la restructuration effectuée le 13 mai et nous émettons l'hypothèse que l'environnement de crédit demeurera sensiblement comparable à ce que nous avons connu récemment.

Lorsque nous avons établi nos prévisions relatives aux coûts courants de notre programme de récompense et de fidélisation des clients titulaires de cartes de crédit, tel que nous l'expliquons dans le présent document, nous avons tenu compte des modalités de l'entente que nous avons conclue avec Loyalty Management Group Canada Inc. postérieurement à la fin du trimestre.

Les hypothèses relatives au comportement des économies canadienne et américaine en 2008 et aux conséquences de ce comportement sur nos activités sont des facteurs importants dont nous avons tenu compte lors de l'établissement de nos priorités et objectifs stratégiques et de nos cibles financières, y compris nos dotations à la provision pour pertes sur créances, ainsi que de l'établissement de nos attentes concernant l'atteinte de ces cibles et les perspectives de nos divers secteurs d'activité. Selon certaines de nos principales hypothèses, l'économie canadienne croîtra à un rythme modéré en 2008 tandis que l'économie américaine progressera de façon modeste et le taux d'inflation demeurera bas en Amérique du Nord. Nous avons également supposé que les taux d'intérêt diminueraient légèrement au Canada et aux États-Unis en 2008 et que le dollar canadien s'échangerait à parité avec le dollar américain à la fin de 2008. Pour élaborer nos prévisions en matière de croissance économique, en général et dans le secteur des services financiers, nous utilisons principalement les données économiques historiques fournies par les administrations publiques du Canada et des États-Unis et leurs agences. Au premier trimestre, nous avons anticipé que la croissance économique ralentirait au Canada et que les États-Unis s'engageraient dans une légère récession au cours de la première moitié de 2008. Nous nous attendons également à des taux d'intérêt plus bas et à un dollar canadien un peu plus faible que ce que nous avions prévu lors de l'établissement de nos cibles financières pour 2008. Nos prévisions demeurent inchangées par rapport au premier trimestre. Les lois fiscales en vigueur dans les pays où nous sommes présents, principalement le Canada et les États-Unis, sont des facteurs importants dont nous devons tenir compte pour déterminer notre taux d'imposition effectif normal.

Documents déposés auprès des organismes de réglementation

Nos documents d'information continue, y compris nos documents intermédiaires, Rapport de gestion annuel, États financiers consolidés vérifiés, Notice annuelle et Avis de convocation à l'assemblée annuelle des actionnaires et circulaire de sollicitation de procurations, sont accessibles sur notre site Web, à www.bmo.com/relationinvestisseurs, sur le site des autorités canadiennes en valeurs mobilières, à www.sedar.com et dans la section EDGAR du site Web de la SEC, à www.sec.gov.

Perspectives économiques

En 2008, l'économie canadienne devrait connaître son taux de croissance le plus bas en 16 ans. Bien que le faible niveau des taux d'intérêt et les prix élevés des produits de base soutiennent la demande intérieure, la faiblesse de l'économie des États-Unis et la force du dollar canadien continueront à freiner les exportations. Les marchés de l'habitation et la croissance des prêts hypothécaires à l'habitation devraient ralentir, car les hausses de prix antérieures ont réduit l'abordabilité. La croissance des dépenses de consommation et des prêts aux particuliers s'essoufflera vraisemblablement, comparativement aux taux élevés des dernières années, en raison d'un tassement de l'emploi. Les investissements des entreprises devraient diminuer également, même si la vigueur remarquable du secteur des ressources appuiera sans doute la croissance des prêts aux entreprises. Nous prévoyons que la Banque du Canada baissera encore les taux d'intérêt, quoique modérément, en raison du ralentissement de l'économie. Le dollar canadien devrait s'échanger au-dessous du pair avec le dollar américain cette année, puisqu'il est peu probable que les prix des produits de base puissent prévenir une nouvelle détérioration de la balance commerciale. Les provinces-ressources de l'Ouest devraient continuer de mieux performer que les provinces centrales et que la région de l'Atlantique, car le secteur de la fabrication devra encore faire face à des conditions difficiles.

L'économie des États-Unis pourrait avoir entamé une légère récession au cours de la première moitié de 2008. L'importante correction du marché de l'habitation se poursuit, ce qui implique que la demande de prêts hypothécaires reculera encore. La confiance des consommateurs et les dépenses de consommation ont diminué en raison du resserrement des conditions du crédit, de la dépréciation des maisons ainsi que du niveau élevé des prix des combustibles et de l'épicerie. Les dépenses de consommation des particuliers devraient baisser nettement cette année, ce qui freinera la croissance du crédit aux particuliers. Les entreprises réduisent également leurs dépenses, ce qui pèse sur la croissance des prêts aux entreprises. Nous nous attendons à ce que les marchés financiers restent moroses jusqu'à ce que les tensions sur les marchés du crédit s'estompent. Après avoir réduit ses taux d'intérêt de 325 points de base depuis septembre, la Réserve fédérale est sur le point de conclure l'un des cycles de détente les plus dynamiques de son histoire. Les précédentes baisses de taux ainsi que d'importantes réductions de l'impôt des particuliers devraient favoriser une reprise économique modeste au cours de la deuxième moitié de l'année.

La section Perspectives économiques contient des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Incidence de la conjoncture des marchés financiers sur les résultats du deuxième trimestre

On a noté une amélioration sur les marchés internationaux des dépôts de gros au cours des dernières semaines, comme le reflètent la tendance à la baisse des écarts de taux des obligations de sociétés de catégorie investissement et le rétrécissement des écarts entre les taux des acceptations bancaires et des bons du Trésor du Canada et le LIBOR et les taux des bons du Trésor des États-Unis. Comme, de plus, les banques centrales continuent d'appuyer méthodiquement la liquidité des marchés, nous faisons preuve d'un optimisme prudent à l'égard de l'amélioration des perspectives de nos secteurs actifs sur les marchés financiers.

Les résultats de BMO au deuxième trimestre incluent un gain net de 42 millions de dollars (28 millions après impôts) attribuable aux charges/recouvrements liés à la conjoncture des marchés financiers. Ces charges/recouvrements sont constitués :

- d'un recouvrement net de 26 millions de dollars (18 millions après impôts) lié à :
 - un recouvrement à la valeur de marché de 85 millions de dollars (57 millions après impôts) en rapport avec la fiducie Apex/Sitka, pour tenir compte de la probabilité accrue de la réussite de la restructuration observée pendant le trimestre;
 - une charge à la valeur de marché de 36 millions de dollars (24 millions après impôts) en rapport avec des placements dans du papier commercial de conduits canadiens administrés par des tiers touchés par la Proposition de Montréal;
 - une charge de 23 millions de dollars (15 millions après impôts) en rapport avec des billets de capital des entités de gestion de placements structurés Links et Parkland;
- d'un recouvrement de 35 millions de dollars (24 millions après impôts) en rapport avec des éléments touchés par les écarts de taux, plus précisément des rajustements de la valeur de marché; ce recouvrement consiste en un bénéfice de 128 millions de dollars (86 millions après impôts) en rapport avec des gains à la valeur de marché découlant de notre exposition au risque de crédit lié aux contreparties d'instruments dérivés, les écarts de taux de BMO s'étant élargis relativement à diverses contreparties, moins une charge de 93 millions de dollars (62 millions après impôts) au titre de positions de négociation et de crédits structurés;
- d'une charge de 19 millions de dollars (14 millions après impôts) liée à quatre éléments moins importants, chacun ayant une incidence de 10 millions de dollars ou moins sur le revenu net et comportant des charges à la valeur de marché attribuables à notre portefeuille de négociation d'actions privilégiées et à notre exposition liée à des assureurs spécialisés.

Le gain net de 42 millions de dollars décrit plus haut a eu un impact sur le revenu autre que d'intérêts lié aux activités de négociation (71 millions de dollars), les autres revenus (6 millions de dollars) et les gains ou pertes sur titres autres que de négociation (-35 millions de dollars).

Les effets des éléments significatifs influant sur les résultats des périodes comparées sont présentés à la page 28.

Compte tenu de la conjoncture incertaine des marchés financiers, l'évaluation de nos investissements dans du PCAA, des entités de gestion de placements structurés, des entités à financement structuré, Fairway et d'autres investissements comptabilisés à la valeur de marché pourrait subséquemment refléter des gains et des pertes en raison des variations de la valeur de marché.

La section Incidence de la conjoncture des marchés financiers sur les résultats du deuxième trimestre contient des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Mesures non conformes aux PCGR

Pour évaluer ses résultats, BMO utilise à la fois des mesures conformes aux PCGR et certaines mesures non conformes aux PCGR. Les organismes de réglementation du commerce des valeurs mobilières exigent que les entreprises préviennent les lecteurs que les résultats et les autres mesures rajustés en fonction de critères autres que les PCGR n'ont pas une signification standard selon les PCGR et sont difficilement comparables avec des mesures similaires utilisées par d'autres entreprises. Le tableau suivant rapproche les mesures non conformes aux PCGR, que la direction surveille régulièrement, et leurs équivalents selon les PCGR.

La direction déclare des montants rajustés pour tenir compte de certains éléments significatifs. Les montants et mesures indiqués sur une base qui exclut les éléments significatifs sont considérés comme utiles car ils sont susceptibles de mieux refléter l'évolution des résultats d'exploitation. Ces éléments significatifs comprennent des charges liées à certaines activités de négociation et à des rajustements d'évaluation au premier trimestre de 2008, des pertes sur produits de base en 2007 (incluant la rémunération liée au rendement connexe), des charges de restructuration comptabilisées au premier trimestre de 2007 et des changements apportés à la provision générale pour pertes sur créances. Comme ces charges ne sont généralement pas régulières, les rajustements qui en tiennent compte sont utiles pour évaluer les tendances des résultats trimestriels.

Les mesures du revenu net avant amortissement, du ratio de productivité avant amortissement et du levier d'exploitation avant amortissement peuvent faciliter la comparaison de deux périodes où il s'est produit une acquisition, surtout parce que l'amortissement des actifs incorporels peut ne pas avoir été considéré comme charge pertinente au moment de la décision d'achat. Les mesures du résultat par action (RPA) avant amortissement sont aussi utiles parce que les analystes s'y intéressent souvent et que le RPA avant amortissement est utilisé par Thomson First Call pour surveiller les prévisions de résultats faites par des tiers et dont les médias font souvent état. Les mesures avant amortissement ajoutent l'amortissement après impôts des actifs incorporels aux résultats

selon les PCGR pour en tirer les mesures du revenu net avant amortissement (et du RPA avant amortissement correspondant) et retranchent l'amortissement des actifs incorporels des frais autres que d'intérêts pour en tirer les mesures de la productivité et du levier d'exploitation avant amortissement.

BMO analyse son revenu consolidé selon les PCGR. Cependant, comme plusieurs autres banques, BMO analyse le revenu de ses groupes d'exploitation, et les ratios de ces groupes établis d'après leur revenu, sur une base d'imposition comparable (bic). Selon cette méthode, on augmente les revenus calculés selon les PCGR et la provision pour impôts sur les bénéfices déterminée selon les PCGR d'un montant qui porterait les revenus tirés de certains titres exonérés d'impôt à un niveau auquel ces revenus seraient assujettis à l'impôt, au taux d'imposition prévu par la loi. Pour plus de cohérence, le taux d'imposition effectif est également analysé sur une base d'imposition comparable. La compensation des rajustements sur une base d'imposition comparable des groupes est reflétée dans les résultats des Services d'entreprise. L'analyse sur une base d'imposition comparable permet de neutraliser l'effet, sur les ratios, d'avoir investi dans des titres exonérés d'impôt ou assortis d'avantages fiscaux plutôt que dans des titres entièrement imposables et aux rendements plus élevés. Elle atténue les distorsions des ratios, entre les périodes et entre les institutions, liées au choix de placements assortis d'avantages fiscaux ou imposables. Dans le présent Rapport de gestion, tous les montants de revenus et d'impôts de nos groupes d'exploitation et les ratios correspondants sont présentés sur une base d'imposition comparable, à moins d'indication contraire.

Le profit économique net est le revenu net avant amortissement attribuable aux actionnaires ordinaires, moins une charge au titre du capital, et constitue une mesure efficace de la valeur économique ajoutée.

Mesures conformes aux PCGR et mesures connexes non conformes aux PCGR utilisées dans le Rapport de gestion

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	T2-2008	T1-2008	T2-2007	Cumul 2008	Cumul 2007
Frais autres que d'intérêts a)	1 680	1 614	1 614	3 294	3 152
Charge de restructuration b)	-	-	-	-	135
Total des frais autres que d'intérêts c)	1 680	1 614	1 614	3 294	3 287
Amortissement des actifs incorporels	(10)	(10)	(13)	(20)	(24)
Frais autres que d'intérêts avant amortissement d) (note 1)	1 670	1 604	1 601	3 274	3 263
Revenu net e)	642	255	671	897	1 019
Amortissement des actifs incorporels, déduction faite des impôts sur les bénéfices	8	8	10	16	19
Revenu net avant amortissement f) (note 1)	650	263	681	913	1 038
Dividendes sur actions privilégiées	(14)	(15)	(13)	(29)	(22)
Charge au titre du capital (note 1)	(370)	(375)	(379)	(745)	(764)
Profit économique net (note 1)	266	(127)	289	139	252
Charge de restructuration b)	-	-	-	-	135
Impôts sur les bénéfices connexes g)	-	-	-	-	47
Incidence nette de la restructuration h)	-	-	-	-	88
Pertes sur produits de base i) (note 2)	-	-	171	-	680
Rémunération liée au rendement j)	-	-	(33)	-	(120)
Impôts sur les bénéfices connexes k)	-	-	48	-	233
Incidence nette des pertes sur produits de base l)	-	-	90	-	327
Charges liées à la détérioration des marchés financiers m)	-	488	-	488	-
Impôts sur les bénéfices connexes o)	-	164	-	164	-
Incidence nette des charges liées à la situation des marchés financiers p)	-	324	-	324	-
Augmentation de la provision générale	-	60	-	60	-
Impôts sur les bénéfices connexes q)	-	22	-	22	-
Incidence nette de l'augmentation de la provision générale r)	-	38	-	38	-
Incidence nette des éléments significatifs (h+l+p+r) 1)	-	362	90	362	415
Revenu s)	2 620	2 026	2 528	4 646	4 594
Frais autres que d'intérêts c)	1 680	1 614	1 614	3 294	3 287
Frais autres que d'intérêts avant amortissement d)	1 670	1 604	1 601	3 274	3 263
Impôts sur les bénéfices t)	128	(91)	165	37	139
Ratio de productivité (%) ((c/s) x 100)	64,1	79,7	63,8	70,9	71,5
Ratio de productivité avant amortissement (%) ((d/s) x 100) (note 1)	63,8	79,2	63,3	70,5	71,0
Croissance du revenu (%) u)	3,6	(2,0)	2,3	1,1	(7,2)
Croissance des frais autres que d'intérêts (%) v)	4,1	(3,5)	3,5	0,2	4,7
Croissance des frais autres que d'intérêts avant amortissement (%) w) (note 1)	4,3	(3,5)	3,4	0,3	4,7
Levier d'exploitation (%) (u-v)	(0,5)	1,5	(1,2)	0,9	(11,9)
Levier d'exploitation avant amortissement (%) (u-w) (note 1)	(0,7)	1,5	(1,1)	0,8	(11,9)
RPA (à partir du revenu net) (en dollars)	1,25	0,47	1,29	1,72	1,96
RPA avant amortissement (note 1) (à partir du revenu net avant amortissement) (en dollars)	1,26	0,49	1,31	1,75	1,99
Taux d'imposition effectif (%) (t/(e+ t+ part des actionnaires sans contrôle d'environ 19 millions par trimestre))	16,3	(50,3)	19,4	3,8	11,6

Mesures sur une base excluant l'incidence des éléments significatifs (note 1)

Revenu (s+i+m) 2)	2 620	2 514	2 699	5 134	5 274
Frais autres que d'intérêts (c-b-j) 3)	1 680	1 614	1 647	3 294	3 272
Frais avant amortissement (d-b-j) 4)	1 670	1 604	1 634	3 274	3 248
Impôts sur les bénéfices (t+g+k+o+q) 5)	128	95	213	223	419
Revenu net (e+1) 6)	642	617	761	1 259	1 434
Revenu net avant amortissement (f+1)	650	625	771	1 275	1 453
Ratio de productivité (%) ((3/2) x 100)	64,1	64,2	61,0	64,2	62,0
Ratio de productivité avant amortissement (%) ((4/2) x 100)	63,8	63,8	60,6	63,8	61,6
Croissance du revenu (%) x)	(2,9)	(2,4)	9,2	(2,7)	6,5
Croissance des frais autres que d'intérêts (%) y)	2,0	(0,6)	5,6	0,7	4,2
Croissance des frais avant amortissement (%) z)	2,2	(0,6)	5,6	0,8	4,2
Levier d'exploitation (%) (x-y)	(4,9)	(1,8)	3,6	(3,4)	2,3
Levier d'exploitation avant amortissement (%) (x-z)	(5,1)	(1,8)	3,6	(3,5)	2,3
RPA (à partir du revenu net, excluant les éléments significatifs)	1,25	1,19	1,47	2,43	2,77
RPA avant amortissement (à partir du revenu net avant amortissement, excluant les éléments significatifs)	1,26	1,21	1,49	2,46	2,81
RCP (%) (à partir du revenu net, excluant les éléments significatifs)	17,9	16,8	20,8	1,74	19,4
Taux d'imposition effectif (%) (5/(6+5+ part des actionnaires sans contrôle d'environ 19 millions par trimestre))	16,3	13,0	21,5	14,7	22,2

Note 1 : Montants ou mesures non conformes aux PCGR.

Note 2 : Les pertes sur produits de base se chiffrent à 18 millions de dollars (12 millions après impôts) au deuxième trimestre de 2008, et à 12 millions de dollars (8 millions après impôts) au premier trimestre de 2008. Les pertes sur produits de base n'ont pas été considérées comme un élément significatif pour 2008.

Change

Les équivalents en dollars canadiens du revenu net, du revenu, des frais, des dotations à la provision pour pertes sur créances et des impôts sur les bénéfices de BMO en dollars américains ont diminué par rapport au deuxième trimestre de 2007, en raison de l'affaiblissement du dollar américain au cours de l'année dernière. Au deuxième trimestre, le taux de change moyen du dollar canadien par rapport au dollar américain, exprimé par le coût d'un dollar américain en dollars canadiens, a chuté de 12 % par rapport à la même période l'an dernier, mais a augmenté de 1 % par rapport au premier trimestre de 2008. Le tableau suivant fait état des taux de change moyens entre les dollars canadien et américain et de l'incidence des fluctuations du taux de change.

Effets des fluctuations du taux de change par rapport au dollar américain sur les résultats de BMO

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T2-2008		Cumul 2008 c. cumul 2007
	c. T2-2007	c. T1-2008	
Taux de change entre les dollars canadien et américain (moyenne)			
Période courante	1,0065	1,0065	1,0024
Période précédente	1,1444	0,9984	1,1532
Revenu augmenté (diminué)	(51)	3	(95)
Frais diminués (augmentés)	51	(3)	115
Dotation à la provision pour pertes sur créances diminuée (augmentée)	10	(1)	34
Impôts sur les bénéfices diminués	5	-	6
Revenu net augmenté (diminué)	15	(1)	60

Au début de chaque trimestre, BMO prend part à des opérations de couverture destinées à compenser partiellement l'effet avant impôts des fluctuations du taux de change au cours du trimestre sur son revenu net en dollars américains prévu pour ce trimestre. Habituellement, ces opérations atténuent partiellement l'incidence des fluctuations du taux de change à l'intérieur d'un trimestre. Cependant, les opérations de couverture ne visent pas à annuler l'incidence des fluctuations du taux de change d'une année à l'autre ou d'un trimestre à l'autre. Au cours du premier trimestre de 2008, le dollar américain a repris de la vigueur. Il s'est également raffermi, mais plus modérément, au cours du deuxième trimestre, et le taux de change est passé de 1,0038 \$ CA par dollar américain au 31 janvier 2008 à une moyenne de 1,0065 \$ CA. En conséquence, les transactions de couverture ont occasionné une perte après impôts de 2 millions de dollars pour le trimestre et de 9 millions pour les six premiers mois de 2008. Dans les périodes futures, les gains ou les pertes résultant de ces opérations de couverture seront déterminés à la fois par les fluctuations monétaires futures et par la valeur des opérations de couverture sous-jacentes futures, car les transactions sont conclues chaque trimestre en rapport avec le revenu net prévu en dollars américains des trois prochains mois.

Les effets des fluctuations du taux de change sur nos investissements dans des établissements à l'étranger sont analysés dans la section Impôts sur les bénéfices.

Autres mesures de la valeur

Le profit économique net s'établit à 266 millions de dollars (voir la section Mesures non conformes aux PCGR), alors qu'il se chiffrait à 289 millions au deuxième trimestre de 2007 et à -127 millions au premier trimestre de 2008.

Le rendement total des capitaux propres (RTCP), soit le rendement total d'un placement dans des actions ordinaires de BMO, s'établit à -10,5 % pour le deuxième trimestre et à -24,6 % pour les douze mois terminés le 30 avril 2008. Le RTCP annuel moyen de BMO pour la période de cinq ans terminée le 30 avril 2008 s'établit à 8,2 %.

Revenu net

Comparaison du deuxième trimestre de 2008 et du deuxième trimestre de 2007

Le revenu net s'établit à 642 millions de dollars pour le deuxième trimestre de 2008, soit une baisse de 29 millions ou de 4,3 % comparativement à la même période l'an dernier. Le résultat par action se chiffre à 1,25 \$, alors qu'il était de 1,29 \$ au deuxième trimestre de 2007. Les résultats du trimestre reflètent les conditions actuelles du marché avec l'effet favorable de rajustements d'évaluation de 42 millions de dollars (28 millions après impôts) de BMO Marchés des capitaux. Ce gain est principalement attribuable à un recouvrement net de 26 millions de dollars (18 millions après impôts) en lien avec la reprise partielle des pertes liées à la valeur de marché de la fiducie Apex/Sitka, moins des charges en rapport avec les billets de capital des entités de gestion de placements structurés Links et Parkland et les placements dans du papier commercial de conduits canadiens administrés par des tiers touchés par la Proposition de Montréal; à un recouvrement de 35 millions de dollars (24 millions après impôts) lié aux portefeuilles de négociation ayant subi l'effet négatif des écarts de taux; et à des charges nettes de 19 millions de dollars (14 millions après impôts) liées à quatre éléments moins importants. Pour plus de détails, reportez-vous à la section Incidence de la conjoncture des marchés financiers sur les résultats. Les résultats du deuxième trimestre de l'an dernier incluaient des pertes sur produits de base de 171 millions de dollars de BMO Marchés des capitaux (90 millions après une réduction de 33 millions de la rémunération liée au rendement connexe et des impôts sur les bénéfices). Les dotations à la provision pour pertes sur créances sont en hausse de 92 millions de dollars par rapport à la même période l'an dernier, reflétant la détérioration du contexte de crédit.

Le revenu net de PE Canada a augmenté de 4 millions de dollars ou de 1,1 %. Les résultats du deuxième trimestre de l'an dernier incluaient des gains sur assurances et sur placements de 40 millions de dollars (32 millions après impôts). Rajustée pour tenir compte de ces éléments, la croissance du revenu a dépassé celle des frais de 2,8 % et le revenu net a bondi de 36 millions de dollars ou de 12 %. Les volumes de la plupart des produits ont sensiblement augmenté et la marge nette d'intérêts ainsi que l'efficacité du contrôle des frais se sont améliorés.

Le revenu net de PE États-Unis a augmenté de 5 millions de dollars américains ou de 20 %. Les volumes ont enregistré une solide croissance et les revenus des commissions ont augmenté, mais la marge nette d'intérêts a diminué. Les résultats incluent une somme de 13 millions de dollars après impôts, attribuable à un gain de 38 millions de dollars provenant de la vente de notre placement dans Visa Inc. à l'issue de son premier appel public à l'épargne, neutralisé partiellement par la provision pour litiges connexe de 17 millions de dollars. La croissance du revenu net a été ralentie par l'incidence sur le revenu et les frais de conditions de crédit plus difficiles et de la progression ciblée des investissements dans nos activités et de notre expansion. De plus, un certain nombre d'éléments peu significatifs ont influé négativement sur les frais au cours du trimestre.

Le revenu net du groupe Gestion privée a augmenté de 10 millions de dollars ou de 10 %. Les résultats du deuxième trimestre de l'an dernier incluaient un gain de 7 millions de dollars (4 millions avant impôts) provenant de la vente de nos actions ordinaires dans la Bourse de Montréal. Après rajustement pour tenir compte de cet élément et de l'incidence de l'affaiblissement du dollar américain, la croissance du revenu a dépassé celle des frais de 4 %, grâce à des sources de revenus diversifiées et à une gestion active des frais.

Le revenu net de BMO Marchés des capitaux a diminué de 15 millions de dollars ou de 7,5 %. Comme il a été indiqué plus haut, les résultats reflètent un recouvrement net de pertes liées à la valeur de marché au cours du trimestre et de pertes sur produits de base enregistrées au deuxième trimestre de 2007. La conjoncture des marchés financiers demeure difficile et les revenus de la plupart des services bancaires d'investissement, les gains nets sur placements et les revenus nets d'intérêts des services aux grandes entreprises sont tous à la baisse.

Les résultats des Services d'entreprise ont diminué de 29 millions de dollars par rapport à la même période l'an dernier, en raison principalement de la hausse des dotations à la provision spécifique pour pertes sur créances.

Comparaison du deuxième trimestre de 2008 et du premier trimestre de 2008

Le revenu net a augmenté de 387 millions de dollars. Les résultats du premier trimestre de 2008 avaient été réduits de 548 millions de dollars (362 millions après impôts et 0,72 \$ par action) en raison de pertes de 488 millions de dollars (324 millions après impôts et 0,64 \$ par action) liées à la détérioration de la conjoncture des marchés financiers et de la hausse de 60 millions de dollars (38 millions après impôts et 0,08 \$ par action) de la provision générale pour pertes sur créances. Les effets des éléments significatifs influant sur les résultats des périodes comparées sont présentés à la page 28.

Le revenu net de PE Canada a augmenté de 29 millions de dollars ou de 9,9 %. Le revenu a légèrement progressé par rapport au premier trimestre. L'incidence favorable de la hausse des revenus de titrisation et des services de cartes et l'appréciation de la marge nette d'intérêts ont été partiellement neutralisées par le fait que le deuxième trimestre comptait deux jours civils de moins que le premier et par la baisse des revenus d'assurance. Les frais autres que d'intérêts ont diminué de 38 millions de dollars ou de 5,3 % en raison surtout de la baisse des impôts sur le capital, du nombre inférieur de jours et du recul des coûts liés au personnel.

Le revenu net de PE États-Unis a augmenté de 4 millions de dollars américains ou de 11 %. Cette hausse attribuable à la croissance des volumes, aux revenus des commissions et à la transaction liée à Visa a été contrebalancée en partie par l'incidence des conditions de crédit plus difficiles, la progression ciblée des investissements dans nos activités et de notre expansion, ainsi qu'un certain nombre d'éléments peu significatifs qui ont influé négativement sur les frais au cours du trimestre.

Le revenu net du groupe Gestion privée a augmenté de 11 millions de dollars ou de 11 %. Dans une conjoncture difficile du marché, le revenu a reculé, mais les frais ont été réduits en raison de la baisse des frais liés aux revenus et de la gestion active des frais. Les coûts du premier trimestre comprennent par ailleurs une charge annuelle liée à la rémunération à base d'actions attribuée à des employés admissibles à la retraite.

Le revenu net de BMO Marchés des capitaux a augmenté de 216 millions de dollars, une amélioration attribuable principalement aux pertes liées à la conjoncture des marchés financiers comptabilisées au premier trimestre.

Les résultats des Services d'entreprise ont crû de 127 millions de dollars grâce à une hausse des revenus et à une baisse des dotations à la provision spécifique pour pertes sur créances.

Comparaison du premier semestre de 2008 et du premier semestre de 2007

Le revenu net a reculé de 122 millions de dollars ou de 12 % et s'établit à 897 millions de dollars. Il a été réduit d'un montant net de 334 millions de dollars, comme il est expliqué dans les deux sections précédentes qui portent sur les résultats des premier et deuxième trimestres de 2008. Au premier semestre de 2007, le revenu net a été diminué par des éléments significatifs de 415 millions de dollars liés à des pertes sur produits de base de 327 millions de dollars et à une charge de restructuration de 88 millions de dollars.

Le revenu net de PE Canada a progressé de 9 millions de dollars ou de 1,4 %, et de 41 millions de dollars ou de 6,8 % après rajustement pour tenir compte des gains sur assurances et sur placements. Les volumes de la plupart des produits ont

sensiblement augmenté. Les frais se sont accrus en raison des dépenses liées à certaines initiatives.

Le revenu net de PE États-Unis a augmenté de 6 millions de dollars américains ou de 12 %. La croissance des volumes et l'incidence nette de la transaction liée à Visa ont été neutralisées en partie par un recul du revenu attribuable aux conditions de crédit plus difficiles, à la progression ciblée des investissements dans nos activités et de notre expansion, ainsi qu'à une baisse des marges nettes d'intérêts.

Le revenu net du groupe Gestion privée a augmenté de 17 millions de dollars ou de 9,1 %. En dépit de la faiblesse des conditions du marché, le revenu a progressé de 5 millions de dollars ou de 0,4 % et de 33 millions de dollars ou de 3,0 %, abstraction faite de l'incidence de l'affaiblissement du dollar américain et du gain de 7 millions de dollars comptabilisé au premier semestre l'an dernier à la vente des actions ordinaires de la Bourse de Montréal. La gestion active des frais a également contribué à l'amélioration du revenu net du groupe.

Le revenu net de BMO Marchés des capitaux a diminué de 29 millions de dollars ou de 17 %. Les résultats du premier semestre de 2008 ont subi l'effet négatif de charges de 296 millions de dollars après impôts liées à la détérioration des marchés financiers. À la même période en 2007, les résultats comprenaient des charges de 327 millions de dollars après impôts liées à des pertes sur produits de base. La conjoncture des marchés financiers est beaucoup plus difficile en 2008 qu'elle ne l'était en 2007 dans beaucoup de nos secteurs d'activité.

Le revenu net des Services d'entreprise a diminué de 117 millions de dollars, en raison d'une baisse des revenus et d'une hausse des dotations à la provision pour pertes sur créances.

Revenu

BMO analyse son revenu consolidé selon les PCGR. Cependant, comme plusieurs autres banques, BMO analyse le revenu de ses groupes d'exploitation, et les ratios connexes établis d'après leur revenu, sur une base d'imposition comparable (bic). Selon cette méthode, on augmente les revenus calculés selon les PCGR et la provision pour impôts sur les bénéfices déterminée selon les PCGR d'un montant qui porterait les revenus tirés de certains titres exonérés d'impôt à un niveau auquel ces revenus seraient assujettis à l'impôt, au taux d'imposition prévu par la loi. La compensation des rajustements sur une base d'imposition comparable des groupes est reflétée dans les résultats des Services d'entreprise.

Le revenu total a augmenté de 92 millions de dollars ou de 3,6 % par rapport à la même période l'an dernier, en raison des pertes sur produits de base comptabilisées en 2007. La hausse du revenu de 594 millions de dollars comparativement au trimestre précédent est en grande partie attribuable aux charges comptabilisées au premier trimestre de 2008.

L'affaiblissement du dollar américain a réduit la croissance du revenu de 51 millions de dollars ou de 2 % par rapport à la même période l'an dernier. L'incidence des fluctuations du taux de change entre les dollars canadien et américain par rapport au premier trimestre était non significative. Les variations du revenu net d'intérêts et du revenu autre que d'intérêts sont analysées dans les sections qui suivent.

Revenu net d'intérêts

Le revenu net d'intérêts a diminué de 30 millions de dollars ou de 2,5 % par rapport au deuxième trimestre de l'an dernier. PE Canada et le groupe Gestion privée ont enregistré une hausse à ce chapitre, contrairement à PE États-Unis (en dollars canadiens) et à BMO Marchés des capitaux. L'actif productif moyen a augmenté de 25 milliards de dollars. L'actif productif de PE Canada s'est apprécié de 6 milliards de dollars grâce à l'expansion

de tous ses secteurs d'activité sauf les prêts hypothécaires à l'habitation, en raison du retrait du circuit des courtiers. L'actif productif de BMO Marchés des capitaux s'est apprécié de 18 milliards de dollars, en raison surtout de la hausse des prêts aux entreprises et des instruments du marché monétaire.

Par rapport au premier trimestre, le revenu net d'intérêts s'est replié de 40 millions de dollars. Cette réduction s'explique principalement par une baisse au sein de BMO Marchés des capitaux. L'actif productif moyen de BMO a diminué de 9 milliards de dollars, en raison principalement du recul des actifs de négociation et du marché monétaire de BMO Marchés des capitaux.

Au cours du premier semestre de 2008, le revenu net d'intérêts a diminué de 12 millions de dollars. PE Canada, le groupe Gestion privée et BMO Marchés des capitaux ont enregistré une hausse à ce chapitre, contrairement à PE États-Unis et aux Services d'entreprise. L'actif productif moyen a augmenté de 34 milliards de dollars. L'actif productif de PE Canada a progressé de 6 milliards de dollars, grâce à la croissance de tous ses secteurs d'activité sauf les prêts hypothécaires, et celui de BMO Marchés des capitaux s'est apprécié de 28 milliards de dollars, en raison de la hausse des prêts aux grandes entreprises et des actifs du marché monétaire.

La marge nette d'intérêts globale sur l'actif productif de BMO s'établit à 1,48 % pour le deuxième trimestre de 2008, soit 17 points de base de moins qu'au deuxième trimestre de l'exercice précédent et 3 points de base de plus qu'au premier trimestre. Les marges individuelles et les variations dans l'ampleur de l'actif de chaque groupe d'exploitation constituent les deux principaux facteurs susceptibles d'influer sur la marge nette d'intérêts de BMO. La diminution de 17 points de base sur un an est principalement attribuable à la croissance des actifs à plus faible marge de BMO Marchés des capitaux et à la baisse du revenu net d'intérêts des Services d'entreprise. Comme ce fut le cas au premier trimestre, les marges de PE États-Unis et du groupe Gestion privée ont toutes deux sensiblement diminué, mais comme il s'agit de groupes relativement plus petits, l'effet de ces diminutions sur la marge totale de la Banque a été minime.

Marge nette d'intérêts (bic)*

(en points de base)	T2-2008	Augmentation (Diminution) c. T2-2007	Augmentation (Diminution) c. T1-2008	Cumul 2008	Augmentation (Diminution) c. Cumul 2007
PE Canada	266	2	2	265	-
PE États-Unis	293	(45)	(4)	295	(44)
Services bancaires Particuliers et entreprises	271	(6)	1	270	(8)
Groupe Gestion privée	920	(105)	53	893	(107)
BMO Marchés des capitaux	55	(12)	(10)	60	(4)
Services d'entreprise, y compris Technologie et opérations (T&O)	n.s.	n.s.	n.s.	n.s.	n.s.
Total de BMO	148	(17)	3	146	(19)
Total des services de détail au Canada**	302	(1)	5	299	(4)

* La marge nette d'intérêts est calculée et présentée par rapport à l'actif productif moyen plutôt que par rapport à l'actif total. Cette méthode produit une mesure plus pertinente des marges et de leurs variations. Les marges des groupes d'exploitation sont présentées sur une base d'imposition comparable, tandis que la marge globale de BMO est présentée selon les PCGR.

** La marge totale des services de détail au Canada représente la marge nette d'intérêts des activités combinées des secteurs canadiens de PE Canada et du groupe Gestion privée.
n.s. – non significatif

Revenu autre que d'intérêts

Le revenu autre que d'intérêts a augmenté de 122 millions de dollars ou de 9,1 % par rapport à la même période l'an dernier. BMO Marchés des capitaux, PE États-Unis et les Services d'entreprise ont connu une croissance significative à ce chapitre pendant le trimestre. Les revenus de négociation ont enregistré une hausse marquée attribuable aux pertes sur produits de base de la même période l'an dernier et à un recouvrement net au cours du trimestre. Les revenus de titrisation se sont également fortement améliorés, reflétant des gains de 50 millions de dollars tirés d'opérations de titrisation de prêts hypothécaires à l'habitation de 2,1 milliards de dollars et de prêts sur cartes de crédit de 550 millions de dollars. Les

Comparativement à la même période l'an dernier, la marge nette d'intérêts de PE Canada a gagné 2 points de base, en raison des hausses liées à l'amélioration de la répartition des produits et de l'accroissement de la marge sur prêts hypothécaires, partiellement neutralisées par des pressions de la concurrence sur les prix des prêts aux particuliers et des dépôts des entreprises. La marge de PE Canada s'est également améliorée de 2 points de base par rapport au premier trimestre, grâce à l'élargissement de l'écart entre le taux préférentiel et le taux des acceptations bancaires et à l'amélioration de la marge sur prêts hypothécaires, contrebalancés en partie par les pressions de la concurrence sur les prix des dépôts des entreprises et l'incidence négative du ralentissement de la croissance des dépôts sur la répartition. La marge nette d'intérêts de PE États-Unis a reculé de 45 points de base (la moitié a été perdue en raison d'un transfert de portefeuille au premier trimestre, 9 points en raison principalement de l'augmentation des prêts à intérêts non comptabilisés et le reste en raison du contexte hautement concurrentiel). La marge de BMO Marchés des capitaux a reculé par rapport au deuxième trimestre de 2007 et au premier trimestre de 2008, surtout à cause d'une baisse de revenu d'intérêts lié aux activités de négociation. Les marges sur les prêts aux grandes entreprises ont également diminué comparativement au premier trimestre. Le revenu net d'intérêts des Services d'entreprise a augmenté de 21 millions de dollars par comparaison avec le premier trimestre, à cause surtout d'un nombre élevé d'éléments peu significatifs qui ont influé négativement sur les revenus au premier trimestre. Comparativement à la même période l'an dernier, le revenu net d'intérêts des Services d'entreprise a reculé de 52 millions de dollars, en partie à cause des pertes sur swaps de taux d'intérêt. La baisse a entraîné la réduction de la marge globale de BMO.

La marge nette d'intérêts de BMO a perdu 19 points de base au cours du semestre. Cette diminution est attribuable à la croissance des niveaux d'actifs de BMO Marchés des capitaux et à la réduction du revenu net d'intérêts des Services d'entreprise en raison des pertes sur swaps de taux d'intérêt ainsi que d'un nombre élevé d'éléments peu significatifs qui ont eu une incidence négative au premier trimestre.

commissions et droits sur titres ont reculé, dans la conjoncture difficile des marchés financiers qui a également eu un effet défavorable sur les commissions de prise ferme de titres de participation et les commissions sur les fusions et acquisitions. Les gains sur titres ont également baissé en dépit du gain lié à Visa, notamment en raison de charges comptabilisées au cours du trimestre. Les revenus d'assurance ont aussi diminué, compte tenu des gains de l'an dernier.

Par rapport au premier trimestre, le revenu autre que d'intérêts s'est apprécié de 634 millions de dollars. Les revenus de négociation ont augmenté de 493 millions de dollars, grâce, en grande partie, aux

charges liées à la conjoncture du marché comptabilisées au premier trimestre et à l'effet positif des rajustements d'évaluation effectués au cours du trimestre. Les revenus de titrisation ont également crû considérablement, reflétant les opérations de titrisation de prêts hypothécaires à l'habitation et de prêts sur cartes de crédit pendant le trimestre. Les autres revenus de BMO Marchés des capitaux et des Services d'entreprise sont aussi en hausse, en raison de l'augmentation des revenus liés aux opérations de titrisation et de l'amélioration des résultats de certaines filiales. Les commissions sur prises fermes de titres d'emprunt et de titres de participation ainsi que les frais de services de cartes et des commissions sur prêts ont aussi augmenté. Les gains sur titres ont reculé, une fois de plus en dépit du gain lié à Visa, en partie à cause des charges comptabilisées au cours du trimestre.

Au cours du semestre, le revenu autre que d'intérêts a augmenté de 64 millions de dollars ou de 2,9 %. Les revenus de négociation ont fortement progressé, les pertes sur produits de base enregistrées en 2007 ayant été supérieures aux charges liées à la détérioration des marchés financiers en 2008. Les revenus de titrisation et de fonds d'investissement ont aussi augmenté. Des pertes considérables ont été enregistrées au chapitre des frais liés aux marchés financiers, notamment les commissions et droits sur titres, les commissions sur les prises fermes de titres de participation ainsi que les commissions sur les fusions et acquisitions. Les gains sur titres de placement et les autres revenus ont également connu une baisse importante.

Frais autres que d'intérêts

Les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 66 millions de dollars ou de 4,1 % par rapport à la même période l'an dernier et se chiffrent à 1 680 millions de dollars. L'affaiblissement du dollar américain a réduit la croissance des frais de 51 millions de dollars ou de 3,2 points de pourcentage. Les salaires ont augmenté, de même que les frais informatiques, les honoraires et les coûts liés à l'expansion des affaires, tandis que la rémunération liée au rendement et les impôts sur le capital ont diminué. Nous avons diminué les coûts des avantages sociaux en gérant activement les offres d'avantages sociaux faites à nos employés, tout en préservant la compétitivité.

Les frais ont augmenté pour tous les groupes d'exploitation, sauf pour le groupe Gestion privée. Les frais liés au personnel ont augmenté en raison de la hausse des salaires et de la rémunération variable au sein de BMO Marchés des capitaux et de la hausse d'une charge de retraite à l'étranger au cours du trimestre.

Le levier d'exploitation avant amortissement s'établit à -0,7 % pour le trimestre.

Par rapport au premier trimestre, les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 66 millions de dollars ou de 4,1 %. Les résultats du trimestre reflètent les hausses des salaires, des coûts des avantages sociaux, des frais informatiques et des honoraires. La rémunération liée au rendement et les impôts sur le capital ont été réduits. La rémunération liée au rendement a diminué au sein de PE Canada et du groupe Gestion privée, mais, après être restée à un très faible niveau au premier trimestre, elle a augmenté au sein de BMO Marchés des capitaux. Les frais du premier trimestre comprenaient des coûts de 49 millions de dollars liés à la rémunération à base d'actions attribuée à des employés admissibles à la retraite.

Au cours du premier semestre de 2008, les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 7 millions de dollars ou de 0,2 % et s'établissent à 3 294 millions de dollars. Les autres frais du deuxième trimestre de 2007 incluaient une charge de restructuration de 135 millions de dollars. Les frais liés au personnel ont progressé en raison des hausses de salaires et de la rémunération liée au rendement au sein de BMO Marchés des capitaux. Les frais liés aux locaux ont augmenté, de même que les frais informatiques, les honoraires et les coûts promotionnels, tandis que les impôts sur le capital ont diminué.

Le levier d'exploitation avant amortissement s'établit à 0,8 % pour le semestre.

Gestion des risques

Le contexte du crédit a continué de se détériorer par rapport à la conjoncture très favorable du début de 2007. Les dotations à la provision spécifique pour pertes sur créances s'établissent à 151 millions de dollars pour le trimestre. Les dotations à la provision spécifique pour le trimestre ont été réduites par des recouvrements plus élevés relatifs à des prêts qui avaient été radiés antérieurement, qui affichent une hausse de 14 millions de dollars par rapport à la période correspondante l'an dernier et de 13 millions par rapport au premier trimestre. Les dotations à la provision spécifique s'élevaient à 59 millions de dollars au deuxième trimestre de 2007 et à 170 millions de dollars au premier trimestre de 2008, où une augmentation de la provision générale de 60 millions de dollars avait également été enregistrée. Les dotations à la provision spécifique comprennent des charges de 35 millions de dollars pour le premier trimestre et de 39 millions pour le deuxième trimestre, se rapportant à des entreprises uniques.

La dotation à la provision pour pertes sur créances s'établit à 381 millions de dollars pour le premier semestre de 2008, soit des dotations à la provision spécifique de 321 millions et une augmentation de la provision générale de 60 millions. Pour la même période en 2007, les dotations à la provision spécifique s'élevaient à 111 millions de dollars.

Les dotations à la provision spécifique du premier trimestre de 2008 représentent 28 points de base du solde net moyen des prêts et acceptations, y compris les titres pris en pension ou empruntés, alors qu'ils en représentaient 12 points de base il y a un an et 31 points de base au premier trimestre de 2008. Pour les cinq derniers exercices, la moyenne est de 15 points de base.

Le solde des nouveaux prêts douteux s'élève à 554 millions de dollars pour le trimestre, alors qu'il se chiffrait à 708 millions au premier trimestre et à 131 millions il y a un an. Du solde du premier trimestre, une somme de 459 millions de dollars était attribuable à une seule entreprise. Au deuxième trimestre, les nouveaux prêts douteux se retrouvent principalement dans le secteur immobilier commercial américain, à hauteur de 234 millions de dollars, et dans le secteur de la production manufacturière, à hauteur de 100 millions. Les nouveaux prêts douteux du secteur immobilier commercial américain incluent une somme de 150 millions attribuable à une seule entreprise.

Il n'y a pas eu de ventes de prêts douteux au cours du trimestre, alors qu'elles représentaient une somme de 3 millions de dollars au premier trimestre de 2008, sans reprise ni recouvrement. Au deuxième trimestre de 2007, ces ventes s'établissaient à 17 millions de dollars et les reprises et recouvrements connexes, à 5 millions de dollars.

Le solde brut des prêts et acceptations douteux a augmenté par rapport au premier trimestre et à la fin de l'exercice, en raison des nouveaux prêts douteux mentionnés ci-dessus. Reflétant notre position dans un cycle du crédit qui se détériore, le solde brut des prêts douteux devrait demeurer plus élevé pour l'exercice 2008, par rapport au plancher historique atteint en 2007.

La provision totale pour pertes sur créances, qui se chiffrait à 1 336 millions de dollars à la fin du trimestre, était constituée d'une provision spécifique de 325 millions de dollars et d'une provision générale de 1 011 millions. La provision générale couvre toute perte de valeur dans le portefeuille qui ne peut être associée à un crédit en particulier. Réévaluée chaque trimestre, elle a augmenté de 113 millions de dollars depuis la fin de l'exercice précédent. Une partie de 60 millions de dollars de cette somme correspond à la provision du premier trimestre et le reste, à l'acquisition de banques du Wisconsin et à l'incidence de l'évolution du taux de change entre les dollars canadien et américain.

Le portefeuille de prêts de BMO demeure constitué en grande partie de prêts aux particuliers et de prêts aux entreprises, qui sont plus stables et qui, abstraction faite des titres pris en pension ou empruntés, représentaient 78,7 % du portefeuille de prêts à la fin du trimestre, alors qu'ils en représentaient 81,2 % il y a un an et 78,2 % à la fin du premier trimestre.

Nous nous attendons à ce que les conditions du crédit demeurent difficiles d'ici la fin de l'exercice, car les secteurs des prêts immobiliers aux entreprises et de la production industrielle et manufacturière restent faibles aux États-Unis. Ces secteurs continuent à subir les effets des coûts élevés des intrants, du dollar canadien fort et/ou du ralentissement de l'économie américaine.

Comme nous l'indiquions à la fin du premier trimestre, étant donné l'affaiblissement prévu du contexte du crédit, nous ne nous attendons pas à atteindre notre cible concernant la dotation à la provision spécifique pour l'exercice 2008, soit 475 millions de dollars ou moins. Nous avons indiqué précédemment que la dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances de 170 millions de dollars comptabilisée au premier trimestre était une indication du niveau des dotations trimestrielles d'ici la fin de l'exercice. Bien que les dotations à la provision spécifique soient moins élevées au deuxième trimestre, à l'heure actuelle nous prévoyons que les dotations à la provision spécifique trimestrielles moyennes pour le reste de l'exercice seront plus élevées qu'au premier trimestre, en raison de la dégradation continue du contexte du crédit, entre autres dans les secteurs immobiliers américains.

Le cadre de gestion de BMO à l'égard du risque de marché et du risque de liquidité et de financement ainsi que ses principales mesures à l'égard de ces risques sont exposés aux pages 68 à 71 du Rapport annuel 2007 de BMO. Le risque lié à la valeur de marché à

l'égard des activités de négociation et de prise ferme et à la volatilité du revenu net a peu changé par rapport au trimestre précédent.

Depuis le début de l'exercice 2008, dans un but d'harmonisation avec les définitions réglementaires des catégories de risque, le risque général d'écart de taux et le risque général de taux d'intérêt ont été réunis et sont maintenant indiqués ensemble sur la ligne Risque lié aux taux d'intérêt (marché), dans le Sommaire du risque total lié à la valeur de marché – Négociation et prise ferme. Ce changement n'a pas d'incidence sur le risque total lié à la valeur de marché, mais seulement sur la façon dont les résultats sont présentés. Les données sur le risque lié à la valeur de marché pour le 31 octobre 2007 ont été retraitées pour tenir compte de ce changement. Aucun changement important n'a été apporté à nos pratiques de gestion du risque de marché au cours du premier semestre de 2008.

Aucun changement important n'a été apporté aux niveaux du risque structurel de marché et du risque de liquidité et de financement au cours du trimestre. Aucun changement important n'a été apporté à nos pratiques de gestion du risque structurel de marché au cours du trimestre. Nous demeurons d'avis que notre cadre de gestion du risque de liquidité et de financement nous place dans une position solide malgré l'évolution récente du marché. L'encaisse et les valeurs mobilières en pourcentage de l'actif total s'établissaient à 29,6 % à la fin du trimestre, comparativement à 30,7 % à la fin du premier trimestre et à 33,1 % à la fin de l'exercice 2007.

Cette section sur la gestion des risques et la section suivante qui traite des impôts sur les bénéfices contiennent des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Dotations à la provision pour pertes sur créances

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	T2-2008	T1-2008	T2-2007	Cumul 2008	Cumul 2007
Nouvelles dotations à la provision spécifique	201	205	93	406	179
Reprises sur provisions établies précédemment	(15)	(13)	(13)	(28)	(25)
Recouvrement de prêts radiés précédemment	(35)	(22)	(21)	(57)	(43)
Dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances	151	170	59	321	111
Augmentation de la provision générale	-	60	-	60	-
Dotation à la provision pour pertes sur créances	151	230	59	381	111
Dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances en pourcentage du solde net moyen des prêts et acceptations (annualisée)	0,28 %	0,31 %	0,12 %	0,29 %	0,11 %
Dotation à la provision pour pertes sur créances en pourcentage du solde net moyen des prêts et acceptations (annualisée)	0,28 %	0,42 %	0,12 %	0,35 %	0,11 %

Modifications du solde brut des prêts et acceptations douteux (SBPAD)

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	T2-2008	T1-2008	T2-2007	Cumul 2008	Cumul 2007
SBPAD au début de la période	1 347	720	748	720	666
Transfert de prêts et acceptations à l'état douteux	554	708	131	1 262	244
Réduction des prêts et acceptations douteux 1)	31	21	(107)	52	(64)
Radiations	(112)	(102)	(84)	(214)	(158)
SBPAD à la fin de la période	1 820	1 347	688	1 820	688
SBPAD en pourcentage du solde brut des prêts et acceptations	0,88 %	0,63 %	0,34 %	0,88 %	0,34 %
SBPAD en pourcentage du total des capitaux propres et des provisions pour pertes sur créances	9,54 %	7,46 %	3,86 %	9,54 %	3,86 %

1) Comprend le montant des prêts douteux classés de nouveau dans les prêts productifs, les ventes de prêts, les remboursements, l'incidence des fluctuations du taux de change et les compensations des radiations des prêts à la consommation qui n'ont pas été comptabilisés dans les nouveaux prêts douteux (T2 08 : 98 millions de dollars; T4 07 : 87 millions de dollars; T2 07 : 72 millions de dollars).

Risques globaux liés à la valeur de marché et à la volatilité du revenu net pour les activités de négociation et de prise ferme et pour les placements du portefeuille structurel (en millions de dollars)*

(équivalent en dollars canadiens après impôts)	Risque lié à la valeur de marché			Volatilité du revenu net sur 12 mois		
	30 avril 2008	31 janvier 2008	31 octobre 2007	30 avril 2008	31 janvier 2008	31 octobre 2007
Activités de négociation et de prise ferme	(18,3)	(17,7)	(18,2)	(16,1)	(17,3)	(12,6)
Éléments du portefeuille structurel	(231,1)	(226,2)	(231,6)	(24,3)	(24,4)	(24,2)
BMO Groupe financier	(249,4)	(243,9)	(249,8)	(40,4)	(41,7)	(36,8)

* Selon un niveau de confiance de 99 %. Les pertes sont indiquées entre parenthèses.

Sommaire du risque total lié à la valeur de marché – Négociation et prise ferme (en millions de dollars)*

(équivalent en dollars canadiens après impôts)	Pour le trimestre terminé le 30 avril 2008				Au 31 janvier 2008	Au 31 octobre 2007
	À la fin du trimestre	Moyenne	Haut	Bas	À la fin du trimestre	À la fin du trimestre
Risque lié aux produits de base	(2,7)	(3,5)	(5,5)	(2,5)	(3,9)	(2,7)
Risque lié aux actions	(12,7)	(12,6)	(18,5)	(8,1)	(10,6)	(9,5)
Risque lié au change	(1,3)	(0,9)	(2,7)	(0,3)	(0,3)	(0,9)
Risque lié aux taux d'intérêt (marché)	(12,3)	(18,6)	(27,3)	(12,2)	(13,3)	(10,0)
Diversification	8,3	9,5	n.s. ¹	n.s. ¹	8,4	9,2
Risque global	(20,7)	(26,1)	(35,6)	(16,2)	(19,8)	(14,0)
Risque lié aux taux d'intérêt (comptabilité d'exercice)	(4,6)	(3,0)	(5,3)	(1,6)	(1,3)	(9,1)
Risque lié à l'émetteur	(2,8)	(6,2)	(8,4)	(2,6)	(6,1)	(4,9)
Risque total lié à la valeur de marché	(28,1)	(35,3)	(45,7)	(24,0)	(27,2)	(28,0)

n.s. – non significatif

* Mesure sur un jour selon un niveau de confiance de 99 %. Les pertes sont indiquées par des montants entre parenthèses et les gains, par des montants positifs.

¹ Le calcul de l'effet de la diversification sur le cours le plus haut et sur le cours le plus bas n'est pas considéré comme significatif.

Sensibilité du revenu net et de la valeur du portefeuille structurel inscrits au bilan à l'évolution des taux d'intérêt (en millions de dollars)*

(équivalent en dollars canadiens après impôts)	Sensibilité de la valeur économique			Sensibilité du revenu net au cours des 12 mois à venir		
	30 avril 2008	31 janvier 2008	31 octobre 2007	30 avril 2008	31 janvier 2008	31 octobre 2007
Hausse de 100 points de base	(187,9)	(184,9)	(201,1)	(20,2)	(17,3)	6,6
Baisse de 100 points de base	141,5	133,9	138,6	27,5	28,7	(15,4)
Hausse de 200 points de base	(439,4)	(427,5)	(438,1)	(47,0)	(43,9)	0,4
Baisse de 200 points de base	280,9	254,7	234,0	(14,3)	62,1	(17,0)

* Les pertes sont indiquées par des montants entre parenthèses et les gains, par des montants positifs.

Impôts sur les bénéfiques

Comme il est expliqué à la section Revenu, la direction évalue les résultats consolidés de BMO pour l'exercice 2008, ainsi que les provisions pour impôts sur les bénéfiques connexes, selon les PCGR. Nous continuons à évaluer et à présenter les résultats des groupes d'exploitation et les impôts sur les bénéfiques connexes sur une base d'imposition comparable.

La provision pour impôts s'établit à 128 millions de dollars pour le deuxième trimestre de 2008, une baisse de 37 millions de dollars par rapport au deuxième trimestre de 2007 et une hausse de 219 millions de dollars par rapport au premier trimestre de 2008. Le taux d'imposition effectif est de 16,3 % pour le trimestre, comparativement à 19,4 % au deuxième trimestre de 2007 et à un taux de recouvrement de 50,3 % au premier trimestre de 2008. Pour le premier semestre de l'exercice en cours, le taux effectif se chiffre à 3,8 %, alors qu'il était de 11,6 % pour la même période l'an dernier.

Abstraction faite de l'incidence des éléments significatifs, le taux effectif pour le premier trimestre de 2008 était de 13,0 %. La hausse du taux effectif par rapport au premier trimestre de 2008 s'explique surtout par la proportion relativement plus élevée, au deuxième trimestre, de revenus provenant de territoires où les taux d'imposition sont plus élevés. La baisse du taux effectif par rapport au deuxième trimestre de 2007 est principalement attribuable au recouvrement, au deuxième trimestre de 2008, de 19 millions de dollars d'impôts sur les bénéfiques d'exercices antérieurs. Même si les taux vont continuer à varier d'un trimestre à l'autre en raison de rajustements et d'éléments significatifs ponctuels, nous estimons actuellement que le taux d'imposition effectif normal sera compris entre 19 % et 23 %.

Sommaire des tendances trimestrielles relatives aux résultats

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T2-2008	T1-2008	T4-2007	T3-2007	T2-2007	T1-2007	T4-2006	T3-2006
Revenu total	2 620	2 026	2 200	2 555	2 528	2 066	2 461	2 570
Dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances	151	170	101	91	59	52	51	42
Dotation à la provision générale pour pertes sur créances	-	60	50	-	-	-	(35)	-
Frais autres que d'intérêts	1 680	1 614	1 631	1 659	1 614	1 538	1 613	1 600
Charge de restructuration	-	-	24	-	-	135	-	-
Total des frais autres que d'intérêts	1 680	1 614	1 655	1 659	1 614	1 673	1 613	1 600
Revenu net	642	255	452	660	671	348	696	710
Résultat de base par action (en dollars)	1,25	0,48	0,89	1,30	1,31	0,68	1,37	1,41
Résultat dilué par action (en dollars)	1,25	0,47	0,87	1,28	1,29	0,67	1,35	1,38
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif (%)	1,48	1,45	1,47	1,61	1,65	1,64	1,78	1,84
Taux d'imposition effectif (%)	16,3	(50,3)	(19,3)	15,7	19,4	(7,8)	14,1	21,4
Taux de change entre les dollars canadien et américain (moyenne)	1,01	1,00	1,00	1,07	1,14	1,16	1,12	1,12
Revenu net :								
PE Canada	331	302	287	356	327	297	277	350
PE États-Unis	30	26	33	25	29	29	24	32
Services bancaires Particuliers et entreprises	361	328	320	381	356	326	301	382
Groupe Gestion privée	109	98	103	102	99	91	80	80
BMO Marchés des capitaux	182	(34)	46	194	197	(20)	185	201
Services d'entreprise, y compris T&O	(10)	(137)	(17)	(17)	19	(49)	130	47
BMO Groupe financier	642	255	452	660	671	348	696	710

Les tendances trimestrielles relatives au revenu net de BMO sont présentées en détail aux pages 75 et 76 du Rapport annuel 2007. Nous invitons les lecteurs à se reporter à cette analyse pour obtenir une explication plus complète de ces tendances et des facteurs qui ont influé sur les résultats trimestriels antérieurs, y compris la légère influence des variations saisonnières sur les résultats. Le tableau ci-dessus présente un sommaire des résultats, allant du troisième trimestre de 2006 au deuxième trimestre de 2008.

Des éléments significatifs ont eu une incidence sur les revenus de BMO Marchés des capitaux. Les pertes sur produits de base de 509 millions de dollars, 171 millions de dollars et 149 millions de dollars aux premier, deuxième et troisième trimestres de 2007,

BMO couvre le risque de change découlant de ses investissements dans des établissements aux États-Unis en finançant ces investissements en dollars américains. Dans le cadre de ce programme, le gain ou la perte provenant des opérations de couverture et le gain ou la perte non réalisé provenant de la conversion des investissements dans des établissements aux États-Unis viennent diminuer ou augmenter les capitaux propres. Aux fins de l'impôt sur les bénéfiques, le gain ou la perte sur les opérations de couverture entraîne une charge ou un crédit d'impôt sur les bénéfiques durant la période en cours, qui vient réduire ou augmenter les capitaux propres, tandis que le gain ou la perte non réalisé sur les investissements dans des établissements aux États-Unis n'est pas assujéti à l'impôt sur les bénéfiques avant la réalisation de ces investissements. La charge fiscale ou l'avantage fiscal découlant d'un gain ou d'une perte sur des opérations de couverture est tributaire des fluctuations des taux aux États-Unis d'une période à l'autre. Les opérations de couverture effectuées sur les investissements dans des établissements aux États-Unis ont entraîné un recouvrement d'impôts sur les bénéfiques affecté aux capitaux propres de 11 millions de dollars pour le trimestre et de 196 millions de dollars pour le semestre. L'état consolidé de la variation des capitaux propres, qui fait partie des états financiers consolidés non vérifiés ci-joints, contient plus de détails à ce sujet.

respectivement, ont baissé à 24 millions de dollars au quatrième trimestre de 2007. Les pertes sont demeurées peu élevées aux premier et deuxième trimestres de 2008, la taille et le risque du portefeuille ayant été réduits. La rémunération liée au rendement connexe a beaucoup diminué au premier et au deuxième trimestres de 2007. De plus, les résultats du quatrième trimestre de 2007 et du premier trimestre de 2008 comprennent des charges de 318 millions et de 488 millions, respectivement, liées à certaines activités de négociation et à certains rajustements d'évaluation. Au cours du deuxième trimestre de 2008, le revenu a bénéficié de l'incidence favorable de rajustements d'évaluation de 42 millions de dollars. Les autres secteurs de BMO Marchés des capitaux qui n'ont pas été

touchés par les éléments significatifs ont dégagé des rendements très solides en 2007, mais les conditions du marché se sont affaiblies en 2008.

Les Services bancaires Particuliers et entreprises ont continué de bénéficier de la forte croissance des volumes en 2007 et au début de 2008, avec des marges stables au Canada et une hausse modérée des frais. Le nombre d'employés de première ligne et en contact direct avec la clientèle s'est accru au premier semestre de 2007. Les marges de PE États-Unis étaient sous pression en 2006 et au début de 2007, mais se sont stabilisées plus tard en 2007. Au premier trimestre de 2008, les marges de PE États-Unis ont fléchi en raison de l'environnement concurrentiel.

Les résultats du groupe Gestion privée ont progressé assez régulièrement en 2006 et 2007, sous l'effet de la vigueur relative des marchés financiers, et la croissance des revenus a ralenti à la fin de 2007 et en 2008.

Les résultats des Services d'entreprise ont subi l'incidence de l'augmentation des dotations à la provision pour pertes sur créances en raison de la répartition par BMO des dotations à la provision selon les pertes prévues.

Les dotations à la provision pour pertes sur créances ont amorcé une tendance à la hausse, les conditions économiques s'affaiblissant par rapport à l'environnement de crédit particulièrement favorable des dernières années. Le recul de la marge nette d'intérêts de BMO au cours des deux derniers exercices est largement attribuable à la forte croissance des actifs de BMO Marchés des capitaux, dont la marge nette d'intérêts est inférieure à celle d'autres groupes. Les taux d'imposition effectifs favorables sont en partie attribuables au fait que les pertes ont été enregistrées dans des territoires où les taux d'imposition sont élevés et aux gains supérieurs réalisés dans des territoires où les taux sont bas. Le dollar américain s'est affaibli au cours des deux dernières années, mais a été plus stable au premier semestre de 2008, proche de la parité avec le dollar canadien. Un dollar américain plus faible diminue les valeurs après conversion des revenus et des frais de BMO libellés en dollars américains.

Bilan

L'actif total, qui se chiffre à 375,2 milliards de dollars, a augmenté de 8,6 milliards de dollars depuis le 31 octobre 2007, le raffermissement du dollar américain ayant accru de 8,5 milliards de dollars la valeur après conversion des actifs libellés en dollars américains. L'augmentation de 8,6 milliards de dollars, en dollars canadiens, reflète essentiellement la croissance des actifs dérivés (12,0 milliards de dollars), du solde net des prêts et acceptations (4,2 milliards de dollars) et des autres actifs (2,7 milliards de dollars), partiellement neutralisée par la baisse des valeurs mobilières (9,6 milliards de dollars) et l'encaisse (0,7 milliard de dollars).

L'augmentation de 4,2 milliards de dollars du solde net des prêts et acceptations est attribuable principalement aux prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers, en hausse de 4,6 milliards de dollars, ainsi qu'aux prêts hypothécaires à l'habitation, en hausse de 0,2 milliard de dollars, tandis que le solde net des prêts aux entreprises et aux administrations publiques et les acceptations connexes ont diminué de 0,2 milliard de dollars. Le solde net des prêts aux entreprises et aux administrations publiques comprend des prêts plus élevés (5,3 milliards de dollars), dus surtout à l'augmentation des retraits sur facilités de crédit existantes, neutralisés par une baisse des titres pris en pension ou empruntés (3,5 milliards de dollars) et des acceptations (2,0 milliards de dollars). L'acquisition de deux banques du Wisconsin a contribué à hauteur de 1,6 milliard de dollars à la hausse globale des prêts.

La progression des actifs dérivés de 12,0 milliards de dollars s'explique par une hausse de 10,6 milliards de dollars des contrats de taux d'intérêt et une augmentation de 8,2 milliards de dollars de l'ensemble des contrats sur produits de base, sur créances, sur titres de participation, ainsi que des contrats de financement, neutralisée par une baisse de 6,8 milliards de dollars des contrats de change. Les actifs dérivés sur taux d'intérêt et sur produits de base ont augmenté sous l'effet, principalement, des variations des taux d'intérêt et des prix des produits de base.

La baisse de 9,6 milliards de dollars des valeurs mobilières est attribuable principalement à la diminution des titres de négociation détenus par BMO Marchés des capitaux ainsi qu'à la baisse des titres disponibles à la vente. Cette baisse des titres est conforme à la gestion du bilan. L'augmentation des titres du gouvernement du Canada détenus a été plus que neutralisée par la diminution des titres de sociétés et d'autres administrations publiques.

Le passif et les capitaux propres ont progressé de 8,6 milliards de dollars depuis le 31 octobre 2007, mais abstraction faite des effets du raffermissement du dollar américain, ils sont demeurés inchangés. L'accroissement en dollars canadiens reflète essentiellement la hausse des dépôts (6,5 milliards de dollars), des passifs dérivés (6,8 milliards de dollars), des passifs divers (1,9 milliard de dollars), de la dette subordonnée (0,7 milliard de dollars) et des capitaux propres (1,1 milliard de dollars), contrebalancée partiellement par les réductions au chapitre des titres vendus à découvert (5,0 milliards de dollars), des titres mis en pension ou prêtés (1,4 milliard de dollars) et des acceptations (2,0 milliards de dollars).

Les dépôts des banques, qui représentent 13 % ou 30,9 milliards de dollars du total des dépôts, ont baissé de 3,2 milliards de dollars en raison d'une réduction des besoins en matière de financement découlant d'une diminution des titres. Les dépôts des entreprises et des administrations publiques, qui représentent 51 % ou 122,7 milliards de dollars du total des dépôts, ont augmenté de 1,0 milliard de dollars et ont servi à financer la croissance des prêts. Les dépôts des particuliers, qui représentent les 36 % restants du total des dépôts, soit 84,9 milliards de dollars, ont augmenté de 8,7 milliards de dollars et ont également servi à financer la croissance des prêts. L'acquisition de deux banques du Wisconsin a contribué à hauteur de 1,7 milliard de dollars à la hausse des dépôts.

La baisse des titres de négociation correspond à celle des titres mis en pension ou prêtés et des titres vendus à découvert.

Le tableau 24, à la page 89 du Rapport annuel 2007 de BMO, présente les obligations contractuelles selon l'échéance. Il n'y a pas eu de changement important dans les obligations contractuelles qui ne soit pas dans le cours normal des activités.

Gestion du capital

Comme il est indiqué dans le Rapport du premier trimestre, un nouveau cadre de gestion du capital a été mis en œuvre au Canada depuis le 1^{er} novembre 2007. Il s'agit du Nouvel accord de Bâle, ou Bâle II, qui remplace le dispositif de Bâle I utilisé pendant les 20 dernières années.

BMO utilise l'approche fondée sur les notations internes (NI) avancée à l'égard du risque de crédit de son portefeuille et l'approche standard à l'égard du risque d'exploitation. Le Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF), qui régit nos activités, nous a accordé une exemption afin de mettre en œuvre l'approche standard pour établir l'actif pondéré en fonction des risques de crédit de notre filiale Harris Bankcorp, Inc. La méthode utilisée pour établir l'actif pondéré en fonction des risques à l'égard du risque de marché n'a pas changé sensiblement entre Bâle I et Bâle II.

L'Accord de Bâle II est présenté plus en détail aux pages 66 et 67 du Rapport annuel 2007 de BMO.

Au 30 avril 2008, le ratio du capital de première catégorie de BMO s'établit à 9,42 %, avec un actif pondéré en fonction des risques de 186,3 milliards de dollars et un capital de première catégorie de 17,6 milliards de dollars. Le ratio, qui se chiffrait à 9,48 % au premier trimestre, a ainsi perdu six points de base, la croissance de l'actif pondéré en fonction des risques ayant été partiellement neutralisée par une hausse du capital. L'augmentation de l'actif pondéré en fonction des risques s'explique surtout par les facilités de trésorerie des entités de gestion de placements structurés, l'incidence d'Apex et la conclusion d'acquisitions américaines, neutralisées partiellement par les initiatives de gestion de l'actif pondéré en fonction des risques. Le capital a augmenté en raison de la croissance des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et à l'émission, le 2 avril 2008, de 250 millions de dollars d'actions privilégiées de série 15, portant intérêt à un taux de 5,80 %. Le ratio demeure solide et est nettement supérieur à notre cible minimale de 8,0 %.

Le ratio du capital total de BMO s'établit à 11,64 % au 30 avril 2008. Il a progressé de 38 points de base, par rapport à 11,26 % au premier trimestre, la hausse de capital ayant neutralisé la croissance de l'actif pondéré en fonction des risques mentionnée plus haut. Le capital total a augmenté en raison des facteurs décrits ci-dessus et de l'émission de 900 millions de dollars de billets à moyen terme de série F, première tranche, portant intérêt à un taux de 6,17 %.

Les accords de Bâle II et de Bâle I ne sont pas comparables. À des fins de comparaison uniquement, le ratio du capital de première catégorie selon Bâle I s'établissait à 9,03 % et le ratio du capital total, à 11,47 % au 30 avril 2008, comparativement à 9,51 % et à 11,74 %, respectivement, à la fin de 2007.

Au cours du trimestre, 4 028 000 actions ont été émises, principalement en contrepartie de l'acquisition d'Ozaukee et, dans une moindre mesure, au titre de l'exercice d'options sur actions, de l'échange d'actions et du Régime de réinvestissement des dividendes. Nous n'avons pas racheté d'actions ordinaires de la Banque de Montréal en vertu de notre programme de rachat d'actions ordinaires au cours des deux premiers trimestres de 2008.

Le 27 mai 2008, le Conseil d'administration de BMO a déclaré un dividende trimestriel de 0,70 \$ par action, payable aux détenteurs d'actions ordinaires, soit un dividende en hausse de 0,02 \$ par rapport à il y a un an et équivalent à celui du trimestre précédent.

Capital réglementaire admissible

Accord de Bâle II sur le capital réglementaire et l'actif pondéré en fonction des risques

(en millions de dollars canadiens)	T2-2008	T1-2008
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	14 866	14 373
Actions privilégiées non cumulatives	1 696	1 446
Instruments novateurs inclus dans le capital de première catégorie	2 438	2 437
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	31	30
Écarts d'acquisition et actifs incorporels excédentaires	(1 398)	(1 189)
Capital net de première catégorie	17 633	17 097
Déductions liées à la titrisation	(81)	75
Perte prévue excédant la provision – Approche NI avancée	-	(8)
Autres déductions	(1)	(3)
Capital de première catégorie rajusté	17 551	17 011
Dette subordonnée	4 060	3 157
Billets de fiducie secondaires	800	800
Cumul des gains non réalisés nets après impôts sur titres de participation disponibles à la vente	7	10
Provision générale pour pertes sur créances admissible	268	222
Total du capital de deuxième catégorie	5 135	4 189
Déductions liées à la titrisation	(12)	(23)
Perte prévue excédant la provision – Approche NI avancée	-	(8)
Investissements dans des filiales non consolidées/investissements importants	(998)	(962)
Autres déductions	(1)	(4)
Capital de deuxième catégorie rajusté	4 124	3 192
Capital total	21 675	20 203

Actif pondéré en fonction des risques (en millions de dollars canadiens)

	T2-2008	T1-2008
Risque de crédit	151 840	138 787
Risque de marché	18 206	18 520
Risque d'exploitation	15 990	15 995
Total de l'actif pondéré en fonction des risques	186 036	173 302
Plancher réglementaire	216	6 185
Total de l'actif pondéré en fonction des risques pendant la transition	186 252	179 487

Actions en circulation et titres convertibles en actions ordinaires

Au 21 mai 2008	Nombre d'actions ou montant en dollars canadiens
Actions ordinaires	503 525 000
Actions privilégiées de catégorie B	
Série 5	200 000 000 \$
Série 13	350 000 000 \$
Série 14	250 000 000 \$
Titres convertibles en actions ordinaires :	
Actions privilégiées de catégorie B	
Série 6	250 000 000 \$
Série 10	396 000 000 \$
Options sur actions	
– droits acquis	15 550 000
– droits non acquis	5 799 000

Les notes 21 et 22 afférentes aux états financiers vérifiés, aux pages 121 et 122 du Rapport annuel 2007, ainsi que le tableau de la page 58 du Rapport de gestion annuel inclus dans le Rapport annuel 2007, traitent en détail du capital-actions.

Désignation des dividendes admissibles

Pour les fins de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) et de toute autre loi provinciale ou territoriale similaire, BMO désigne tous les dividendes versés sur ses actions ordinaires et privilégiées au cours de l'année civile 2006, et tous les dividendes (y compris les dividendes réputés) versés par la suite, comme « dividendes admissibles », à moins d'indication contraire par BMO.

Cote de crédit

Les cotes de crédit attribuées aux créances prioritaires de BMO demeurent inchangées avec une perspective stable. Les cotes de crédit attribuées à BMO sont réservées à des émissions de premier ordre et de grande qualité. Elles demeurent les suivantes : AA pour DBRS, AA- pour Fitch, Aa1 pour Moody's et A+ pour Standard & Poor's.

Opérations entre apparentés

Dans le cours normal des affaires, nous fournissons des services bancaires à nos administrateurs, à nos dirigeants et aux entités qui leur sont affiliées, ainsi qu'à nos coentreprises et à nos sociétés satellites selon les mêmes modalités que celles que nous offrons à nos clients. Nous offrons un ensemble sélectionné de produits de prêts hypothécaires et autres prêts à nos employés aux taux que nous accordons généralement à nos clients privilégiés. Nous offrons également aux employés une subvention à l'égard des frais annuels de cartes de crédit basée sur ces frais.

Les options d'achat d'actions et les unités d'actions différées octroyées aux administrateurs sont expliquées à la note 27 afférente aux états financiers consolidés vérifiés, à la page 132 du Rapport annuel 2007.

Les contrats de prêt à taux réduits consentis aux dirigeants, par suite de mutations effectuées à notre demande, sont analysés à la note 27 afférente aux états financiers consolidés vérifiés, à la page 132 du Rapport annuel 2007.

Arrangements hors bilan

Dans le cours normal de ses activités, BMO prend un certain nombre d'arrangements hors bilan. Nos arrangements hors bilan les plus importants sont les instruments de crédit et les entités à détenteurs de droits variables (EDDV), qui sont décrits aux pages 59 et 60 du Rapport annuel de 2007 et à la note 5 afférente aux états financiers consolidés non vérifiés ci-joints. Les modifications qui ont été apportées aux arrangements hors bilan au cours des trois mois terminés le 30 avril 2008 sont présentées aux sections Incidence de la conjoncture des marchés financiers sur les résultats du deuxième trimestre et Instruments financiers dans des conditions de crédit plus difficiles.

Conventions comptables et principales estimations comptables

Les notes afférentes aux états financiers consolidés vérifiés du 31 octobre 2007 de BMO contiennent un résumé de nos principales conventions comptables. Il n'y a pas eu de changement à nos conventions comptables au premier semestre de 2008.

Le Rapport annuel 2007 contient, aux pages 61 à 63, des explications sur certaines estimations comptables qui sont considérées comme particulièrement importantes parce qu'elles exigent que la direction fasse preuve d'un haut degré de jugement sur des sujets qui sont parfois imprécis par leur nature même. Nous invitons le lecteur à se reporter au Rapport annuel afin de prendre connaissance de ces explications.

Modifications des conventions comptables Instruments financiers – Informations à fournir et présentation

Le 1^{er} novembre 2007, nous avons adopté les nouvelles règles énoncées dans le Manuel de l'ICCA concernant les informations à fournir sur les instruments financiers et la présentation de ces informations. Ces nouvelles règles visent à améliorer la possibilité, pour les utilisateurs des états financiers, d'évaluer l'importance des instruments financiers pour une entité et les risques qu'ils comportent, et de comprendre comment l'entité gère ces risques. Concernant les nouvelles informations à fournir, voir les notes 4 et 14 afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés ci-joints.

Informations à fournir concernant le capital

Le 1^{er} novembre 2007, nous avons adopté les dispositions du nouveau chapitre du Manuel de l'ICCA qui établit des normes pour la communication d'informations qualitatives et quantitatives sur la gestion du capital. Ces normes visent à aider les lecteurs des états financiers à évaluer les objectifs, les politiques et les méthodes d'une entité en ce qui concerne la gestion du capital. Concernant les nouvelles informations à fournir, voir la note 12 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés ci-joints.

Instruments financiers dans des conditions de crédit plus difficiles

À la demande des ministres et des gouverneurs des banques centrales des pays membres du G7, le Forum sur la stabilité financière a publié en avril un rapport concernant l'amélioration de la résilience des institutions et des marchés financiers. Ses recommandations préconisent notamment d'améliorer la communication de l'information sur les instruments financiers que les marchés considèrent aujourd'hui comme très risqués. Nous avons étendu notre présentation des instruments financiers pour tenir compte de ces nouveaux développements.

Prêts hypothécaires à risque

Au Canada, BMO n'octroie pas de prêts hypothécaires à risque et n'en achète pas de tiers prêteurs. Aux États-Unis, les prêts sont généralement considérés à risque lorsque la cote de solvabilité du client fournie par un bureau de crédit est égale ou inférieure à 620. Nous n'octroyons pas de prêts hypothécaires à risque dans le cadre d'un programme conçu à cette fin, aux États-Unis; nous offrons toutefois des prêts à des personnes ayant des cotes de solvabilité inférieures à 620 conformément à nos exigences de crédit découlant de la *Community Reinvestment Act*. Ponctuellement, nous accordons également des prêts à des clients dont la cote de solvabilité est inférieure à 620 lorsqu'ils remplissent d'autres critères d'admissibilité solides. Ainsi, nous avons autorisé pour 0,9 milliard de dollars américains de prêts hypothécaires présentant des caractéristiques de prêts à risque à la date d'autorisation, dont l'équivalent de 0,6 milliard était en cours au 30 avril 2008. Sur ce montant, seulement 7 millions de dollars américains, soit 1,15 %, représentaient des prêts en souffrance depuis 90 jours ou plus à la fin du deuxième trimestre, ce qui reflète la bonne qualité de ces prêts.

Nous avons aussi une exposition nette de 400 millions de dollars américains, au 30 avril 2008, à une société qui achète des prêts hypothécaires en difficulté (y compris des prêts à risque) à prix réduit, une baisse par rapport à notre exposition de 459 millions de dollars, moins une provision spécifique de 39 millions de dollars, au 31 janvier 2008, en raison de remboursements au cours du deuxième trimestre. Cette exposition fait partie des trois prêts dont il est question à la rubrique Conduits américains soutenus par BMO plus loin ci-dessous.

Prêts à l'habitation Alt-A

Aux États-Unis, les prêts sont classés Alt-A lorsque la cote de solvabilité est comprise entre 620 et 660 et que la quotité de financement est supérieure à 80 % sans assurance hypothécaire privée. Cette composante du portefeuille est négligeable. Les prêts Alt-A comprennent aussi les prêts accordés dans le cadre de notre programme Easy Doc, qui ne nécessite pas de vérification du revenu mais exige des niveaux de liquidité minimaux, des cotes de solvabilité d'au moins 660 et des quotités de financement égales ou inférieures à 80 %. Au 30 avril 2008, nos prêts Alt-A directs totalisent 1,7 milliard de dollars américains, dont la quasi-totalité correspond à des prêts du programme Easy Doc. Sur ce montant, seulement 5 millions de dollars, soit 0,29 %, représentaient des prêts en souffrance depuis 90 jours ou plus à la fin du deuxième trimestre, ce qui reflète la bonne qualité de ces prêts.

Au Canada, nous n'avons pas de programme de prêts hypothécaires considérés comme des prêts Alt-A. Dans le cadre de notre programme d'octroi de crédit, nous pouvons décider de ne pas vérifier le revenu ou l'emploi de clients existants de la Banque lorsqu'ils présentent par ailleurs des caractéristiques de solvabilité suffisantes. Nous avons également un programme de prêts hypothécaires pour les nouveaux arrivants au Canada et les non-résidents qui permet une vérification limitée du revenu, mais qui comporte d'autres critères essentiels d'admissibilité. Au 30 avril 2008, il y avait environ 2,7 milliards de dollars de prêts en cours en vertu de ce programme. Sur ce montant, seulement 9 millions de

dollars, soit 0,34 %, représentaient des prêts en souffrance depuis 90 jours ou plus à la fin du deuxième trimestre, ce qui reflète la bonne qualité de ces prêts.

Financement à levier financier

Les prêts à levier financier sont définis par BMO comme les prêts aux sociétés de capital-investissement et les prêts mezzanine pour lesquels notre évaluation indique un niveau de risque de crédit élevé. BMO fait l'objet d'une exposition limitée aux prêts à levier financier correspondant à moins de 1 % de notre actif total avec un encours de 2,8 milliards de dollars au 30 avril 2008 (4,3 milliards autorisés), comparativement à 2,6 milliards de dollars d'encours au 31 janvier 2008 (4,1 milliards autorisés).

Assureurs spécialisés et sociétés de produits sur défaillance

Les expositions directes de BMO aux sociétés spécialisées dans la fourniture d'une protection contre la défaillance s'élevaient à 246 millions de dollars (196 millions de dollars au 31 janvier 2008), montant qui comprend la valeur de marché d'instruments dérivés de contrepartie (214 millions de dollars) et la valeur notionnelle de titres de créance négociables (32 millions de dollars).

Un swap sur défaillance est un contrat dérivé de crédit entre deux parties, en vertu duquel une partie effectue des versements périodiques à l'autre en échange de la promesse d'un rendement si un tiers manque à ses engagements. Sur l'exposition de 246 millions de dollars, 231 millions, ou 94 % du montant, sont liés à des parties cotées AAA et 15 millions de dollars, ou 6 % du montant, à une partie cotée A. La valeur notionnelle des contrats directs mettant en présence des assureurs spécialisés et des sociétés de produits sur défaillance est d'environ 3,9 milliards de dollars (inchangé par rapport au 31 janvier 2008). Les contrats avec ces sociétés étaient liés principalement à des structures d'obligations adossées à des actifs et à des swaps sur défaillance de notre portefeuille de négociation et ont fourni une protection contre les pertes découlant des défaillances. Le risque de ces instruments lié aux prêts hypothécaires à risque était minime. BMO détient aussi des titres, principalement des obligations municipales, assurés par des assureurs spécialisés dont la valeur s'élevait à 635 millions de dollars au 30 avril 2008 (645 millions au 31 janvier 2008).

Conduits de titrisation canadiens soutenus par BMO

Les investissements de BMO dans le PCAA de six conduits de titrisation canadiens soutenus par BMO totalisent 3,1 milliards de dollars au 30 avril 2008, comparativement à 1,7 milliard de dollars au 31 janvier 2008 et à 5,6 milliards de dollars au 31 octobre 2007. Au 21 mai 2008, les investissements de BMO avaient été réduits à 2,6 milliards de dollars. Les concours de trésorerie pour ces conduits totalisent 20,9 milliards de dollars et n'ont toujours pas été utilisés. Tous les programmes sont cotés AAA. Deux de ces conduits ne détiennent que des prêts hypothécaires à l'habitation transférés de BMO et comptent pour 5,1 milliards de l'engagement de trésorerie de BMO. Les quatre autres conduits détiennent des actifs de clients et comptent pour 15,8 milliards de l'engagement de trésorerie de BMO. Les actifs de ces quatre conduits sont de grande qualité et consistent, pour la plupart, en des créances automobiles canadiennes et des prêts hypothécaires canadiens. Ces catégories d'actifs représentent entre 60 % et 99 % des actifs de chacun des conduits.

Les actifs des quatre conduits sont constitués de 204 millions de dollars de prêts hypothécaires canadiens à risque, de 1,0 milliard de dollars de prêts canadiens Alt-A et 244 millions de dollars de titres adossés à des créances immobilières commerciales. Ces conduits ne comptent aucun titre adossé à des instruments de dette. Aucune perte n'a été comptabilisée en rapport avec les investissements de BMO dans le PCAA de ces conduits.

Conduits américains soutenus par BMO

BMO fournit des facilités de trésorerie de 9,9 milliards de dollars américains à Fairway Finance Company LLC, un conduit américain émetteur de PCAA soutenu par BMO. En outre, au 30 avril 2008, BMO avait financé trois prêts particuliers exposés au secteur américain de l'habitation totalisant 851 millions de dollars américains (624 millions de dollars américains au 31 janvier 2008). BMO n'a pas investi dans le PCAA du conduit.

Les sommes engagées comprennent un large éventail de catégories d'actifs, notamment des prêts aux moyennes entreprises (22 %), des prêts automobiles et des contrats de crédit-bail automobile (13 %), des prêts et des baux pour immeubles commerciaux (12 %) et des prêts aux entreprises (12 %). Les prêts hypothécaires à risque et Alt-A représentent moins de 0,3 % des sommes engagées, tandis que les titres adossés à des instruments de dette représentent environ 2,2 milliards de dollars, ou 22 %, des sommes engagées (principalement 2 milliards de dollars de titres adossés à des instruments de dette rehaussés par des assureurs spécialisés). Environ 50 % des actifs de Fairway ont été cotés par Moody's et tous ont reçu la cote A ou une cote plus élevée et 79 % des actifs ont été cotés Aaa. L'équivalent d'environ 2,4 milliards de dollars d'actifs sont assurés par des assureurs spécialisés en règle.

Au 31 mars 2008, Fairway avait du papier commercial en circulation pour 7,2 milliards de dollars américains. Le PCAA de Fairway est coté A1 par Moody's.

Conduits de titrisation canadiens non soutenus par des banques

Nous détenons du PCAA de quatre conduits de titrisation canadiens non soutenus par des banques, dont la valeur comptable s'élève à 229 millions de dollars au 30 avril 2008, comparativement à 302 millions de dollars au 31 janvier 2008 et à 308 millions de dollars au 31 octobre 2007. Nous n'avons pas fourni de concours de trésorerie pour ces conduits. Nous avons comptabilisé des charges de 36 millions de dollars au cours du trimestre et du PCAA évalué à 37 millions de dollars a été racheté. Nos investissements dans ces conduits reflètent une perte à la valeur de marché de 96 millions de dollars. La réalisation de notre investissement dans le PCAA des conduits non soutenus par des banques sera fonction du résultat de l'accord conclu par certains conduits canadiens de PCAA non soutenus par des banques et des investisseurs, accord connu sous le nom de « Proposition de Montréal ». BMO appuie totalement la résolution de la Proposition de Montréal.

Fiducie Apex/Sitka

Nous parrainons également Apex Trust (y compris Sitka Trust) [ci-après Apex], entité ad hoc canadienne qui fournit une protection contre le risque de crédit lié à des tranches de titres de grande qualité, à levier financier, cotés super senior, provenant d'un lot diversifié de titres de crédit aux entreprises américains et européens, sous forme de swaps sur défaillance.

Le 19 mars 2008, nous avons annoncé que les contreparties des swaps et que certains des investisseurs des fiducies avaient signé des accords visant à restructurer ces fiducies afin de préserver la valeur économique sous-jacente, compte tenu de la conjoncture du marché à ce moment. La restructuration a été conclue le 13 mai 2008, lorsque les investisseurs des fiducies ont échangé leurs billets contre des billets à moyen terme de la fiducie Apex d'une durée de cinq à huit ans. Selon les modalités de la restructuration, BMO a conclu des contrats de swaps sur défaillance avec les contreparties des swaps et des swaps de compensation avec Apex. De plus, BMO fournit maintenant un financement de premier rang d'environ 1,0 milliard de dollars. BMO est en pourparlers avec certains investisseurs au sujet de leur apport d'un financement de premier rang de 175 millions de dollars, qui permettrait de réduire l'engagement de BMO en conséquence.

Aux termes de la restructuration, BMO aura une exposition aux contreparties des swaps pour les pertes sur créances réalisées sur les positions de crédit notionnelles détenues par les fiducies, si ces pertes sur créances dépassent la protection de premier niveau et la sûreté inscrite. La valeur totale de la sûreté existante et du financement de premier rang supplémentaire, qui sont disponibles pour éponger les pertes sur créances dépassant la protection de premier niveau, s'élève à environ 3,3 milliards de dollars et représente environ 16 % des positions de crédit notionnelles nettes détenues par les fiducies.

Les litiges commerciaux dont BMO a fait état à la fin du premier trimestre en lien avec un porteur de billet d'Apex qui conteste la demande de BMO concernant le remboursement d'un transfert de fonds de 400 millions de dollars et avec une contrepartie de swap qui conteste ses obligations envers BMO jusqu'à concurrence de 600 millions de dollars ont été réglés de manière satisfaisante, sans perte pour BMO.

Au 31 janvier 2008, le montant net de notre exposition à Apex se chiffrait à 495 millions de dollars, soit 705 millions de dollars d'investissements dans du PCAA et des garanties fournies aux investisseurs, moins 210 millions de charges cumulatives pour dépréciation. BMO ne s'était pas encore engagé à fournir de facilités de trésorerie à ce moment. Au deuxième trimestre, une reprise de 85 millions de dollars de charges a été comptabilisée, vu les fortes chances d'une restructuration réussie. Nous prévoyons une autre reprise partielle au troisième trimestre, par suite de la conclusion de la restructuration. À la fin du deuxième trimestre, le montant net de l'exposition de BMO se chiffre à 580 millions de dollars, soit 705 millions de dollars d'investissements dans du PCAA et des garanties fournies aux investisseurs, moins 125 millions de charges cumulatives pour dépréciation, plus 200 millions avancés dans le cadre de la facilité de financement de premier rang. Le 13 mai 2008, nous avons converti notre exposition de 705 millions de dollars en billets à moyen terme, avons investi 110 millions de plus dans les billets, conformément aux modalités de la restructuration, portant ainsi notre investissement total à 815 millions, et avons reçu le remboursement des 200 millions que nous avions avancés dans le cadre de la facilité de financement de premier rang. Au 21 mai 2008, aucune portion de l'engagement de BMO à hauteur de 1,0 milliard de dollars dans le cadre de la facilité de financement de premier rang n'avait été utilisée. Toute avance dans le cadre de la facilité de financement de premier rang a priorité de rang sur les billets à moyen terme.

BMO ne considère pas que l'achat des billets à moyen terme fait en mai 2008 implique ou laisse entendre que BMO a l'intention de fournir un soutien aux autres porteurs de billets à moyen terme. Cet achat constitue plutôt un événement unique et isolé dans le cadre de la restructuration d'Apex. Nous n'avons pas l'intention d'acheter d'autres billets à moyen terme d'Apex, et nous n'avons pas non plus l'intention de rembourser aux autres détenteurs de billets à moyen terme les pertes qu'ils pourraient subir. Notre investissement dans les billets à moyen terme de 815 millions de dollars ne doit pas être considéré comme un engagement de notre part à fournir un soutien subordonné additionnel à Apex.

BMO croit que le crédit de Apex est de grande qualité, en raison de la diversification sectorielle et géographique des actifs de la fiducie et de la protection de premier niveau en vigueur, qui est considérablement plus élevée que les pertes sur créances passées des crédits d'entreprise sous-jacents. Toutes les tranches sous-jacentes des fiducies, évaluées sous l'angle du crédit, ont été cotées AAA par DBRS. Cette cote ne tient pas compte des risques liés aux appels de sûretés ou au financement. La fiducie Apex a une exposition à quelque 450 émetteurs, dont 81 % sont de première qualité. Les entreprises sont dans l'ensemble bien diversifiées géographiquement et par secteur, l'exposition la plus importante à un secteur – les intermédiaires financiers – s'établissant à 6 %.

Links et Parkland

Nous détenons des billets de capital de Links Finance Corporation et de Parkland Finance Corporation, deux entités de gestion de placements structurés basées à Londres et gérées par BMO, billets dont la valeur comptable se chiffre à 10 millions de dollars canadiens au 30 avril 2008, comparativement à 33 millions de dollars canadiens au 31 janvier 2008, compte tenu des charges comptabilisées durant le trimestre. Les billets de capital sont des investissements non garantis avec droit de recours limité, qui sont de rang inférieur à ceux de toutes les autres obligations de crédit des deux entités en question. Au 30 avril 2008, les valeurs liquidatives des billets de capital des entités étaient d'environ 382 millions de dollars américains pour Links et d'environ 108 millions d'euros pour Parkland. Les investissements détenus par Links et Parkland, qui s'élevaient respectivement à 13,6 milliards de dollars américains (déduction faite de 2,4 milliards de dollars américains en espèces) et à 1,5 milliard d'euros (déduction faite de 0,3 milliard d'euros en espèces) au 31 janvier 2008, ont diminué et s'établissent à environ 9,5 milliards de dollars américains (déduction faite de 46 millions de dollars américains en espèces) et à 840 millions d'euros (déduction faite de 2 millions d'euros en espèces) au 30 avril 2008. Cette diminution reflète essentiellement les progrès constants accomplis en vue de la réduction méthodique de la taille des entités de gestion de placements structurés. Au 30 avril 2008, nous ne détenions pas de billets de premier rang des entités de gestion de placements structurés, nos billets de premier rang en cours au 31 janvier 2008, équivalant à 1,4 milliard de dollars, ayant été remboursés à leur échéance grâce à des ventes d'actifs et à l'échéance de titres.

Le 3 mars 2008, nous avons accepté de fournir un soutien de premier rang pour le financement de Links et de Parkland au moyen de facilités de trésorerie de BMO. Les facilités soutiennent le remboursement de billets de premier rang pour aider ces entités à accéder à d'autres fonds de premier rang, pour leur procurer des fonds supplémentaires et leur permettre de maintenir la stratégie consistant à vendre des actifs de façon méthodique afin d'en obtenir une meilleure valeur. Les facilités de trésorerie ont été plafonnées le 30 avril 2008 à environ 8,8 milliards de dollars américains pour Links et à 750 millions d'euros pour Parkland. Les avances faites dans le cadre des facilités de trésorerie seront d'un rang supérieur à celui des billets de capital subordonnés. Compte tenu des conditions générales de ces facilités de trésorerie et du profil des échéances des billets de premier rang, la somme à prélever devrait représenter environ 65 % du montant maximal des facilités. Au 30 avril 2008, les sommes utilisées dans le cadre de ces facilités s'élevaient à 427 millions de dollars canadiens (288 millions de dollars américains pour Links et 90 millions d'euros pour Parkland). Les détenteurs de billets de capital vont continuer à assumer le risque économique lié aux pertes réelles jusqu'à concurrence de la valeur totale de leur investissement et BMO ne fournit actuellement aucune protection contre le risque économique aux détenteurs de billets de capital, et n'en fournira pas dans l'avenir.

La qualité des actifs de ces entités est élevée, environ 92 % des actifs ayant reçu une cote Aa ou supérieure de Moody's, 75 % des actifs ayant reçu une cote AA ou supérieure de Standard & Poor's (S&P) et 99 % des actifs ayant reçu la cote catégorie investissement; certaines des cotes des actifs sont sous surveillance. Le 25 février, anticipant la signature de ces accords, S&P a modifié ses cotes attribuées aux billets de premier rang des entités en question et leur a attribué la cote AA-. Le 3 mars, par suite de la signature de ces accords, Moody's a confirmé la cote Aaa pour les billets de premier rang et a simultanément annulé l'examen de ces billets qui étaient sous examen en vue d'une révision à la baisse. Les entités de gestion de placements structurés ne détiennent pas de prêts hypothécaires américains à risque. Les actifs de Links, déduction faite des espèces, s'élevaient à 9,5 milliards de dollars américains au total et comprennent des actifs diversifiés, notamment des titres subordonnés de banques commerciales (28,5 %), des titres adossés à des obligations et à des prêts avec flux groupés (17,9 %), des actifs rehaussés par des assureurs

spécialisés (10,5 %), des titres adossés à des créances immobilières résidentielles (13,1 %), des titres adossés à des créances immobilières commerciales (6,0 %) et des titres de créance de premier rang de banques commerciales (5,9 %). Les titres adossés à des obligations avec flux groupés incluent une somme de 128 millions de dollars américains (1,34 % des actifs) soutenue principalement par des garanties de prêts hypothécaires à risque et de titres adossés à des créances immobilières résidentielles de type Alt-A aux États-Unis. Les actifs de Parkland, déduction faite des espèces, s'élevaient à 844 millions d'euros et sont en général aussi diversifiés que ceux de Links. Les actifs rehaussés, soit 10,5 % ou 1,045 milliard de dollars, sont assurés par des assureurs spécialisés en règle.

Titres adossés à des instruments de dette

Les titres adossés à des instruments de dette sont des obligations d'une entité ad hoc créée pour une opération de financement précise. L'entité ad hoc a généralement un montant nominal de capitaux propres. Elle émet, en diverses tranches, des titres de créance cotés et non cotés (dont la cote varie généralement de AAA à BB) assortis de droits bien définis à l'égard des sommes générées par la gestion et la liquidation des actifs de l'entité. Le risque de perte lié au portefeuille de l'entité ad hoc varie selon la tranche. La tranche equity est la première à être touchée par les pertes, puis suivent les tranches mezzanine et, finalement, la tranche senior. La tranche super-senior est généralement la plus sûre. L'entité ad hoc utilise les sommes générées par l'émission des titres adossés à des instruments de dette pour investir dans un ou plusieurs types d'actifs, notamment des obligations, des prêts et des prêts hypothécaires. Les obligations correspondantes de l'entité sont, respectivement, des titres adossés à des obligations avec flux groupés, des titres adossés à des prêts avec flux groupés et des titres adossés à des créances immobilières avec flux groupés. Les titres adossés à des créances immobilières avec flux groupés dont les actifs sous-jacents sont des propriétés résidentielles sont appelés titres adossés à des créances immobilières résidentielles; les titres adossés à des créances immobilières avec flux groupés dont les actifs sous-jacents sont des propriétés commerciales sont appelés titres adossés à des créances immobilières commerciales.

Les expositions aux titres adossés à des instruments de dette sont présentées au tableau, à la page 21.

Titres adossés à des instruments de dette liés à des titres adossés à des instruments de dette

Les titres adossés à des instruments de dette liés à des titres adossés à des instruments de dette sont des titres adossés à des instruments de dette qui sont garantis principalement par des tranches d'autres titres adossés à des instruments de dette émis par d'autres entités. Nous ne détenons aucun investissement dans des titres adossés à des instruments de dette qui détiennent des investissements dans d'autres titres adossés à des instruments de dette.

Mise en garde

Compte tenu de la conjoncture incertaine des marchés financiers, l'évaluation de nos investissements dans du PCAA, des entités de gestion de placements structurés et des entités à financement structuré et d'autres investissements au cours du marché pourrait subséquemment être l'objet de gains et de pertes en raison des variations de la valeur de marché.

La présente section Instruments financiers dans des conditions de crédit plus difficiles contient des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Le tableau suivant présente des renseignements supplémentaires sur certains instruments financiers que les marchés pourraient considérer comme comportant un risque accru et qui sont détenus dans nos portefeuilles de placement et de négociation. L'exposition minimale totale nette à des titres adossés à des instruments de dette est de 40 millions de dollars et comprend 20 millions relativement à des instruments non couverts et rehaussés et 20 millions relativement à une perte nette cumulative sur instruments couverts. L'exposition minimale totale nette à des titres adossés à des prêts est de 192 millions de dollars et comprend 112 millions relativement à des instruments non couverts et rehaussés et 80 millions relativement à une perte nette cumulative sur instruments couverts.

Risques liés à certains instruments financiers

en millions de dollars canadiens, au 30 avril 2008	Cotes des tranches	Valeur comptable des placements non couverts et rehaussés	Placements couverts	Valeur comptable des placements couverts	Perte de valeur cumulée des placements couverts	Gain cumulé sur couvertures	Pertes sur placements couverts	
Titres adossés à des instruments de dette**								
	AAA	20						
	AAA		2 490	1 700	(790)	770	(20)	
	A- à AA+		788	632	(156)	156	-	
	BBB- à BBB+		522	394	(128)	128	-	Couvertures avec des instruments financiers de cote A+ ou supérieure*
	B- à BB+ CCC ou inférieure		491	257	(235)	235	-	Couvertures avec des instruments financiers de cote A+*
		20	4 909	3 195	(1 715)	1 695	(20)	
Titres adossés à des prêts								
	AAA	112						Principalement des prêts à des entreprises de taille moyenne au Royaume-Uni et en Europe
	AAA		1 009	898	(111)	31	(80)	
		112	1 009	898	(111)	31	(80)	
Titres adossés à des créances immobilières résidentielles								
Sans prêt hypothécaire à risque	AAA	60						Principalement des prêts hypothécaires au Royaume-Uni et en Australie Rehaussés par des assureurs spécialisés de cote AAA
Prêts hypothécaires américains à risque - rehaussés***	AAA	24						
	BBB- à BBB+	17						Rehaussés par des assureurs spécialisés de cote BB*
Prêts hypothécaires américains à risque	AAA	2						
	AAA		216	154	(63)	63	-	Couvertures avec des instruments financiers de cote AA
	A- à AA+	4						
	A- à AA+		92	74	(18)	18	-	Couvertures avec des instruments financiers de cote AA
		107	308	228	(81)	81	-	
Titres adossés à des créances immobilières commerciales								
	AAA	76						Prêts immobiliers à des entreprises en Europe, au Royaume-Uni et aux États-Unis Principalement des prêts à des entreprises et des prêts résidentiels à utilisation multiple au Canada
	A- à AA+	113						
		189						
Titres adossés à des créances mobilières								
	AAA	247						Principalement des créances sur cartes de crédit et des prêts automobiles au Canada
	AAA		101	101				
	A- à AA+	51						Principalement des créances sur cartes de crédit et des prêts automobiles au Canada Billets adossés à des créances sur cartes de crédit au Canada
	BBB- à BBB+	70						
		368	101	101				

* Cotes sous surveillance.

** Ces montants incluent une exposition indirecte à hauteur de 1,8 milliard à des prêts à risque aux États-Unis, laquelle provient de swaps sur rendement total, servant principalement à couvrir des expositions à des titres adossés à des instruments de dette. Ces montants excluent un montant notionnel de 1,5 milliard de dollars lié à des protections par swap sur défaillance de titres adossés à des instruments de dette, achetées à deux contreparties qui sont des sociétés de produits sur défaillance cotées AAA, et à des swaps sur défaillance correspondants fournis à d'autres institutions financières dans notre rôle d'intermédiaire.

*** Les titres adossés à des créances immobilières rehaussés sont dotés d'une garantie d'assurance et sont cotés en tenant compte du rehaussement.

BMO n'a investi que dans des tranches senior et super-senior de titres adossés à des instruments de dette et de titres adossés à des prêts. Le tableau indique la plus faible cote externe établie par S&P, Moody's ou Fitch pour chaque tranche. La différence entre les montants des placements couverts et la valeur comptable des placements couverts reflète des rajustements de la valeur de marché, qui sont généralement recouvrables par le biais de swaps sur rendement total ou sur défaillance. Les titres sous-jacents comprennent une gamme étendue d'actifs, tels que des prêts sur cartes de crédit, des prêts, des titres adossés à des créances immobilières et des swaps sur défaillance. Les placements de BMO représentent généralement environ 20 % des actifs, mais peuvent en représenter 5 % au minimum et 50 % au maximum. Environ 80 % des montants des placements couverts le sont par des swaps avec trois contreparties qui sont des institutions financières cotées A+ à AA. Le reste est couvert par trois contreparties qui sont des assureurs spécialisés cotés A (sous surveillance) à AAA.

Analyse des résultats des groupes d'exploitation

État sommaire des résultats et statistiques des groupes d'exploitation pour le deuxième trimestre de 2008

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T2-2008					Cumul 2008				
	Services bancaires PE	Groupe GP	BMO MC	Services d'entreprise, y compris T&O	Total BMO	Services bancaires PE	Groupe GP	BMO MC	Services d'entreprise, y compris T&O	Total BMO
Revenu net d'intérêts (bic) ¹⁾	958	165	234	(183)	1 174	1 918	320	537	(387)	2 388
Revenu autre que d'intérêts	517	345	451	133	1 446	983	709	414	152	2 258
Revenu total (bic) ¹⁾	1 475	510	685	(50)	2 260	2 901	1 029	951	(235)	4 646
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	92	1	29	29	151	184	2	58	137	381
Frais autres que d'intérêts	856	348	441	35	1 680	1 717	716	824	37	3 294
Charge de restructuration	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total des frais autres que d'intérêts	856	348	441	35	1 680	1 717	716	824	37	3 294
Revenu avant impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	527	161	215	(114)	789	1 000	311	69	(409)	971
Impôts sur les bénéfices (bic) ¹⁾	166	52	33	(123)	128	311	104	(79)	(299)	37
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	-	-	-	19	19	-	-	-	37	37
Revenu net – T2-2008	361	109	182	(10)	642	689	207	148	(147)	897
Revenu net – T1-2008	328	98	(34)	(137)	255					
Revenu net – T2-2007	356	99	197	19	671	682	190	177	(30)	1 019
Autres statistiques										
Profit économique net	182	82	35	(33)	266	341	152	(148)	(206)	139
Rendement des capitaux propres	21,0 %	41,5 %	13,2 %	n.s.	17,9 %	20,6 %	39,4 %	4,8 %	n.s.	12,2 %
Rendement des capitaux propres avant amortissement	21,4 %	41,9 %	13,2 %	n.s.	18,1 %	21,1 %	39,7 %	4,8 %	n.s.	12,5 %
Lever d'exploitation	(1,1 %)	2,8 %	(5,8 %)	n.s.	(0,5 %)	(2,1 %)	2,1 %	(2,4 %)	n.s.	0,9 %
Lever d'exploitation avant amortissement	(1,4 %)	2,8 %	(5,9 %)	n.s.	(0,7 %)	(2,3 %)	2,1 %	(2,4 %)	n.s.	0,8 %
Ratio de productivité (bic)	58,1 %	68,1 %	64,3 %	n.s.	64,1 %	59,2 %	69,6 %	86,6 %	n.s.	70,9 %
Ratio de productivité avant amortissement (bic)	57,5 %	67,9 %	64,3 %	n.s.	63,8 %	58,6 %	69,4 %	86,5 %	n.s.	70,5 %
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif ¹⁾	2,71 %	9,20 %	0,55 %	n.s.	1,48 %	2,70 %	8,93 %	0,60 %	n.s.	1,46 %
Capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires	6 753	1 055	5 276	1 190	14 274	6 496	1 043	5 263	1 448	14 250
Actif productif moyen (en milliards de dollars)	143,9	7,3	174,7	(2,3)	323,6	142,8	7,2	180,6	(2,3)	328,3
Effectif – équivalent de durée normale	20 918	4 462	2 399	9 122	36 901					

n.s. – non significatif

¹⁾ Les revenus des groupes d'exploitation, les impôts sur les bénéfices et la marge nette d'intérêt sont présentés sur une base d'imposition comparable (bic). Les rajustements bic du groupe s'annulent dans le revenu des Services d'entreprise, et le revenu total de BMO, les impôts sur les bénéfices et la marge nette d'intérêt sont présentés selon les PCGR. Voir la section Mesures non conformes aux PCGR.

Les sections ci-après présentent une analyse des résultats financiers de chacun de nos groupes et unités d'exploitation pour le deuxième trimestre de 2008.

De temps à autre, il arrive que la responsabilité de certains secteurs d'activité et de certaines unités sous-jacentes soit transférée d'un groupe client à un autre afin d'harmoniser plus étroitement la structure organisationnelle de BMO à ses priorités stratégiques. Toutes les données correspondantes sont alors reclassées pour tenir compte de ces transferts.

La note 16 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés ci-joints explique comment les éléments de l'état des résultats requérant une répartition sont distribués entre les groupes d'exploitation, y compris la répartition de la dotation à la provision pour pertes sur créances. Les écarts entre les dotations à la provision pour pertes sur créances imputées aux groupes clients, qui sont calculées selon la méthode de la perte prévue, et les dotations à la provision pour pertes sur créances pour la période, calculées conformément aux PCGR, sont généralement imputés (ou crédités) aux Services d'entreprise.

Services bancaires Particuliers et entreprises

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T2-2008	Augmentation (Diminution) c. T2-2007		Augmentation (Diminution) c. T1-2008		Cumul 2008	Augmentation (Diminution) c. cumul 2007	
Revenu net d'intérêts (bic)	958	32	3 %	(2)	-	1 918	46	2 %
Revenu autre que d'intérêts	517	(2)	-	51	11 %	983	16	2 %
Revenu total (bic)	1 475	30	2 %	49	3 %	2 901	62	2 %
Dotation à la provision pour pertes sur créances	92	2	2 %	-	-	184	5	3 %
Frais autres que d'intérêts	856	25	3 %	(5)	-	1 717	70	4 %
Revenu avant impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	527	3	-	54	11 %	1 000	(13)	(1 %)
Impôts sur les bénéfices (bic)	166	(2)	(2 %)	21	14 %	311	(20)	(6 %)
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	-	-	-	-	-	-	-	-
Revenu net	361	5	1 %	33	10 %	689	7	1 %
Amortissement des actifs incorporels (après impôts)	7	(2)	(25 %)	-	-	14	(3)	(18 %)
Revenu net avant amortissement	368	3	1 %	33	10 %	703	4	1 %
Rendement des capitaux propres	21,0 %	(1,6 %)		0,8 %		20,6 %	(0,8 %)	
Rendement des capitaux propres avant amortissement	21,4 %	(1,8 %)		0,8 %		21,1 %	(0,9 %)	
Levier d'exploitation	(1,1 %)	n.s.		n.s.		(2,1 %)	n.s.	
Levier d'exploitation avant amortissement	(1,4 %)	n.s.		n.s.		(2,3 %)	n.s.	
Ratio de productivité (bic)	58,1 %	0,6 %		(2,2 %)		59,2 %	1,2 %	
Ratio de productivité avant amortissement (bic)	57,5 %	0,7 %		(2,2 %)		58,6 %	1,3 %	
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif (bic)	2,71 %	(0,06 %)		0,01 %		2,70 %	(0,08 %)	
Actif productif moyen	143 907	6 862	5 %	2 227	2 %	142 781	6 861	5 %

n.s. – non significatif

Les Services bancaires Particuliers et entreprises (Services bancaires PE) englobent nos deux unités d'exploitation de services bancaires aux particuliers et aux entreprises : Services bancaires Particuliers et entreprises – Canada (PE Canada) et Services bancaires Particuliers et entreprises – États-Unis (PE États-Unis). Ces unités d'exploitation sont passées en revue séparément dans les sections ci-après.

Services bancaires Particuliers et entreprises – Canada (PE Canada)

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T2-2008	Augmentation (Diminution) c. T2-2007		Augmentation (Diminution) c. T1-2008		Cumul 2008	Augmentation (Diminution) c. cumul 2007	
Revenu net d'intérêts (bic)	786	51	7 %	(7)	(1 %)	1 579	84	6 %
Revenu autre que d'intérêts	433	(40)	(9 %)	15	4 %	851	(28)	(3 %)
Revenu total (bic)	1 219	11	1 %	8	1 %	2 430	56	2 %
Dotation à la provision pour pertes sur créances	82	1	2 %	(1)	(2 %)	165	4	3 %
Frais autres que d'intérêts	657	9	2 %	(38)	(5 %)	1 352	62	5 %
Revenu avant impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	480	1	-	47	11 %	913	(10)	(1 %)
Impôts sur les bénéfices (bic)	149	(3)	(3 %)	18	12 %	280	(19)	(7 %)
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	-	-	-	-	-	-	-	-
Revenu net	331	4	1 %	29	10 %	633	9	1 %
Amortissement des actifs incorporels (après impôts)	3	(1)	-	3	-	3	(3)	-
Revenu net avant amortissement	334	3	1 %	32	10 %	636	6	1 %
Revenus des services aux particuliers, d'assurance et autres	622	(14)	(2 %)	13	2 %	1 231	5	-
Revenus des services aux entreprises	334	3	1 %	(15)	(5 %)	683	15	2 %
Revenu des services de cartes	263	22	9 %	10	4 %	516	36	7 %
Levier d'exploitation	(0,7 %)	n.s.		n.s.		(2,5 %)	n.s.	
Levier d'exploitation avant amortissement	(1,0 %)	n.s.		n.s.		(2,7 %)	n.s.	
Ratio de productivité (bic)	54,0 %	0,4 %		(3,4 %)		55,7 %	1,4 %	
Ratio de productivité avant amortissement (bic)	53,9 %	0,5 %		(3,4 %)		55,6 %	1,4 %	
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif (bic)	2,66 %	0,02 %		0,02 %		2,65 %	-	
Actif productif moyen	120 287	6 224	5 %	1 033	1 %	119 765	6 164	5 %

n.s. – non significatif

Comparaison du deuxième trimestre de 2008 et du deuxième trimestre de 2007

Le revenu net a augmenté de 4 millions de dollars, ou de 1,1 %. Au deuxième trimestre de l'an dernier, le revenu net comprenait 32 millions de dollars en gains sur assurances et sur placements.

Après rajustement pour tenir compte de ces éléments, le revenu net s'est accru de 36 millions de dollars, ou de 12 %.

Le revenu a progressé de 11 millions de dollars, ou de 0,8 %, et de 51 millions, ou de 4,3 %, une fois rajusté pour tenir compte du gain sur assurances de 26 millions et du gain sur placements de 14 millions l'an dernier. Sur cette base, l'augmentation du revenu a été supérieure de 2,8 % à celle des frais. Le revenu a augmenté en raison de la forte croissance des volumes pour la plupart des produits, de l'année bissextile comprenant un jour civil supplémentaire et de l'amélioration de la marge nette d'intérêts, partiellement contrebalancée par la baisse des revenus de titrisation. La marge nette d'intérêts a gagné 2 points de base grâce à une répartition des produits plus avantageuse, la croissance ayant été plus importante dans les produits à forte marge, et à l'élargissement des marges sur les prêts hypothécaires, en partie neutralisée par les pressions concurrentielles sur la tarification des prêts aux particuliers et des dépôts des entreprises.

Dans le secteur des services aux particuliers, le revenu a fléchi de 14 millions de dollars, ou de 2,3 %, mais a augmenté de 12 millions, ou de 1,9 %, après rajustement pour tenir compte du gain sur assurances de l'exercice précédent, la plupart des produits enregistrant une hausse. Dans l'ensemble, nous sommes encouragés de constater que notre taux de recommandation net montre une tendance à la hausse, que notre clientèle augmente de manière régulière et que nos relations avec les clients existants s'élargissent.

La croissance des prêts aux particuliers comparativement au deuxième trimestre de 2007 a été forte, s'établissant à 18 %, et nous avons accru notre part de marché de 81 points de base par rapport à la même période l'an dernier et de 7 points de base par rapport au premier trimestre. Notre MargExpress sur valeur domiciliaire a joué un rôle important dans la croissance accélérée des prêts aux particuliers. Nous continuons d'observer une progression dans notre portefeuille de prêts hypothécaires, les nouveaux prêts établis ayant plus que compensé l'effet de notre retrait du circuit des tiers et des courtiers. Comme prévu, notre part du marché des prêts hypothécaires a reculé de 148 points de base par rapport à la même période l'an dernier et de 29 points de base par rapport au premier trimestre, avec la poursuite de l'abandon des prêts provenant de tiers et de courtiers.

Les dépôts des particuliers sont restés relativement inchangés par rapport au premier trimestre, mais le nombre de titulaires actifs de comptes de chèques, le pourcentage de ménages que nous avons conservés et le nombre de produits par ménage sont en hausse. Notre part de marché a reculé de 4 points de base par rapport au premier trimestre et de 15 points de base comparativement à la même période l'an dernier, dans un environnement très concurrentiel.

Dans le secteur des services aux entreprises, le revenu a augmenté de 3 millions de dollars, ou de 0,8 %, et de 17 millions, ou de 5,2 %, après rajustement pour tenir compte du gain sur titres de placement de 14 millions de l'exercice précédent, grâce à la forte progression de 11 % des prêts par rapport au deuxième trimestre de 2007. BMO se classe au deuxième rang pour ce qui est de la part du marché des services aux entreprises au Canada, avec une part de marché de 19,60 %. Notre objectif est d'atteindre le premier rang et, au deuxième trimestre, nous avons accru notre part de marché de 80 points de base par rapport à la même période l'an dernier et de 23 points de base par rapport au premier trimestre. Dans le secteur des prêts de 1 million à 5 millions de dollars, la croissance s'est chiffrée à 10,3 % et notre part de marché a augmenté de 97 points de base par rapport au deuxième trimestre de 2007 et de 22 points de base par rapport au premier trimestre.

Le revenu tiré des services de cartes et de règlement s'est accru de 22 millions de dollars, ou de 9,2 %, grâce à l'augmentation des transactions et à la croissance accélérée des soldes. Cet accroissement est soutenu par une augmentation du nombre de comptes actifs. Nous avons lancé un nouveau produit au cours du trimestre : la carte Shell MasterCard Mosaik,

qui permet aux titulaires de choisir entre des remises en espèces et des milles AIR MILES, et offre le meilleur programme de récompense sur le marché. Nous bonifions notre offre aux titulaires de cartes Or en proposant un rabais exclusif de 20 % sur les échanges de milles AIR MILES contre des vols de divers transporteurs. Postérieurement à la fin du trimestre, nous avons conclu une entente en vue de transférer le passif associé à notre programme de récompense et de fidélisation des clients titulaires de cartes de crédit à Loyalty Management Group Canada Inc. (LMGCI), notre partenaire dans le programme de récompense AIR MILES. De plus, nous avons renégocié et prolongé notre entente avec LMGCI concernant l'émission de milles de récompense AIR MILES. Aux termes de cette entente, nous ne conserverons plus au passif la charge correspondant aux futurs échanges de milles de récompense AIR MILES et, en conséquence, nous ne serons plus exposés au risque lié à la modification des habitudes en matière d'échange. Nous prévoyons que l'incidence de cette entente sur les frais courants sera négligeable.

Les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 9 millions de dollars, ou de 1,5 %, principalement en raison de la hausse des dépenses liées aux initiatives, en partie contrebalancée par des recouvrements d'impôts sur le capital. Nous continuons à investir dans nos activités, en rénovant et en étendant notre réseau de succursales, et nous avons accru le nombre de nos spécialistes des prêts hypothécaires et de nos planificateurs financiers. Pour ce qui est de l'avenir, nous entendons continuer à investir dans des initiatives stratégiques clés et, attentifs aux pressions exercées par les taux d'intérêt prévus, nous allons continuer à gérer les dépenses d'un point de vue tactique en reportant les initiatives non essentielles, au besoin.

Le solde moyen des prêts et acceptations, y compris les prêts titrisés, a progressé de 8,2 milliards de dollars, ou de 6,7 %, par rapport au deuxième trimestre de 2007. Les dépôts des particuliers et des entreprises se sont accrus de 1,2 milliard de dollars, ou de 2,6 %, par rapport à la même période l'an dernier.

Comparaison du deuxième trimestre de 2008 et du premier trimestre de 2008

Le revenu net a augmenté de 29 millions de dollars, ou de 9,9 %.

Le revenu a augmenté de 8 millions de dollars, ou de 0,6 %, par rapport au premier trimestre. Les revenus de titrisation et ceux des services de cartes ont augmenté, de même que la marge nette d'intérêts. La croissance a été ralentie par le fait que le deuxième trimestre comporte deux jours civils de moins et par la baisse des revenus d'assurance. La marge nette d'intérêts a gagné 2 points de base grâce aux coûts de mobilisation des fonds moins élevés et à l'élargissement des marges sur les prêts hypothécaires, facteurs partiellement neutralisés par l'effet défavorable de la répartition des activités, la croissance des dépôts ayant diminué, et les pressions concurrentielles sur la tarification des dépôts des entreprises.

Les frais autres que d'intérêts ont baissé de 38 millions de dollars, ou de 5,3 %, en raison de la diminution des impôts sur le capital, du nombre inférieur de jours et des coûts liés au personnel moins élevés.

Le solde moyen des prêts et acceptations, y compris les prêts titrisés, a progressé de 1,8 milliard de dollars, ou de 1,4 %, par rapport au premier trimestre. Les dépôts des particuliers et des entreprises ont diminué de 1,5 milliard de dollars, ou de 3,0 %, par rapport au premier trimestre.

Comparaison du premier semestre de 2008 et du premier semestre de 2007

Le revenu net a augmenté de 9 millions de dollars, ou de 1,4 %, et de 41 millions, ou de 6,8 %, après rajustement pour tenir compte des gains sur assurances et sur placements. Le revenu a crû de 56 millions de dollars, ou de 2,3 %, et de 96 millions, ou de 4,0 %, une fois rajusté pour tenir compte des gains de l'exercice précédent. Les volumes de la plupart des produits ont augmenté. La marge nette d'intérêts est restée inchangée par rapport à l'an dernier. Les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 62 millions de dollars, ou de 4,8 %, principalement en raison des dépenses liées aux initiatives.

Services bancaires Particuliers et entreprises – États-Unis (PE États-Unis)

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T2-2008	Augmentation (Diminution) c. T2-2007		Augmentation (Diminution) c. T1-2008		Cumul 2008	Augmentation (Diminution) c. cumul 2007	
Revenu net d'intérêts (bic)	172	(19)	(10 %)	5	3 %	339	(38)	(10 %)
Revenu autre que d'intérêts	84	38	88 %	36	77 %	132	44	52 %
Revenu total (bic)	256	19	9 %	41	19 %	471	6	2 %
Dotation à la provision pour pertes sur créances	10	1	6 %	1	11 %	19	1	4 %
Frais autres que d'intérêts	199	16	9 %	33	21 %	365	8	2 %
Revenu avant impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	47	2	7 %	7	16 %	87	(3)	(1 %)
Impôts sur les bénéfices (bic)	17	1	11 %	3	25 %	31	(1)	(1 %)
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	-	-	-	-	-	-	-	-
Revenu net	30	1	5 %	4	11 %	56	(2)	(3 %)
Amortissement des actifs incorporels (après impôts)	4	(1)	(20 %)	(3)	(43 %)	11	-	-
Revenu net avant amortissement	34	-	-	1	10 %	67	(2)	(3 %)
Levier d'exploitation	(0,5 %)		n.s.		n.s.	(0,6 %)		n.s.
Levier d'exploitation avant amortissement	(1,4 %)		n.s.		n.s.	(0,9 %)		n.s.
Ratio de productivité (bic)	77,7 %		0,3 %		0,7 %	77,4 %		0,5 %
Ratio de productivité avant amortissement (bic)	74,7 %		1,0 %		1,3 %	74,1 %		0,7 %
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif (bic)	2,93 %		(0,45 %)		(0,04 %)	2,95 %		(0,44 %)
Actif productif moyen	23 620	638	3 %	1 194	5 %	23 016	697	3 %

États-Unis – Points saillants (en millions de dollars américains)

Revenu net d'intérêts (bic)	171	4	2 %	4	2 %	338	11	4 %
Revenu autre que d'intérêts	84	45	+100 %	36	76 %	132	57	75 %
Revenu total (bic)	255	49	24 %	40	19 %	470	68	17 %
Frais autres que d'intérêts	198	39	24 %	32	20 %	364	55	18 %
Revenu net	30	5	20 %	4	11 %	56	6	12 %
Actif moyen	25 316	3 617	17 %	1 070	4 %	24 775	3 821	18 %

n.s. – non significatif

Comparaison du deuxième trimestre de 2008 et du deuxième trimestre de 2007

Le revenu net a augmenté de 1 million de dollars, ou de 4,8 %. En dollars américains, le revenu net a progressé de 5 millions de dollars, ou de 20 %. Les volumes ont nettement augmenté et les revenus de commissions se sont accrus, mais la marge nette d'intérêts s'est rétrécie.

Les résultats incluent un montant de 13 millions de dollars après impôts en raison d'un gain de 38 millions de dollars américains sur la vente d'une partie de notre placement dans Visa Inc., dans le cadre de son fructueux premier appel public à l'épargne, déduction faite d'une provision pour litiges de 17 millions de dollars américains. La croissance du revenu net a été ralentie par l'incidence, tant sur le revenu que sur les frais, des conditions de crédit plus difficiles, et de la poursuite ciblée des investissements dans nos activités et de notre expansion.

Les résultats reflètent aussi un mois de revenu et de frais de la Merchants and Manufacturers Bancorporation Inc. et de la Ozaukee Bank, par suite de la conclusion de ces acquisitions pendant le trimestre. Ces filiales établies au Wisconsin ont ajouté 6 millions de dollars américains de revenu et de frais pendant le trimestre.

Le revenu a augmenté de 49 millions de dollars américains, ou de 24 %, principalement en raison de la transaction liée à Visa et des acquisitions au Wisconsin. La croissance du revenu lié aux activités de base est attribuable à la progression des revenus de commissions et d'autres éléments du revenu autre que d'intérêts. L'effet de la croissance des volumes a été partiellement contrebalancé par la réduction des marges sur les prêts. La marge nette d'intérêts a diminué de 45 points de base, dont la moitié est liée à un transfert de portefeuille au premier trimestre. L'augmentation des prêts à intérêts non comptabilisés est en grande partie

responsable de la baisse de 9 points de base et le reste est imputable à l'environnement hautement concurrentiel.

Les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 39 millions de dollars américains, ou de 24 %. Abstraction faite de la provision pour litiges et de l'effet des acquisitions, les frais ont augmenté principalement en raison des coûts liés à l'expansion de nos services bancaires et à l'élargissement de notre équipe de vente de prêts hypothécaires, des coûts associés aux nouvelles succursales ouvertes en 2007 et d'éléments peu significatifs qui ont eu une incidence négative sur les frais du trimestre. Le levier d'exploitation avant amortissement s'est établi à -1,4 %.

Comparaison du deuxième trimestre de 2008 et du premier trimestre de 2008

Le revenu net a progressé de 4 millions de dollars, ou de 11 %, en dollars canadiens et en dollars américains.

Le revenu a augmenté de 40 millions de dollars américains, ou de 19 %. L'augmentation, attribuable à la transaction liée à Visa ainsi qu'aux acquisitions, a été partiellement neutralisée par l'incidence des conditions de crédit plus difficiles. La marge nette d'intérêts a reculé de 4 points de base par rapport au premier trimestre, mais est pratiquement restée inchangée après rajustement pour tenir compte de l'effet des prêts douteux.

Les frais autres que d'intérêts se sont accrus de 32 millions de dollars américains, ou de 20 %, compte tenu de la charge pour litiges liée à Visa, des acquisitions, de la poursuite ciblée des investissements dans nos activités ainsi que des coûts saisonniers et autres.

Notre taux de recommandation net, qui mesure la fidélité de la clientèle, s'est amélioré par rapport au trimestre précédent et s'est établi à 42 %.

Comparaison du premier semestre de 2008 et du premier semestre de 2007

Le revenu net a diminué de 2 millions de dollars, ou de 2,5 %. En dollars américains, le revenu net a progressé de 6 millions de dollars, ou de 12 %.

Le revenu a augmenté de 68 millions de dollars américains, ou de 17 %. L'augmentation est attribuable à la transaction liée à Visa, aux acquisitions, à la hausse des volumes et à la progression des revenus de commissions et d'autres éléments du revenu autre que d'intérêts. La

marge nette d'intérêts a reculé de 44 points de base en raison du transfert de portefeuille, de l'augmentation des prêts non productifs et de l'environnement hautement concurrentiel.

Les frais autres que d'intérêts se sont accrus de 55 millions de dollars américains, ou de 18 %, compte tenu de la charge pour litiges, des acquisitions et de la poursuite ciblée des investissements dans nos activités et de notre expansion.

Groupe Gestion privée (groupe GP)

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T2-2008	Augmentation (Diminution) c. T2-2007		Augmentation (Diminution) c. T1-2008		Cumul 2008	Augmentation (Diminution) c. cumul 2007	
Revenu net d'intérêts (bic)	165	12	7 %	10	6 %	320	16	5 %
Revenu autre que d'intérêts	345	(20)	(6 %)	(19)	(5 %)	709	(11)	(2 %)
Revenu total (bic)	510	(8)	(2 %)	(9)	(2 %)	1 029	5	-
Dotation à la provision pour pertes sur créances	1	1	24 %	-	-	2	1	21 %
Frais autres que d'intérêts	348	(16)	(5 %)	(20)	(6 %)	716	(12)	(2 %)
Revenu avant impôts sur les bénéfices	161	7	5 %	11	8 %	311	16	5 %
Impôts sur les bénéfices (bic)	52	(3)	(5 %)	-	-	104	(1)	(1 %)
Revenu net	109	10	10 %	11	11 %	207	17	9 %
Amortissement des actifs incorporels (après impôts)	1	-	-	-	-	2	-	-
Revenu net avant amortissement	110	10	10 %	11	11 %	209	17	9 %
Rendement des capitaux propres	41,5 %		6,5 %		4,3 %	39,4 %		6,1 %
Rendement des capitaux propres avant amortissement	41,9 %		6,5 %		4,3 %	39,7 %		6,1 %
Levier d'exploitation	2,8 %		n.s.		n.s.	2,1 %		n.s.
Levier d'exploitation avant amortissement	2,8 %		n.s.		n.s.	2,1 %		n.s.
Ratio de productivité (bic)	68,1 %		(2,1 %)		(2,9 %)	69,6 %		(1,5 %)
Ratio de productivité avant amortissement (bic)	67,9 %		(2,0 %)		(2,9 %)	69,4 %		(1,4 %)
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif (bic)	9,20 %		(1,05 %)		0,53 %	8,93 %		(1,07 %)
Actif productif moyen	7 258	1 107	18 %	132	2 %	7 191	1 052	17 %

États-Unis - Points saillants (en millions de dollars américains)

Revenu total (bic)	59	(1)	(3 %)	(3)	(6 %)	121	2	2 %
Frais autres que d'intérêts	53	(5)	(8 %)	(6)	(11 %)	112	(6)	(5 %)
Revenu net	4	2	77 %	2	58 %	6	5	+100 %
Revenu net avant amortissement	4	2	56 %	1	50 %	7	5	+100 %
Actif moyen	2 300	229	11 %	40	2 %	2 280	221	11 %

n.s. - non significatif

Comparaison du deuxième trimestre de 2008 et du deuxième trimestre de 2007

Le revenu net a atteint le chiffre record de 109 millions de dollars, s'accroissant de 10 millions, ou de 10 %, grâce à la gestion active des frais dans une conjoncture du marché difficile.

Le revenu a baissé de 8 millions de dollars, ou de 1,9 %, compte tenu du gain de 7 millions de dollars sur la vente d'actions ordinaires de la Bourse de Montréal comptabilisé au deuxième trimestre de 2007. Le revenu a augmenté de 8 millions de dollars, ou de 1,2 %, après rajustement pour tenir compte du gain et de l'incidence de l'affaiblissement du dollar américain. Le revenu net d'intérêts a crû, principalement grâce à l'augmentation des soldes des dépôts dans le secteur du courtage et des produits de placement à terme. L'augmentation des soldes des dépôts et des prêts dans notre secteur de la gestion bancaire privée en Amérique du Nord a également contribué à la croissance. Le revenu autre que d'intérêts a fléchi en raison de la diminution des revenus tirés des commissions dans le secteur du courtage et du gain comptabilisé à l'exercice précédent, partiellement contrebalancés par la hausse des revenus tirés des services fiduciaires et des services d'investissement dans notre secteur de la gestion bancaire privée en Amérique du Nord.

Les frais autres que d'intérêts ont diminué de 16 millions de dollars, ou de 4,7 %, et de 10 millions, ou de 2,8 %, abstraction faite

de l'incidence de l'affaiblissement du dollar américain, principalement grâce à la baisse des frais liés aux revenus et à la gestion active des frais en général.

Tel que précisé au trimestre précédent, depuis le 1^{er} décembre 2007, BMO Fonds d'investissement absorbe les charges de ses fonds en contrepartie de frais de gestion fixes. En conséquence, le revenu et les frais autre(s) que d'intérêts ont augmenté pendant le trimestre.

Le levier d'exploitation avant amortissement s'est établi à 2,8 %.

L'actif sous gestion et sous administration et les dépôts à terme du groupe, qui se chiffrent à 286 milliards de dollars, ont subi l'effet de la faiblesse des conditions du marché. L'actif a augmenté de 7,6 milliards de dollars, ou de 2,7 %, sur 12 mois, abstraction faite de l'incidence du change et du transfert à PE États-Unis de nos services de fiducie et de garde de titres aux institutions aux États-Unis, au troisième trimestre de 2007.

Comparaison du deuxième trimestre de 2008 et du premier trimestre de 2008

Le revenu net a augmenté de 11 millions de dollars, ou de 11 %.

Le revenu a diminué de 9 millions de dollars, ou de 1,9 %, principalement en raison de la baisse des revenus dans le secteur du courtage, partiellement compensée par la hausse des marges et des soldes des produits de placement à terme.

Les frais autres que d'intérêts ont baissé de 20 millions de dollars, ou de 5,9 %, essentiellement grâce à la diminution des frais liés aux revenus. Les résultats du premier trimestre incluaient les coûts annuels de la rémunération à base d'actions pour les employés admissibles à la retraite.

Comparaison du premier semestre de 2008 et du premier semestre de 2007

Le revenu net a progressé de 17 millions de dollars, ou de 9,1 %.

Dans une conjoncture morose, le revenu a augmenté de 5 millions de dollars, ou de 0,4 %, et de 33 millions, ou de 3,0 %, abstraction faite de l'incidence de l'affaiblissement du dollar américain et du gain sur la vente d'actions ordinaires de la Bourse de Montréal de l'exercice précédent. Le revenu net d'intérêts a crû, principalement en raison de l'augmentation des soldes des dépôts, partiellement contrebalancé par la baisse des marges dans le secteur du courtage. La progression du revenu attribuable à l'augmentation des soldes des dépôts et des prêts dans notre secteur de la gestion bancaire privée en Amérique du Nord a également contribué à la croissance. Le revenu autre que d'intérêts, après rajustement pour tenir compte du gain et de l'affaiblissement du dollar américain, a augmenté essentiellement grâce à la hausse des revenus des services

fiduciaires et des services d'investissement dans notre secteur de la gestion bancaire privée en Amérique du Nord et à la croissance des revenus tirés de fonds d'investissement, facteurs partiellement neutralisés par le recul des revenus tirés des commissions dans le secteur du courtage.

Les frais autres que d'intérêts ont diminué de 12 millions de dollars, ou de 1,7 %, et ont augmenté de 4 millions, ou de 0,5 %, abstraction faite de l'incidence de l'affaiblissement du dollar américain. Le groupe continue à mettre l'accent sur la gestion des frais dans la conjoncture actuelle du marché, tout en investissant dans l'équipe de vente et le personnel de soutien qui lui est rattaché afin de stimuler la croissance future des revenus.

Les nouveaux frais de gestion fixes ont accru le revenu et les frais autre(s) que d'intérêts pendant l'année courante.

Le levier d'exploitation avant amortissement s'est établi à 2,1 %.

BMO Marchés des capitaux (BMO MC)

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T2-2008	Augmentation (Diminution) c. T2-2007		Augmentation (Diminution) c. T1-2008		Cumul 2008	Augmentation (Diminution) c. cumul 2007	
Revenu net d'intérêts (bic)	234	(22)	(8 %)	(69)	(22 %)	537	49	10 %
Revenu autre que d'intérêts	451	56	14 %	488	+100 %	414	44	12 %
Revenu total (bic)	685	34	5 %	419	+100 %	951	93	11 %
Dotation à la provision pour pertes sur créances	29	10	46 %	-	-	58	19	46 %
Frais autres que d'intérêts	441	44	11 %	58	15 %	824	97	13 %
Revenu (perte) avant impôts sur les bénéfices	215	(20)	(8 %)	361	+100 %	69	(23)	(23 %)
Impôts sur les bénéfices (recouvrement) (bic)	33	(5)	(10 %)	145	+100 %	(79)	6	9 %
Revenu net	182	(15)	(8 %)	216	+100 %	148	(29)	(17 %)
Amortissement des actifs incorporels (après impôts)	-	(1)	(23 %)	-	-	-	(1)	(1 %)
Revenu net avant amortissement	182	(16)	(8 %)	216	+100 %	148	(30)	(17 %)
Revenu de produits de négociation	360	175	95 %	395	+100 %	325	316	+100 %
Revenu d'Investissements et services aux grandes entreprises et autre revenu	325	(141)	(30 %)	24	8 %	626	(223)	(26 %)
Rendement des capitaux propres	13,2 %		(2,6 %)		16,6 %	4,8 %		(1,8 %)
Rendement des capitaux propres avant amortissement	13,2 %		(2,6 %)		16,6 %	4,8 %		(1,8 %)
Levier d'exploitation	(5,8 %)		n.s.		n.s.	(2,4 %)		n.s.
Levier d'exploitation avant amortissement	(5,9 %)		n.s.		n.s.	(2,4 %)		n.s.
Ratio de productivité (bic)	64,3 %		3,4 %		(79,9 %)	86,6 %		1,9 %
Ratio de productivité avant amortissement (bic)	64,3 %		3,4 %		(79,8 %)	86,5 %		1,8 %
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif (bic)	0,55 %		(0,12 %)		(0,10 %)	0,60 %		(0,04 %)
Actif productif moyen	174 743	17 999	11 %	(11 576)	(6 %)	180 594	27 657	18 %

États-Unis – Points saillants (en millions de dollars américains)

Revenu total (bic)	247	94	61 %	(47)	(16 %)	541	558	+100 %
Frais autres que d'intérêts	151	4	2 %	(57)	(27 %)	359	76	27 %
Revenu net	64	62	+100 %	8	14 %	120	281	+100 %
Actif moyen	97 238	24 549	34 %	3 760	4 %	95 338	25 842	37 %

n.s. – non significatif

Comparaison du deuxième trimestre de 2008 et du deuxième trimestre de 2007

Le revenu net a reculé de 15 millions de dollars ou de 7,5 %. Les résultats du trimestre reflètent les conditions actuelles du marché avec l'effet favorable de rajustements d'évaluation de 42 millions de dollars (28 millions après impôts). Ce gain est attribuable à un recouvrement net de 26 millions de dollars (18 millions après

impôts) en lien avec la reprise partielle des pertes liées à la valeur de marché de la fiducie Apex/Sitka, moins les charges en rapport avec les billets de capital des entités de gestion de placements structurés Links et Parkland et le papier commercial de conduits canadiens administrés par des tiers touchés par la Proposition de Montréal; à un recouvrement de 35 millions de dollars (24 millions après impôts) lié aux portefeuilles de négociation ayant subi l'effet négatif des écarts de taux; et à des charges nettes de 19 millions de dollars

(14 millions après impôts) liées à quatre éléments peu significatifs. Voir la section Incidence de la conjoncture des marchés financiers pour de plus amples détails. Le revenu net du deuxième trimestre de 2007 avait été réduit de 90 millions de dollars compte tenu des pertes de 171 millions de dollars dans notre secteur des produits de base, déduction faite d'un montant de 33 millions de dollars au titre de la réduction de la rémunération liée au rendement.

Le revenu a augmenté de 34 millions de dollars, ou de 5,3 %, et s'établit à 685 millions de dollars, en raison de la hausse des revenus de négociation, les résultats du deuxième trimestre de 2007 ayant inclus d'importantes pertes sur produits de base. Le groupe continue à évaluer les activités de BMO Marché des capitaux dans le but de réduire la volatilité des résultats et de générer un rendement des capitaux propres élevé et stable.

Le revenu de produits de négociation a progressé de 175 millions de dollars, ou de 95 %, en raison des pertes sur produits de base en 2007. Les secteurs sensibles aux taux d'intérêt ont enregistré des hausses de revenu, partiellement neutralisées par la baisse des revenus tirés des commissions sur titres, des revenus des services tarifés et des gains nets sur titres de placement.

Le revenu d'Investissements et services aux grandes entreprises et autre revenu a fléchi de 141 millions de dollars, ou de 30 %. Les prises fermes de titres de participation et les commissions sur fusions et acquisitions ont reculé dans les conditions difficiles du marché. La conjoncture était beaucoup plus favorable il y a un an. Les commissions sur prêts et le revenu net d'intérêts des services aux grandes entreprises étaient également inférieurs.

Le revenu net d'intérêts a chuté par rapport à la même période l'an dernier, compte tenu des recouvrements importants de prêts douteux comptabilisés au deuxième trimestre de 2007. Les prêts aux entreprises ont augmenté, les clients utilisant leurs facilités de crédit approuvées dans un contexte de resserrement des marchés du crédit. La marge nette d'intérêts a perdu 12 points de base par rapport au deuxième trimestre de 2007, en raison du rétrécissement des marges des services aux grandes entreprises et des marges sur les produits de négociation au cours du trimestre, ainsi que des recouvrements importants de prêts douteux l'an dernier.

Les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 44 millions de dollars, ou de 11 %, compte tenu de la réduction de la rémunération liée au rendement enregistrée pendant l'exercice précédent, de même que de l'augmentation des salaires, de la charge liée aux prestations constituées et des coûts répartis de l'exercice en cours. Au deuxième trimestre de 2007, les frais incluaient une réduction de 33 millions de dollars de la rémunération en lien avec les pertes sur produits de base. Le levier d'exploitation avant amortissement s'est établi à -5,9 %.

Comparaison du deuxième trimestre de 2008 et du premier trimestre de 2008

Le revenu net a augmenté de 216 millions de dollars. L'incidence de la détérioration des marchés financiers sur les résultats du premier trimestre de 2008 s'était traduite par des charges de 488 millions de dollars (324 millions après impôts). Les résultats du deuxième trimestre incluent un recouvrement net de 42 millions de dollars (28 millions après impôts), y compris des reprises de certaines des charges du premier trimestre liées à la valeur de marché.

Le revenu a augmenté de 419 millions de dollars en raison des pertes dues aux conditions des marchés financiers au premier trimestre. Nos commissions sur les prises fermes de titres d'emprunt et de participation ont progressé par rapport au trimestre précédent, en dépit de la conjoncture toujours difficile. Nous avons toutefois enregistré des gains nets sur placements et des revenus de gestion de trésorerie inférieurs.

Les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 58 millions de dollars, ou de 15 %, en raison de la hausse de la rémunération liée au rendement découlant de l'augmentation des revenus.

Comparaison du premier semestre de 2008 et du premier semestre de 2007

Le revenu net a diminué de 29 millions de dollars, ou de 17 %. L'incidence de la détérioration des marchés financiers sur les résultats du premier semestre de 2008 s'est traduite par des charges de 446 millions de dollars (296 millions après impôts). Au premier semestre de 2007, les résultats tenaient compte de charges de 680 millions de dollars (327 millions, déduction faite des impôts et des rajustements relatifs à la rémunération) liées aux pertes sur produits de base.

Le revenu a progressé de 93 millions de dollars, ou de 11 %, en raison des pertes sur produits de base de l'exercice précédent, des bons résultats obtenus dans les secteurs sensibles aux taux d'intérêt ainsi que de l'augmentation des taux d'utilisation et des actifs des services aux grandes entreprises. Cette progression a été partiellement contrebalancée par une diminution des gains nets sur placements, des recouvrements de prêts douteux et des commissions sur les prises fermes de titres de participation par rapport aux niveaux records atteints au cours de l'exercice précédent.

Les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 97 millions de dollar, ou de 13 %, compte tenu de la hausse des frais associés aux employés, y compris la rémunération liée au rendement.

Services d'entreprise, y compris Technologie et opérations

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T2-2008	Augmentation (Diminution) c. T2-2007		Augmentation (Diminution) c. T1-2008		Cumul 2008	Augmentation (Diminution) c. cumul 2007	
Revenu net d'intérêts (bic)	(183)	(52)	(38 %)	21	10 %	(387)	(123)	(46 %)
Revenu autre que d'intérêts	133	88	+100 %	114	+100 %	152	15	10 %
Revenu total (bic)	(50)	36	42 %	135	73 %	(235)	(108)	(85 %)
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	29	79	+100 %	(79)	(73 %)	137	245	+100 %
Frais autres que d'intérêts	35	13	57 %	33	+100 %	37	(13)	(26 %)
Charge de restructuration	-	-	-	-	-	-	(135)	(+100 %)
Total des frais autres que d'intérêts	35	13	57 %	33	+100 %	37	(148)	(80 %)
Revenu (perte) avant impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	(114)	(56)	(+100 %)	181	61 %	(409)	(205)	(+100 %)
(Recouvrement d') impôts sur les bénéfices (bic)	(123)	(27)	(29 %)	53	31 %	(299)	(87)	(42 %)
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	19	-	-	1	6 %	37	(1)	(4 %)
Revenu net (perte nette)	(10)	(29)	(+100 %)	127	93 %	(147)	(117)	(+100 %)
États-Unis – Points saillants (en millions de dollars américains)								
Revenu total (bic)	(31)	10	21 %	37	55 %	(99)	(36)	(58 %)
Dotation à la provision pour pertes sur créances	43	59	+100 %	(76)	(64 %)	162	198	+100 %
Frais autres que d'intérêts	(6)	(10)	(+100 %)	13	60 %	(25)	(25)	(+100 %)
Charge de restructuration	-	-	-	-	-	-	(18)	(100 %)
Total des frais autres que d'intérêts	(6)	(10)	(+100 %)	13	60 %	(25)	(43)	(+100 %)
(Recouvrement d') impôts sur les bénéfices (bic)	(32)	(18)	(+100 %)	40	55 %	(104)	(80)	(+100 %)
Revenu net (perte nette)	(40)	(21)	(96 %)	61	62 %	(141)	(111)	(+100 %)

Services d'entreprise

Les Services d'entreprise comprennent les unités fonctionnelles qui offrent à BMO Groupe financier une expertise et un soutien en matière de gouvernance dans les domaines tels que la planification stratégique, le droit, les finances, la vérification interne, la gestion des risques, les communications, le marketing, les ressources humaines et la formation. Les résultats d'exploitation comprennent les revenus et les frais liés à certaines activités de titrisation, aux opérations de couverture visant les revenus de sources étrangères et aux activités relevant de la gestion de certains postes du bilan et de la structure globale de l'actif et du passif de BMO.

Les écarts entre les dotations à la provision pour pertes sur créances imputées aux groupes clients, qui sont calculées selon la méthode de la perte prévue, et les dotations à la provision pour pertes sur créances pour la période, calculées conformément aux PCGR, sont généralement imputés (ou crédités) aux Services d'entreprise.

Technologie et opérations

Le groupe Technologie et opérations (T&O) assure à BMO Groupe financier des services de gestion, de soutien et de gouvernance en matière de technologie de l'information, de services d'exploitation, d'opérations immobilières et d'impartition. Le groupe axe ses efforts sur les priorités établies à l'échelle de l'organisation afin de maximiser la qualité et l'efficacité de l'exploitation et de permettre aux clients de vivre une excellente expérience.

Analyse des résultats financiers

Aux fins de la communication de l'information financière, les résultats d'exploitation de Technologie et opérations sont inclus dans ceux des Services d'entreprise. Cependant, les coûts des services de Technologie et opérations sont transférés aux groupes clients (Services bancaires PE, groupe GP et BMO Marchés des capitaux), et seules des sommes peu élevées sont conservées dans les résultats de Technologie et opérations. Par conséquent, les résultats de la présente section reflètent en grande partie les résultats des autres unités fonctionnelles susmentionnées.

La perte nette du trimestre s'établit à 10 millions de dollars, comparativement à un revenu de 19 millions pour le deuxième trimestre de l'exercice précédent, principalement en raison de charges liées à notre application de la méthode de la perte prévue.

Le revenu net a augmenté de 127 millions de dollars par rapport au premier trimestre, par suite de la baisse des dotations à la provision pour pertes sur créances, de la hausse des revenus liés à la titrisation et de la progression des résultats de certaines filiales au deuxième trimestre, ainsi qu'en raison d'un nombre élevé d'éléments peu significatifs en soi ayant influé négativement sur les revenus des Services d'entreprise au trimestre précédent. Les résultats du premier trimestre comprenaient une augmentation de 60 millions de dollars (38 millions après impôts) de la provision générale.

Le revenu net du premier semestre de 2008 a diminué de 117 millions de dollars par rapport à la même période l'an dernier, essentiellement à cause de la hausse des dotations à la provision pour pertes sur créances, attribuable à la méthode de la perte prévue, et de la diminution des revenus.

Éléments significatifs

Deuxième trimestre de 2008

Aucun montant n'a été désigné comme éléments significatifs ce trimestre, car les charges liées aux conditions du crédit n'ont pas eu de répercussions importantes sur une base nette. Les charges et les réductions de charges antérieures sont présentées à la section qui précède intitulée Incidence de la conjoncture des marchés financiers sur les résultats du deuxième trimestre.

L'incidence des éléments significatifs sur les périodes antérieures est expliquée ci-après et elle fait l'objet d'une analyse plus détaillée dans le tableau des mesures conformes aux PCGR et mesures connexes non conformes aux PCGR.

Deuxième trimestre de 2007

Au deuxième trimestre de 2007, BMO a comptabilisé des charges de 171 millions de dollars (90 millions après impôts et 0,18 \$ par action). Nous avons comptabilisé des pertes sur produits de base de 171 millions de dollars dans le revenu autre que d'intérêts lié aux opérations de négociation, qui ont, déduction faite d'une

réduction de 33 millions de la rémunération liée au rendement et de la baisse des impôts sur les bénéfices, entraîné une baisse du revenu net de BMO Marchés des capitaux de 90 millions de dollars pour le deuxième trimestre de 2007.

Premier trimestre de 2008

Au premier trimestre de 2008, BMO a comptabilisé des charges de 548 millions de dollars (362 millions après impôts et 0,72 \$ par action) pour certaines activités de négociation et des rajustements d'évaluation, ainsi qu'une augmentation de la provision générale pour pertes sur créances. Ces charges comprenaient 488 millions de dollars (324 millions après impôts) imputés aux résultats de BMO Marchés des capitaux, en rapport avec les éléments suivants : des pertes découlant de l'abandon de positions liées à l'assureur spécialisé ACA Financial Guarantee Corporation (158 millions de dollars); des positions de négociation et de crédits structurés, des actions privilégiées, des conduits canadiens administrés par des tiers et d'autres pertes liées à la valeur de marché (177 millions); des investissements dans Apex, une entité de gestion à financement structuré soutenue par BMO (130 millions); et des billets de capital dans les entités de gestion de placements structurés Links et Parkland (23 millions). BMO n'est pas exposé à d'autres risques liés à ACA. La réduction de la rémunération liée au rendement rattachée aux charges n'a pas été incluse dans le calcul de l'incidence des éléments significatifs.

La charge de 177 millions de dollars mentionnée ci-dessus était principalement due à l'incidence de l'élargissement des écarts de taux dans un certain nombre de nos portefeuilles de négociation.

Elle était constituée de plusieurs éléments, dont le plus important se chiffrait à 78 millions de dollars pour un risque de contrepartie lié à nos dérivés, dont environ la moitié était liée à des assureurs spécialisés (autres que ACA) et à des sociétés de produits sur défaillance d'instruments dérivés de crédit similaires. La charge de 488 millions de dollars incluait des réductions du revenu autre que d'intérêts lié aux activités de négociation (420 millions), des gains sur titres de placement (23 millions) et d'autres revenus (45 millions).

Les résultats des Services d'entreprise comprenaient une augmentation de 60 millions de dollars (38 millions après impôts) de la provision générale pour pertes sur créances, afin de tenir compte de la croissance du portefeuille et du déplacement du risque.

Premier semestre de 2008

Les éléments significatifs du premier semestre de 2008 ne comprennent que les éléments précisés ci-dessus pour le premier trimestre.

Premier semestre de 2007

Le revenu net du premier semestre de 2007 a été réduit d'un montant de 415 millions de dollars attribuable aux éléments significatifs qui incluait un montant de 327 millions de dollars après impôts lié à des pertes sur produits de base de 680 millions, déduction faite de la réduction de 120 millions de la rémunération liée au rendement, et un montant de 88 millions après impôts découlant d'une charge de restructuration de 135 millions.

État consolidé des résultats

(non vérifié) (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	Pour les trois mois terminés le				Pour les six mois terminés le	
	30 avril 2008	31 janvier 2008	31 octobre 2007	31 juillet 2007	30 avril 2007	30 avril 2007
Revenu d'intérêts, de dividendes et de commissions						
Prêts	2 609 \$	2 984 \$	2 971 \$	2 935 \$	2 839 \$	5 593 \$
Valeurs mobilières	805	948	910	786	731	1 753
Dépôts à d'autres banques	230	315	387	291	230	545
	3 644	4 247	4 268	4 012	3 800	7 891
Frais d'intérêts						
Dépôts	1 842	2 297	2 328	1 968	1 833	4 139
Dettes subordonnées	51	49	51	46	40	100
Actions privilégiées et titres d'une fiducie de capital	23	23	24	24	26	46
Autres passifs	554	664	669	727	697	1 218
	2 470	3 033	3 072	2 765	2 596	5 503
Revenu net d'intérêts	1 174	1 214	1 196	1 247	1 204	2 388
Dotations à la provision pour pertes sur créances (note 2)	151	230	151	91	59	381
Revenu net d'intérêts, déduction faite de la dotation à la provision pour pertes sur créances	1 023	984	1 045	1 156	1 145	2 007
Revenu autre que d'intérêts						
Commissions et droits sur titres	270	271	265	299	303	541
Frais de service – Dépôts et ordres de paiement	181	182	183	180	182	363
Revenus (pertes) de négociation	192	(301)	(165)	40	(10)	(109)
Commissions sur prêts	101	92	105	102	100	193
Frais de services de cartes	78	67	(105)	79	70	145
Frais de gestion de placements et de garde de titres	85	81	83	81	81	166
Revenus tirés de fonds d'investissement	144	154	148	151	140	298
Revenus de titrisation	133	80	61	65	83	213
Commissions de prise ferme et de consultation	98	92	103	160	159	190
Gains (pertes) sur titres, autres que de négociation	14	(2)	148	6	48	12
Revenus de change, autres que de négociation	30	29	48	30	33	59
Revenus d'assurance	52	62	52	55	77	114
Autres	68	5	78	60	58	73
	1 446	812	1 004	1 308	1 324	2 258
Revenu net d'intérêts et revenu autre que d'intérêts	2 469	1 796	2 049	2 464	2 469	4 265
Frais autres que d'intérêts						
Rémunération du personnel (note 8)	980	945	901	1 024	969	1 925
Bureaux et matériel	335	326	350	325	320	661
Amortissement des actifs incorporels	10	10	11	11	13	20
Déplacements et expansion des affaires	74	72	92	72	64	146
Communications	53	42	36	38	42	95
Taxes d'affaires et impôts sur le capital	(1)	12	6	-	17	11
Honoraires	90	79	108	62	67	169
Autres	139	128	127	127	122	267
	1 680	1 614	1 631	1 659	1 614	3 294
Charge de restructuration (note 9)	-	-	24	-	-	-
Revenu avant provision pour (recouvrement des) impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	789	182	394	805	855	971
Impôts sur les bénéfices	128	(91)	(77)	127	165	37
	661	273	471	678	690	934
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	19	18	19	18	19	37
Revenu net	642 \$	255 \$	452 \$	660 \$	671 \$	897 \$
Dividendes sur actions privilégiées	14 \$	15 \$	12 \$	9 \$	13 \$	29 \$
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	628 \$	240 \$	440 \$	651 \$	658 \$	868 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires (en milliers)	502 054	499 067	498 379	499 793	500 510	500 544
Nombre moyen d'actions ordinaires compte tenu des titres dilutifs (en milliers)	506 638	505 572	506 173	507 913	509 943	506 099
Résultat par action (en dollars canadiens)						
De base	1,25 \$	0,48 \$	0,89 \$	1,30 \$	1,31 \$	1,73 \$
Dilué	1,25	0,47	0,87	1,28	1,29	1,72
Dividendes déclarés par action ordinaire	0,70	0,70	0,70	0,68	0,68	1,40

Les notes afférentes aux états financiers consolidés en font partie intégrante.

Bilan consolidé

(non vérifié) (en millions de dollars canadiens)

	Au				
	30 avril 2008	31 janvier 2008	31 octobre 2007	31 juillet 2007	30 avril 2007
Actif					
Encaisse	22 237 \$	26 122 \$	22 890 \$	25 041 \$	19 502 \$
Valeurs mobilières					
Titres de négociation	64 443	63 377	70 773	67 716	63 600
Titres disponibles à la vente	22 453	24 341	26 010	17 046	17 529
Titres divers	1 774	1 747	1 494	1 456	1 460
Titres de substituts de prêts	-	-	-	11	11
	88 670	89 465	98 277	86 229	82 600
Prêts					
Prêts hypothécaires à l'habitation	52 583	53 224	52 429	62 297	62 908
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	37 954	34 517	33 189	33 009	31 913
Prêts sur cartes de crédit	4 338	4 685	4 493	4 347	3 899
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	67 942	66 205	62 650	63 795	60 956
Titres pris en pension ou empruntés	33 596	42 937	37 093	34 216	35 063
	196 413	201 568	189 854	197 664	194 739
Engagements de clients aux termes d'acceptations	10 345	11 590	12 389	8 993	9 530
Provision pour pertes sur créances (note 2)	(1 336)	(1 227)	(1 055)	(1 045)	(1 059)
	205 422	211 931	201 188	205 612	203 210
Autres actifs					
Instruments dérivés	44 557	36 857	32 585	30 030	38 711
Bureaux et matériel	2 024	1 977	1 980	2 015	2 047
Écarts d'acquisition	1 398	1 189	1 140	1 232	1 252
Actifs incorporels	208	152	124	149	174
Actifs divers	10 642	9 132	8 340	8 846	9 031
	58 829	49 307	44 169	42 272	51 215
Total de l'actif	375 158 \$	376 825 \$	366 524 \$	359 154 \$	356 527 \$
Passif et capitaux propres					
Dépôts					
Banques	30 938 \$	34 991 \$	34 100 \$	30 561 \$	28 256 \$
Entreprises et administrations publiques	122 707	125 312	121 748	120 757	114 504
Particuliers	84 935	82 608	76 202	77 709	78 855
	238 580	242 911	232 050	229 027	221 615
Autres passifs					
Instruments dérivés	40 347	32 776	33 584	30 543	40 192
Acceptations	10 345	11 590	12 389	8 993	9 530
Titres vendus à découvert	20 053	28 393	25 039	28 551	24 692
Titres mis en pension ou prêtés	29 894	28 331	31 263	30 992	31 027
Passif divers	13 940	12 478	12 055	10 682	10 055
	114 579	113 568	114 330	109 761	115 496
Dettes subordonnées (note 10)	4 199	3 446	3 446	3 446	2 395
Actions privilégiées (note 11)	250	250	250	450	450
Titres d'une fiducie de capital	1 150	1 150	1 150	1 150	1 150
Capitaux propres					
Capital-actions (note 11)	6 114	5 648	5 607	5 318	5 272
Surplus d'apport	67	65	58	56	55
Bénéfices non répartis	11 327	11 056	11 166	11 158	11 017
Cumul des autres éléments du résultat étendu - Perte	(1 108)	(1 269)	(1 533)	(1 212)	(923)
	16 400	15 500	15 298	15 320	15 421
Total du passif et des capitaux propres	375 158 \$	376 825 \$	366 524 \$	359 154 \$	356 527 \$

Les notes afférentes aux états financiers consolidés en font partie intégrante.

État consolidé du résultat étendu

(non vérifié) (en millions de dollars canadiens)

	Pour les trois mois terminés le		Pour les six mois terminés le	
	30 avril 2008	30 avril 2007	30 avril 2008	30 avril 2007
Revenu net	642 \$	671 \$	897 \$	1 019 \$
Autres éléments du résultat étendu				
Variation nette des gains non réalisés sur les titres disponibles à la vente	77	2	75	4
Variation nette des gains (pertes) non réalisés sur les couvertures de flux de trésorerie	80	1	144	(44)
Gain net (perte) provenant de la conversion du montant net des investissements dans des établissements à l'étranger	4	(228)	206	(46)
Total du résultat étendu	803 \$	446 \$	1 322 \$	933 \$

État consolidé de la variation des capitaux propres

(non vérifié) (en millions de dollars canadiens)

	Pour les trois mois terminés le		Pour les six mois terminés le	
	30 avril 2008	30 avril 2007	30 avril 2008	30 avril 2007
Actions privilégiées				
Solde au début de la période	1 196 \$	946 \$	1 196 \$	596 \$
Actions émises au cours de la période (note 11)	250	-	250	350
Solde à la fin de la période	1 446	946	1 446	946
Actions ordinaires				
Solde au début de la période	4 452	4 279	4 411	4 231
Actions émises en vertu du régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires	27	27	55	55
Actions émises en vertu du régime d'options sur actions	9	39	22	68
Actions émises en échange d'actions d'une filiale	-	-	-	1
Actions émises lors de l'acquisition d'une entreprise (note 7)	180	-	180	-
Actions rachetées aux fins d'annulation (note 11)	-	(19)	-	(29)
Solde à la fin de la période	4 668	4 326	4 668	4 326
Surplus d'apport				
Solde au début de la période	65	55	58	49
Frais liés aux options sur actions	2	-	9	6
Solde à la fin de la période	67	55	67	55
Bénéfices non répartis				
Solde au début de la période	11 056	10 836	11 166	10 974
Incidence cumulative de l'adoption des nouvelles règles comptables relatives aux instruments financiers (déduction faite d'impôts sur les bénéfices de 39 \$)	-	-	-	(71)
Revenu net	642	671	897	1 019
Dividendes - Actions privilégiées	(14)	(13)	(29)	(22)
- Actions ordinaires	(352)	(340)	(702)	(665)
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation (note 11)	-	(137)	-	(209)
Frais d'émission d'actions	(5)	-	(5)	(9)
Solde à la fin de la période	11 327	11 017	11 327	11 017
Cumul des autres éléments du résultat étendu - Résultat provenant des titres disponibles à la vente				
Solde au début de la période	33	5	35	-
Incidence de la réévaluation des titres disponibles à la vente à la valeur de marché le 1 ^{er} novembre 2006 (déduction faite d'impôts sur les bénéfices de 1 \$)	-	-	-	3
Gains non réalisés sur les titres disponibles à la vente survenus au cours de la période (déduction faite d'impôts sur les bénéfices de 29 \$, moins de 1 \$, 17 \$ et 4 \$)	60	1	35	8
Reclassement des pertes (gains) dans le revenu net au cours de la période (déduction faite d'impôts sur les bénéfices de 9 \$, moins de 1 \$, 19 \$ et 2 \$)	17	1	40	(4)
Solde à la fin de la période	110	7	110	7
Cumul des autres éléments du résultat étendu - Perte provenant des couvertures de flux de trésorerie				
Solde au début de la période	(102)	(96)	(166)	-
Incidence de l'adoption des nouvelles règles comptables relatives aux couvertures de flux de trésorerie le 1 ^{er} novembre 2006 (déduction faite d'impôts sur les bénéfices de 28 \$)	-	-	-	(51)
Gains (pertes) sur couvertures de flux de trésorerie survenus au cours de la période (déduction faite d'impôts sur les bénéfices de 37 \$, 1 \$, 52 \$ et 24 \$)	77	1	104	(47)
Reclassement des pertes sur couvertures de flux de trésorerie dans le revenu net (déduction faite d'impôts sur les bénéfices de 2 \$, moins de 1 \$, 19 \$ et 2 \$)	3	-	40	3
Solde à la fin de la période	(22)	(95)	(22)	(95)
Cumul des autres éléments du résultat étendu - Perte provenant de la conversion du montant net des investissements dans des établissements à l'étranger				
Solde au début de la période	(1 200)	(607)	(1 402)	(789)
Gain (perte) non réalisé provenant de la conversion du montant net des investissements dans des établissements à l'étranger	26	(619)	618	(126)
Incidence de la couverture des gains (pertes) non réalisés provenant de la conversion du montant net des investissements dans des établissements à l'étranger (déduction faite d'impôts sur les bénéfices de 11 \$, 207 \$, 196 \$ et 43 \$)	(22)	391	(412)	80
Solde à la fin de la période	(1 196)	(835)	(1 196)	(835)
Cumul total des autres éléments du résultat étendu - Perte	(1 108)	(923)	(1 108)	(923)
Total des capitaux propres	16 400 \$	15 421 \$	16 400 \$	15 421 \$

Les notes afférentes aux états financiers consolidés en font partie intégrante.

État consolidé des flux de trésorerie

(non vérifié) (en millions de dollars canadiens)

Pour les trois mois terminés le Pour les six mois terminés le

	30 avril 2008	30 avril 2007	30 avril 2008	30 avril 2007
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation				
Revenu net	642 \$	671 \$	897 \$	1 019 \$
Rajustements en vue de déterminer les flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités d'exploitation				
Dévaluation de titres, autres que de négociation	35	-	74	-
Gain net sur titres, autres que de négociation	(49)	(48)	(86)	(92)
(Augmentation) diminution nette des titres de négociation	(846)	(6 602)	8 352	(11 897)
Dotation à la provision pour pertes sur créances	151	59	381	111
Gain à la vente de prêts titrisés (note 3)	(116)	(54)	(175)	(114)
Variation des instruments dérivés - (Augmentation) des actifs dérivés	(7 425)	(2 944)	(10 867)	(8 818)
- Augmentation des passifs dérivés	7 448	3 190	5 567	9 364
Amortissement des bureaux et du matériel	97	99	193	191
Amortissement des actifs incorporels	10	13	20	24
Augmentation (diminution) nette des impôts futurs	28	(18)	43	(79)
Diminution nette des impôts exigibles sur les bénéfices	(66)	(83)	(527)	(584)
Variation des intérêts courus - (Augmentation) diminution des intérêts à recevoir	87	(81)	330	125
- Augmentation (diminution) des intérêts à payer	(207)	95	(262)	33
Variation nette des autres éléments et charges à payer	(2 674)	(1 316)	(4 507)	752
Montant net des flux de trésorerie affectés aux activités d'exploitation	(2 885)	(7 019)	(567)	(9 965)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement				
Augmentation (diminution) nette des dépôts	(6 483)	10 024	(2 275)	17 104
Augmentation (diminution) nette des titres vendus à découvert	(8 335)	5 413	(5 248)	9 335
Augmentation (diminution) nette des titres mis en pension ou prêtés	1 099	(8 804)	(2 803)	(669)
Augmentation nette du passif des filiales	1 221	199	2 886	202
Remboursement de la dette subordonnée (note 10)	(150)	(333)	(150)	(333)
Produit de l'émission de la dette subordonnée (note 10)	900	-	900	-
Produit de l'émission d'actions privilégiées	250	-	250	350
Produit de l'émission d'actions ordinaires	36	66	77	123
Frais d'émission d'actions	(5)	-	(5)	(9)
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation (note 11)	-	(156)	-	(238)
Dividendes versés	(366)	(353)	(731)	(687)
Montant net des flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités de financement	(11 833)	6 056	(7 099)	25 178
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement				
(Augmentation) diminution nette des dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	4 016	2 009	1 270	(144)
Achats de titres, autres que de négociation	(6 223)	(8 056)	(13 317)	(19 517)
Échéances de titres, autres que de négociation	6 728	6 729	12 194	14 014
Produit de la vente de titres, autres que de négociation	1 826	1 214	5 798	2 312
(Augmentation) nette des prêts, des engagements de clients aux termes d'acceptations et des titres de substituts de prêts	(3 711)	(7 648)	(6 534)	(9 300)
Produit de la titrisation de prêts (note 3)	2 600	487	3 145	1 429
(Augmentation) diminution nette des titres pris en pension ou empruntés	9 749	5 840	4 840	(3 912)
Bureaux et matériel - achats nets	(104)	(126)	(164)	(155)
Acquisitions (note 7)	(136)	(1)	(176)	(385)
Montant net des flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités d'investissement	14 745	448	7 056	(15 658)
Incidence des variations du taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	24	(57)	108	40
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	51	(572)	(502)	(405)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	3 097	2 625	3 650	2 458
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	3 148 \$	2 053 \$	3 148 \$	2 053 \$

Les notes afférentes aux états financiers consolidés en font partie intégrante. Certains chiffres de la période antérieure ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour les six mois terminés le 30 avril 2008 (non vérifié)

Note 1 : Normes de présentation

Les présents états financiers consolidés doivent être lus en tenant compte des notes afférentes à nos états financiers consolidés de l'exercice terminé le 31 octobre 2007, telles qu'elles figurent aux pages 96 à 137 de notre Rapport annuel 2007. Les présents états financiers consolidés ont été dressés en conformité avec les

principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada, selon les conventions comptables et méthodes de calcul utilisées pour nos états financiers consolidés de l'exercice terminé le 31 octobre 2007.

Note 2 : Provision pour pertes sur créances

La provision pour pertes sur créances inscrite à notre bilan consolidé est maintenue à un montant que nous considérons adéquat pour éponger les pertes sur créances liées à nos prêts, aux engagements de clients aux termes d'acceptations et à nos autres instruments de crédit. La portion liée aux autres instruments de crédit est comptabilisée dans les passifs divers inscrits à notre bilan consolidé.

Au 30 avril 2008 et au 30 avril 2007, il n'y avait pas de provision pour pertes sur créances liée aux autres instruments de crédit comptabilisée dans les passifs divers.

Le tableau ci-dessous présente l'évolution de notre provision pour pertes sur créances :

	Pour les trois mois terminés le									
	Prêts hypothécaires à l'habitation		Prêts sur cartes de crédit, prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers		Prêts aux entreprises et aux administrations publiques		Engagements de clients aux termes d'acceptations		Total	
	30 avril 2008	30 avril 2007	30 avril 2008	30 avril 2007	30 avril 2008	30 avril 2007	30 avril 2008	30 avril 2007	30 avril 2008	30 avril 2007
Provision spécifique au début de la période	15 \$	4 \$	1 \$	1 \$	234 \$	151 \$	- \$	- \$	250 \$	156 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	(1)	1	69	55	83	3	-	-	151	59
Recouvrements	-	-	27	17	8	4	-	-	35	21
Radiations	(2)	-	(96)	(72)	(14)	(12)	-	-	(112)	(84)
Écarts de change et autres	-	-	-	-	1	6	-	-	1	6
Provision spécifique à la fin de la période	12	5	1	1	312	152	-	-	325	158
Provision générale au début de la période	8	19	357	355	572	509	40	39	977	922
Dotation à la provision pour pertes sur créances	(1)	-	(41)	(19)	30	20	12	(1)	-	-
Écarts de change et autres	-	-	-	-	34	(21)	-	-	34	(21)
Provision générale à la fin de la période	7	19	316	336	636	508	52	38	1 011	901
Provision totale	19 \$	24 \$	317 \$	337 \$	948 \$	660 \$	52 \$	38 \$	1 336 \$	1 059 \$

	Pour les six mois terminés le									
	Prêts hypothécaires à l'habitation		Prêts sur cartes de crédit, prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers		Prêts aux entreprises et aux administrations publiques		Engagements de clients aux termes d'acceptations		Total	
	30 avril 2008	30 avril 2007	30 avril 2008	30 avril 2007	30 avril 2008	30 avril 2007	30 avril 2008	30 avril 2007	30 avril 2008	30 avril 2007
Provision spécifique au début de la période	14 \$	5 \$	1 \$	1 \$	142 \$	147 \$	- \$	- \$	157 \$	153 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	-	1	137	104	184	6	-	-	321	111
Recouvrements	-	-	46	35	11	8	-	-	57	43
Radiations	(2)	(1)	(183)	(139)	(29)	(18)	-	-	(214)	(158)
Écarts de change et autres	-	-	-	-	4	9	-	-	4	9
Provision spécifique à la fin de la période	12	5	1	1	312	152	-	-	325	158
Provision générale au début de la période	11	23	327	340	517	506	43	36	898	905
Dotation à la provision pour pertes sur créances	(4)	(4)	(11)	(4)	66	6	9	2	60	-
Écarts de change et autres	-	-	-	-	53	(4)	-	-	53	(4)
Provision générale à la fin de la période	7	19	316	336	636	508	52	38	1 011	901
Provision totale	19 \$	24 \$	317 \$	337 \$	948 \$	660 \$	52 \$	38 \$	1 336 \$	1 059 \$

Note 3 : Titrisation

Au cours du trimestre terminé le 30 avril 2008, nous avons titrisé des prêts sur cartes de crédit d'une valeur totale de 550 millions de dollars pour un produit en espèces total de 525 millions de dollars. Nous avons conservé la responsabilité de la gestion de ces prêts sur cartes de crédit. Nous avons comptabilisé un gain de 10 millions de dollars dans le revenu autre que d'intérêts, au poste revenus de titrisation, un prix d'achat différé de 13 millions de dollars dans les titres disponibles à la vente et un passif de gestion de 2 millions de dollars dans les passifs divers relativement à la titrisation de ces prêts. Les moyennes pondérées des hypothèses clés utilisées pour évaluer le prix d'achat différé de ces opérations de titrisation étaient une durée moyenne de 0,4 année, un taux de remboursement anticipé de 41,1 %, un taux d'intérêt de 21,29 % et un taux d'actualisation de 10,39 %. Nous n'avons titrisé aucun prêt sur carte de crédit au cours des périodes de trois et six mois terminées le 30 avril 2007.

Au cours du trimestre terminé le 30 avril 2008, nous avons titrisé des prêts hypothécaires à l'habitation d'une valeur totale de 2 112 millions de dollars pour un produit en espèces total de 2 075 millions de dollars (2 675 millions et 2 620 millions de dollars respectivement, pour les six mois terminés le 30 avril 2008). Aucune perte sur créances n'est prévue puisque les prêts hypothécaires sont garantis par des tiers. Nous avons conservé la responsabilité de la gestion de ces prêts hypothécaires. Nous avons comptabilisé un gain de 46 millions de dollars dans le revenu autre que d'intérêts, au poste revenus de titrisation, un prix d'achat différé de 110 millions de dollars dans les titres disponibles à la vente et un passif de gestion de 15 millions de dollars dans les passifs divers relativement à la titrisation de ces prêts (51 millions, 134 millions et 19 millions de dollars respectivement, pour les six mois terminés le 30 avril 2008). Les moyennes pondérées des hypothèses clés utilisées pour évaluer le prix d'achat différé

de ces opérations de titrisation étaient une durée moyenne de 4,4 années, un taux de remboursement anticipé de 14,0 %, un taux d'intérêt de 5,64 % et un taux d'actualisation de 4,15 % (4,4 années et 13,2 %, 5,55 % et 4,28 % respectivement, pour les six mois terminés le 30 avril 2008).

Au cours du trimestre terminé le 30 avril 2007, nous avons titrisé des prêts hypothécaires à l'habitation d'une valeur totale de 499 millions de dollars pour un produit en espèces total de 487 millions de dollars (1 447 millions et 1 429 millions de dollars respectivement, pour les six mois terminés le 30 avril 2007). Aucune perte sur créances n'était prévue puisque les prêts hypothécaires sont garantis par des tiers. Nous avons conservé la responsabilité de la gestion de ces prêts hypothécaires. Nous avons comptabilisé un gain de 5 millions de dollars dans le revenu autre que d'intérêts, au poste revenus de titrisation, un prix d'achat différé de 25 millions de dollars dans les titres disponibles à la vente et un passif de gestion de 4 millions de dollars dans les passifs divers relativement à la titrisation de ces prêts (10 millions, 62 millions et 12 millions de dollars respectivement, pour les six mois terminés le 30 avril 2007). Les moyennes pondérées des hypothèses clés utilisées pour évaluer le prix d'achat différé de ces opérations de titrisation étaient une durée moyenne de 4,8 années, un taux de remboursement anticipé de 10,0 %, un taux d'intérêt de 5,21 % et un taux d'actualisation de 4,19 % (4,7 années et 9,3 %, 5,29 % et 4,19 % respectivement, pour les six mois terminés le 30 avril 2007).

De plus, les gains à la vente de prêts vendus à toutes les entités de titrisation à rechargement ont été de 60 millions de dollars pour le trimestre terminé le 30 avril 2008 (114 millions de dollars pour les six mois terminés le 30 avril 2008). Les gains à la vente de prêts vendus à toutes les entités de titrisation à rechargement ont été de 49 millions de dollars pour le trimestre terminé le 30 avril 2007 (104 millions de dollars pour les six mois terminés le 30 avril 2007).

Note 4 : Instruments financiers

Option de la juste valeur

La direction peut choisir de comptabiliser des instruments financiers, qui autrement ne seraient pas comptabilisés à leur juste valeur, comme s'ils étaient des instruments de négociation, les variations de la juste valeur étant comptabilisées dans le revenu, pourvu que certains critères soient respectés.

La Banque a désigné les obligations achetées pour soutenir son programme d'obligations municipales encaissables par anticipation comme titres de négociation en vertu de l'option de la juste valeur. Autrement, ces obligations seraient comptabilisées comme des titres disponibles à la vente, les gains et pertes non réalisés étant comptabilisés dans les autres éléments du résultat étendu. Dans le cadre de la gestion de ce programme, nous concluons des contrats sur instruments dérivés pour nous protéger contre les variations de la juste valeur de ces obligations, causées par les variations des taux d'intérêt. Le choix de l'option de la juste valeur permet de mieux harmoniser le résultat comptable avec la façon dont le portefeuille est géré. La juste valeur des obligations au 30 avril 2008 était de 28 millions de dollars. L'incidence de leur comptabilisation comme titres de négociation a été une diminution du revenu autre que d'intérêts, au poste revenus de négociation, de moins de 1 million de dollars pour le trimestre terminé le 30 avril 2008 et une augmentation du revenu autre que d'intérêts, au poste pertes de négociation, de moins de 1 million de dollars pour les six mois terminés le 30 avril 2008.

La variation de la juste valeur de nos billets structurés désignés comme détenus à des fins de négociation a été une augmentation du revenu autre que d'intérêts, au poste revenus de négociation, de 9 millions de dollars pour le trimestre terminé le 30 avril 2008 et une augmentation du revenu

autre que d'intérêts, au poste pertes de négociation, de 3 millions de dollars pour les six mois terminés le 30 avril 2008. La partie de la variation de la juste valeur attribuable aux variations de notre propre risque de crédit a été un gain non réalisé de 13 millions de dollars pour les périodes de trois et six mois terminées le 30 avril 2008.

Évaluation de la juste valeur

Nous utilisons une hiérarchie de la juste valeur pour classer par catégories les données que nous utilisons dans nos techniques d'évaluation pour mesurer la juste valeur. La mesure dans laquelle nous avons utilisé les cours du marché (niveau 1), des modèles internes fondés sur des données du marché observables (niveau 2) et des modèles internes ne comportant pas de données du marché observables (niveau 3) pour évaluer les titres, les passifs inscrits à la juste valeur, les actifs dérivés et les passifs dérivés au 30 avril 2008 était la suivante :

	Titres disponibles à la vente	Titres de négociation	Passifs inscrits à la juste valeur	Instruments dérivés	
				Actif	Passif
Évaluation selon les cours du marché	57 %	98 %	- %	10 %	12 %
Évaluation selon les modèles internes (avec données observables)	41	-	100	85	87
Évaluation selon les modèles internes (sans données observables)	2	2	-	5	1
Total	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %

L'analyse de sensibilité pour les éléments les plus importants évalués selon les modèles internes sans données observables était la suivante :

Titres de négociation

Les titres de négociation comprenaient, au 30 avril 2008, une somme de 229 millions de dollars relative à du papier commercial adossé à des actifs (PCAA), administré par des tiers, dont la valeur nominale s'élevait à 325 millions de dollars. Ce PCAA est considéré comme étant de niveau 3, car sa valeur a été déterminée par la direction en fonction des prévisions quant à la valeur actualisée des flux de trésorerie et à la probabilité de restructuration des entités conformément à la Proposition de Montréal, plutôt qu'en fonction de la valeur de liquidation. La détermination du taux d'actualisation utilisé dans le modèle relatif à la valeur actualisée des flux de trésorerie est ce qui influe le plus sur l'évaluation du PCAA. L'incidence de l'hypothèse que le taux d'actualisation augmente ou diminue de 50 points de base serait une variation de la juste valeur de 8 millions et de (8) millions de dollars, respectivement. Pour le trimestre terminé le 30 avril 2008, l'incidence des variations de la juste valeur de cet investissement sur le revenu net a été une charge de 36 millions de dollars avant impôts.

Notre risque lié à Apex/Sitka s'élevait à 580 millions de dollars au 30 avril 2008, dont une somme de 436 millions de dollars est investie dans du PCAA (pour une valeur nominale de 530 millions de dollars) et comptabilisée dans les titres de négociation, et une somme de 144 millions de dollars dans des garanties. Ces sommes sont considérées comme étant

de niveau 3, car leur valeur a été déterminée par la direction en fonction des prévisions quant à la valeur actualisée des flux de trésorerie et à la probabilité de restructuration des entités, plutôt qu'en fonction de la valeur de liquidation. La détermination du taux d'actualisation utilisé dans le modèle relatif à la valeur actualisée des flux de trésorerie est ce qui influe le plus sur l'évaluation du PCAA. L'incidence de l'hypothèse que le taux d'actualisation augmente ou diminue de 50 points de base serait une variation de la juste valeur de 20 millions et de (20) millions de dollars, respectivement. Pour le trimestre terminé le 30 avril 2008, l'incidence des variations de la juste valeur de notre risque lié à Apex/Sitka sur le revenu net a été un recouvrement de 85 millions de dollars avant impôts.

Instruments dérivés

Les actifs dérivés et les passifs dérivés comprenaient, au 30 avril 2008, les sommes de 1 913 millions et de 3 582 millions de dollars, respectivement, relatives à l'évaluation à la valeur de marché de swaps sur défaillance et de swaps sur rendement total de produits structurés. Ces instruments dérivés sont considérés comme étant de niveau 3, car leur valeur a été déterminée par la direction en fonction d'estimations quant aux écarts actuels du marché pour des produits structurés similaires. L'incidence de l'hypothèse que l'écart augmente ou diminue de 10 points de base serait une variation de la juste valeur de 12 millions et de (12) millions de dollars, respectivement. Pour le trimestre terminé le 30 avril 2008, l'incidence des variations de la juste valeur de ces instruments dérivés sur le revenu net a été une charge de 48 millions de dollars avant impôts.

Note 5 : Entités à détenteurs de droits variables

Entités de titrisation canadiennes des clients

Les entités de titrisation canadiennes des clients aident nos clients à titriser leurs actifs et à obtenir ainsi des sources de financement de substitution. Les actifs détenus par les entités de titrisation canadiennes des clients non consolidées totalisaient 14 799 millions de dollars au 30 avril 2008 (17 536 millions au 31 octobre 2007). Notre risque de perte est lié à nos investissements dans le papier commercial émis par ces entités, aux contrats sur instruments dérivés que nous avons conclus avec elles et au soutien de trésorerie que nous leur fournissons sous forme d'engagements de crédit ferme. Au 30 avril 2008, le montant net de notre exposition au risque lié au papier commercial que nous détenions, classé dans les titres de négociation, s'élevait à 3 013 millions de dollars (5 564 millions au 31 octobre 2007), et le montant des concours de trésorerie inutilisés s'élevait à 15 512 millions de dollars (20 756 millions au 31 octobre 2007). Au 30 avril 2008, aucune somme n'était utilisée dans le cadre de ces facilités canadiennes (aucune somme au 31 octobre 2007). La juste valeur des instruments dérivés conclus avec ces entités à détenteurs de droits variables (EDDV) est comptabilisée dans notre bilan consolidé et représentait un actif dérivé de 44 millions de dollars au 30 avril 2008 (un passif dérivé de 20 millions de dollars au 31 octobre 2007).

Au 30 avril 2008, notre bilan consolidé comportait des actifs de 283 millions de dollars classés dans les autres actifs et aucun passif classé sous le titre dépôts (respectivement 311 millions et 65 millions au 31 octobre 2007), à la suite de la consolidation de deux entités de titrisation canadiennes des clients.

Entité de titrisation américaine des clients

Notre risque de perte relativement à notre entité de titrisation américaine des clients est lié au soutien de trésorerie que nous lui fournissons sous forme de concours de trésorerie. Les actifs détenus par cette entité de titrisation américaine des clients non consolidée totalisaient 7 538 millions de dollars au 30 avril 2008 (7 929 millions au 31 octobre 2007). Au 30 avril 2008, le montant de notre exposition au risque lié aux concours de trésorerie inutilisés s'élevait à 9 895 millions de dollars (10 719 millions au 31 octobre 2007). Au 30 avril 2008, la Banque avait fourni 851 millions de dollars américains

de financement conformément aux modalités de ces concours de trésorerie. Nous ne sommes pas tenus de consolider cette entité de titrisation américaine des clients.

Entités de titrisation de la Banque

Nous utilisons des entités de titrisation de la Banque pour titriser nos prêts hypothécaires canadiens et nos prêts sur cartes de crédit canadiens, soit à des fins de gestion de capital, soit pour obtenir des sources de financement de substitution. Les actifs détenus par ces entités totalisaient 7 050 millions de dollars au 30 avril 2008 (6 552 millions au 31 octobre 2007). Nous ne sommes pas tenus de consolider les entités de titrisation de la Banque. Au 30 avril 2008, nous détenions du papier commercial émis par ces entités pour un montant de 133 millions de dollars (367 millions au 31 octobre 2007). Nous fournissons également un soutien de trésorerie aux entités de titrisation de la Banque correspondant à la valeur nominale du papier commercial en cours. Le montant contractuel global du soutien de trésorerie s'élevait à 5 100 millions de dollars au 30 avril 2008 et au 31 octobre 2007. Aucune somme n'était utilisée au 30 avril 2008 et au 31 octobre 2007. La juste valeur des instruments dérivés en cours avec ces entités et comptabilisés dans notre bilan consolidé était un actif dérivé de 63 millions de dollars au 30 avril 2008 (un passif dérivé de 52 millions au 31 octobre 2007).

Entités de gestion d'instruments de crédit

Les entités de gestion d'instruments de crédit offrent des possibilités d'investissement dans des portefeuilles de créances sur mesure et diversifiés dans plusieurs catégories d'actifs et de cotes. Nous détenons des droits dans des entités de gestion de placements structurés de premier ordre et nous agissons à titre de gestionnaire d'actifs. Les actifs qui sont détenus par ces entités totalisaient 10 634 millions de dollars, dont 49 millions en espèces, au 30 avril 2008 (actifs de 22 754 millions au 31 octobre 2007). Notre risque de perte est lié à nos investissements dans ces entités, aux contrats sur instruments dérivés que nous avons conclus avec elles et à un financement de premier rang que nous leur fournissons sous forme d'un concours de trésorerie afin de soutenir le remboursement de

billets de premier rang. Notre investissement dans les billets de capital des entités de gestion de placements structurés, qui est comptabilisé dans les titres disponibles à la vente inscrits à notre bilan consolidé, s'élevait à 10 millions de dollars au 30 avril 2008 (53 millions au 31 octobre 2007), déduction faite de dévaluations pour un montant de 23 millions de dollars pour le trimestre terminé le 30 avril 2008 et de 46 millions de dollars pour les six mois terminés le 30 avril 2008 (13 millions pour le trimestre terminé le 31 octobre 2007). Les sommes utilisées dans le cadre des concours de trésorerie fournis aux entités de gestion de placements structurés totalisaient 427 millions de dollars au 30 avril 2008 (aucune somme au 31 octobre 2007). Le montant de notre exposition au risque comprenait des facilités inutilisées de 9,6 milliards de dollars au 30 avril 2008 (221 millions au 31 octobre 2007). La juste valeur de nos contrats sur instruments dérivés conclus avec ces entités de gestion de placements structurés est comptabilisée dans notre bilan consolidé et représentait un actif dérivé de 1 million de dollars au 30 avril 2008 (un passif dérivé de 11 millions au 31 octobre 2007). Nous ne sommes pas tenus de consolider ces EDDV.

Entités à financement structuré

Nous facilitons le développement de produits de placement par des tiers, y compris de fonds communs de placement, de fiducies d'investissement à participation unitaire et d'autres fonds d'investissement qui visent les investisseurs individuels. Nous concluons des contrats sur instruments dérivés avec ces fonds afin de fournir aux investisseurs le degré de risque qu'ils désirent et couvrir notre risque lié à ces instruments dérivés en investissant dans d'autres fonds. Nous consolidons les EDDV lorsque notre participation nous expose à subir la majorité des pertes prévues et/ou nous donne la possibilité de bénéficier de la majorité des rendements résiduels prévus. Le total des actifs et notre risque de perte dans ces EDDV consolidées s'élevaient à 394 millions de dollars au 30 avril 2008 (440 millions au 31 octobre 2007). Les actifs détenus par ces EDDV dans lesquelles nous avons des droits variables importants mais que nous ne consolidons pas totalisaient 274 millions de dollars au 30 avril 2008 (353 millions au 31 octobre 2007). Notre risque de subir les pertes des EDDV relativement à cette activité se limite au montant de notre investissement, qui totalisait 76 millions de dollars au 30 avril 2008 (99 millions au 31 octobre 2007).

Nous soutenons également Apex/Sitka, une EDDV qui fournit aux détenteurs d'investissements dans des portefeuilles de créances une protection de crédit au moyen de swaps sur défaillance. Les actifs détenus par Apex/Sitka s'élevaient respectivement à 2 013 millions et 2 012 millions de dollars au 30 avril 2008 et au 31 octobre 2007. Au 30 avril 2008, notre risque de perte lié à Apex/Sitka comprenait des

Note 6 : Garanties

Dans le cours normal de nos activités, nous utilisons divers types de garanties, les principaux étant présentés ci-dessous :

Lettres de crédit de soutien et cautionnements bancaires

Les lettres de crédit de soutien et les cautionnements bancaires représentent notre engagement d'effectuer des paiements à un tiers pour le compte d'une autre partie, si cette dernière n'est pas en mesure d'effectuer les paiements requis ou d'exécuter d'autres engagements contractuels.

Le montant maximal à payer en vertu des lettres de crédit de soutien et des cautionnements bancaires était de 14 302 millions de dollars au 30 avril 2008 (12 395 millions au 31 octobre 2007). Les sûretés exigées relativement aux lettres de crédit de soutien et aux cautionnements bancaires sont conformes aux sûretés que nous exigeons pour les prêts.

investissements dans du papier commercial adossé à des actifs pour un montant de 436 millions de dollars (pour une valeur nominale de 530 millions de dollars), des garanties fournies à des tiers pour un montant de 144 millions de dollars, ainsi que des avances pour un montant de 200 millions de dollars versées dans le cadre d'une facilité de financement de premier rang, lesquelles ont été remboursées postérieurement au 30 avril 2008.

Postérieurement au 30 avril 2008, nous avons restructuré Apex/Sitka avec succès et transféré les swaps sur défaillance et la sûreté détenue dans Sitka à Apex Trust (Apex). Le papier commercial et les billets dans les deux fiducies ont été échangés pour des billets à moyen terme dans Apex dont les échéances se situent dans une fourchette d'environ 5 et 8 ans afin qu'elles correspondent mieux à la durée des positions dans Apex. Pour répondre aux appels de sûretés, une facilité de financement supplémentaire de premier rang sera fournie pour un montant de 1 130 millions de dollars, dont nous fournirons 1 030 millions de dollars. Après la restructuration, notre risque total lié à Apex comprendra des billets à moyen terme pour un montant approximatif de 815 millions de dollars et une facilité de financement de premier rang pour un montant approximatif de 1 030 millions de dollars.

La Banque ne considère pas que l'achat des billets à moyen terme, fait en mai 2008, laisse entendre ou indique qu'elle a l'intention de fournir un soutien à d'autres détenteurs de billets à moyen terme. Au contraire, cet achat était un événement unique et isolé, dans le cadre de la restructuration de Apex. Nous n'avons pas l'intention d'acheter d'autres billets à moyen terme de Apex, et nous n'avons pas non plus l'intention de rembourser aux autres détenteurs de billets à moyen terme les pertes qu'ils pourraient subir. Notre investissement dans les billets à moyen terme de 815 millions de dollars ne doit pas être considéré comme un engagement de notre part à fournir un soutien subordonné additionnel à Apex. Nous ne sommes pas tenus de consolider Apex.

Fiducies de capital

La fiducie BMO Covered Bond Trust (CB Trust) a été créée en 2007 pour garantir les paiements dus aux détenteurs des obligations couvertes BMO émises par la Banque, pour un montant de 1 milliard d'euros, au cours du premier trimestre de 2008. La garantie est assurée par les actifs de CB Trust. La fiducie CB Trust est une EDDV que nous sommes tenus de consolider puisque notre participation nous expose à subir la majorité des pertes prévues et nous donne la possibilité de bénéficier de la majorité des rendements résiduels prévus. Au 30 avril 2008, les actifs de cette entité étaient constitués de prêts hypothécaires à l'habitation pour un montant de 6,5 milliards de dollars et d'espèces pour un montant de 196 millions de dollars.

Au 30 avril 2008 et au 31 octobre 2007, aucun montant n'était inclus dans notre bilan consolidé relativement à ces lettres de crédit de soutien et cautionnements bancaires.

Concours de trésorerie

Les concours de trésorerie sont fournis à des programmes de papier commercial adossé à des actifs, qui sont administrés par nous ou par des tiers ainsi qu'à nos entités de gestion d'instruments de crédit. Les concours de trésorerie constituent une source de financement de substitution pour les programmes en question lorsque ceux-ci ne peuvent accéder aux marchés du papier commercial adossé à des actifs ou, dans certaines circonstances particulières, lorsque les actifs financiers détenus par ces programmes n'atteignent pas les objectifs de rendement prédéterminés. Les modalités des concours de trésorerie ne nous obligent pas à avancer des sommes aux

programmes en question en cas de faillite de l'emprunteur. La durée des concours de trésorerie ne dépasse habituellement pas une année, mais elle peut être de plusieurs années. Les concours de trésorerie inutilisés totalisaient 41 399 millions de dollars au 30 avril 2008 (38 466 millions au 31 octobre 2007). Au 30 avril 2008, 1 286 millions de dollars étaient utilisés (16 millions au 31 octobre 2007) conformément aux modalités de ces concours de trésorerie, dont 1 285 millions de dollars avaient trait aux EDDV dont traite la note 5.

Facilités de soutien au crédit

Lorsque les conditions le justifient, nous fournissons des facilités de soutien partiel au crédit pour des transactions effectuées dans le

Note 7 : Acquisitions

Merchants and Manufacturers Bancorporation, Inc.

Le 29 février 2008, nous avons conclu l'acquisition de Merchants and Manufacturers Bancorporation, Inc. (Merchants and Manufacturers), pour une somme totale de 135 millions de dollars en espèces. Les résultats d'exploitation de Merchants and Manufacturers ont été intégrés à nos états financiers consolidés à compter de cette date. L'acquisition de Merchants and Manufacturers nous donnera la possibilité d'étendre notre réseau de succursales bancaires au Wisconsin. Dans le cadre de cette transaction, nous avons acquis des dépôts de base qui constituent un actif incorporel, lequel fera l'objet d'un amortissement accéléré sur une période ne dépassant pas dix ans. L'écart d'acquisition relatif à cette transaction n'est pas déductible à des fins fiscales. Merchants and Manufacturers fait partie de notre unité d'exploitation Services bancaires Particuliers et entreprises – États-Unis.

Ozaukee Bank

Le 29 février 2008, nous avons conclu l'acquisition de Ozaukee Bank (Ozaukee), banque locale du Wisconsin, en contrepartie de 3 283 190 actions de la Banque de Montréal d'une valeur de marché de 54,97 \$ l'action, soit une somme totale de 180 millions de dollars. Les résultats d'exploitation de Ozaukee ont été intégrés à nos états financiers consolidés à compter de cette date. L'acquisition de Ozaukee nous donnera la possibilité d'étendre notre réseau de succursales bancaires au Wisconsin. Dans le cadre de cette transaction, nous avons acquis des dépôts de base qui constituent un actif incorporel, lequel fera l'objet d'un amortissement accéléré sur une période ne dépassant pas dix ans. L'écart d'acquisition relatif à cette transaction n'est pas déductible à des fins fiscales. Ozaukee fait partie de notre unité d'exploitation Services bancaires Particuliers et entreprises – États-Unis.

Pyrford International plc

Le 14 décembre 2007, nous avons conclu l'acquisition de Pyrford International plc (Pyrford), un gestionnaire d'actif de Londres, (Royaume-Uni), pour une somme totale de 41 millions de dollars en espèces et une contrepartie conditionnelle maximale de 10 millions de dollars versée en fonction de notre rétention des actifs sous gestion, pendant un an après la date de conclusion. Les résultats d'exploitation de Pyrford ont été intégrés à nos états financiers consolidés à compter de cette date. L'acquisition de Pyrford nous donnera la possibilité d'étendre nos capacités en matière de gestion d'investissements à l'extérieur de l'Amérique du Nord. Dans le cadre de cette transaction, nous avons acquis des relations d'affaires qui constituent un actif incorporel, lequel sera amorti selon la méthode de l'amortissement linéaire sur une période ne dépassant pas 15 ans.

cadre de programmes de papier commercial adossé à des actifs qui sont administrés par nous ou par des tiers. Les concours de trésorerie comprenaient, au 30 avril 2008, un montant de 4 310 millions de dollars relié aux facilités de soutien au crédit (5 449 millions au 31 octobre 2007). Le soutien au crédit est aussi fourni sous la forme de lettres de crédit; aucun montant n'était inclus dans des lettres de crédit de soutien et cautionnements bancaires au 30 avril 2008 et au 31 octobre 2007. La durée des facilités de soutien ne dépasse habituellement pas une année, mais elle peut être de plusieurs années.

L'écart d'acquisition relatif à cette transaction n'est pas déductible à des fins fiscales. Pyrford fait partie de notre groupe d'exploitation Gestion privée.

First National Bank & Trust

Le 4 janvier 2007, nous avons conclu l'acquisition de la First National Bank & Trust (First National) pour une somme totale de 345 millions de dollars en espèces. Les résultats d'exploitation de First National ont été intégrés à nos états financiers consolidés à compter de cette date. L'acquisition de First National nous donne la possibilité d'étendre nos services bancaires dans la région d'Indianapolis, (Indiana). Dans le cadre de cette transaction, nous avons acquis des dépôts de base qui constituent un actif incorporel, lequel fera l'objet d'un amortissement accéléré sur une période ne dépassant pas dix ans. L'écart d'acquisition relatif à cette transaction est déductible à des fins fiscales. First National fait partie de notre unité d'exploitation Services bancaires Particuliers et entreprises – États-Unis.

bcpbank Canada

Le 4 décembre 2006, nous avons conclu l'acquisition de bcpbank Canada, une banque à charte à service complet, pour une somme totale de 41 millions de dollars en espèces. Les résultats d'exploitation de bcpbank Canada ont été intégrés à nos états financiers consolidés à compter de cette date. L'acquisition de bcpbank Canada nous permet d'étendre notre réseau de succursales et d'offrir à nos clients un accès accru à nos services bancaires dans toute la région du Grand Toronto. Dans le cadre de cette transaction, nous avons acquis des dépôts de base qui constituent un actif incorporel, lequel fera l'objet d'un amortissement accéléré sur dix ans. L'écart d'acquisition relatif à cette transaction n'est pas déductible à des fins fiscales. bcpbank Canada fait partie de notre unité d'exploitation Services bancaires Particuliers et entreprises – Canada.

Acquisitions futures

Le 21 avril 2008, nous avons annoncé la conclusion d'une entente finale visant l'acquisition de Griffin, Kubik, Stephens & Thompson Inc. (GKST), une société de Chicago, pour une somme totale d'environ 33 millions de dollars en espèces. La somme exacte sera établie après ajustement postérieur à la conclusion de la transaction, en fonction de l'avoir net des actionnaires. Cette acquisition a été conclue le 1^{er} mai 2008 et sera comptabilisée dans nos états financiers consolidés comme une acquisition d'entreprise. GKST fera partie de notre groupe d'exploitation BMO Marchés des capitaux.

Le tableau ci-dessous résume les justes valeurs estimatives des actifs acquis et des passifs pris en charge à la date de l'acquisition :

(en millions de dollars canadiens)	30 avril 2008			31 octobre 2007	
	Merchants and Manufacturers	Ozaukee	Pyrford	First National	bcpbank Canada
Encaisse	47 \$	51 \$	1 \$	110 \$	47 \$
Valeurs mobilières	134	115	-	317	23
Prêts	1 021	517	-	1 009	293
Bureaux et matériel	31	8	1	30	9
Écarts d'acquisition	79	122	7	175	13
Actif incorporel (dépôts de base/rerelations d'affaires)	39	24	30	37	5
Actifs divers	15	14	4	52	2
Total de l'actif	1 366	851	43	1 730	392
Dépôts	1 029	584	-	1 375	339
Passifs divers	202	87	2	10	12
Total du passif	1 231	671	2	1 385	351
Prix d'achat	135 \$	180 \$	41 \$	345 \$	41 \$

La répartition du prix d'achat de Merchants and Manufacturers, Ozaukee et Pyrford est susceptible d'être établie de façon plus précise au terme de l'évaluation des actifs acquis et des passifs pris en charge.

Note 8: Rémunération du personnel

Options sur actions

Au cours des six mois terminés le 30 avril 2008, nous avons attribué un total de 1 404 213 options sur actions. La moyenne pondérée de la juste valeur de ces options était de 8,25 \$ l'option et elle a été déterminée au moyen d'un modèle trinomial d'évaluation d'options, en nous fondant sur les moyennes pondérées suivantes des hypothèses retenues :

Pour les options accordées au cours des six mois terminés le 30 avril 2008

Rendement prévu des actions	4,0 %
Volatilité prévue du cours des actions	19,4 %
Taux de rendement sans risque	4,1 %
Période prévue jusqu'à l'exercice	7,4 ans

Charges liées aux prestations de retraite et aux autres avantages sociaux futurs

Le tableau ci-dessous résume les charges liées aux prestations de retraite et aux autres avantages sociaux futurs que nous avons comptabilisées dans notre état consolidé des résultats :

(en millions de dollars canadiens)	Régimes de retraite		Autres avantages sociaux futurs	
	Pour les trois mois terminés le		Pour les trois mois terminés le	
	30 avril 2008	30 avril 2007	30 avril 2008	30 avril 2007
Prestations constituées par les employés	46 \$	39 \$	5 \$	6 \$
Frais d'intérêts sur l'obligation au titre des prestations constituées	56	55	12	13
Perte actuarielle constatée dans la charge	2	14	3	4
Amortissement du coût des modifications aux régimes	3	3	(2)	(2)
Rendement prévu des actifs des régimes	(73)	(70)	(2)	(2)
Charge liée aux prestations constituées	34	41	16	19
Charge liée au Régime de pensions du Canada et au Régime de rentes du Québec	18	17	-	-
Charge liée aux régimes à cotisations déterminées	4	4	-	-
Total des charges liées aux prestations de retraite et aux autres avantages sociaux futurs	56 \$	62 \$	16 \$	19 \$

(en millions de dollars canadiens)	Régimes de retraite		Autres avantages sociaux futurs	
	Pour les six mois terminés le		Pour les six mois terminés le	
	30 avril 2008	30 avril 2007	30 avril 2008	30 avril 2007
Prestations constituées par les employés	80 \$	79 \$	10 \$	11 \$
Frais d'intérêts sur l'obligation au titre des prestations constituées	114	110	25	25
Perte actuarielle constatée dans la charge	6	30	6	8
Amortissement du coût des modifications aux régimes	5	5	(3)	(3)
Rendement prévu des actifs des régimes	(145)	(139)	(3)	(3)
Charge liée aux prestations constituées	60	85	35	38
Charge liée au Régime de pensions du Canada et au Régime de rentes du Québec	32	30	-	-
Charge liée aux régimes à cotisations déterminées	7	8	-	-
Total des charges liées aux prestations de retraite et aux autres avantages sociaux futurs	99 \$	123 \$	35 \$	38 \$

Note 9 : Charge de restructuration

Le tableau ci-dessous présente l'évolution de notre charge de restructuration :

(en millions de dollars canadiens)	Charges liées aux indemnités de licenciement	Charges liées à des locaux	Autres	Total
Exercice terminé le 31 octobre 2007				
Solde d'ouverture	117 \$	11 \$	7 \$	135 \$
Somme payée au cours de l'exercice	(46)	(10)	(7)	(63)
Reprise au cours de l'exercice	(15)	(1)	-	(16)
Charge supplémentaire au cours de l'exercice	40	-	-	40
Solde au 31 octobre 2007	96	-	-	96
Somme payée au cours du	(12)	-	-	(12)
Solde au 31 janvier 2008	84	-	-	84
Somme payée au cours du	(12)	-	-	(12)
Solde au 30 avril 2008	72 \$	- \$	- \$	72 \$

Note 10 : Dette subordonnée

Au cours du trimestre terminé le 30 avril 2008, nous avons émis des billets subordonnés d'une valeur de 900 millions de dollars dans le cadre de notre programme canadien de billets à moyen terme. Ces billets à moyen terme de série F, première tranche, arriveront à échéance en mars 2023. Ces billets portent intérêt au taux fixe de 6,17 % (intérêts versés semestriellement) jusqu'au 28 mars 2018 et, par la suite, à un taux variable égal au taux des acceptations bancaires de trois mois majoré de 2,50 % (intérêts versés trimestriellement) jusqu'à l'échéance.

Note 11 : Capital-actions

Au cours du trimestre terminé le 30 avril 2008, nous avons émis 10 000 000 d'actions privilégiées perpétuelles de catégorie B à dividende non cumulatif, série 15, portant intérêt au taux de 5,8 %, au prix de 25 \$ l'action, le prix d'émission global étant de 250 millions de dollars.

Au cours des six mois terminés le 30 avril 2007, nous avons émis 14 000 000 d'actions privilégiées perpétuelles de catégorie B à dividende non cumulatif, série 13, portant intérêt au taux de 4,5 %, au prix de 25 \$ l'action, le prix d'émission global étant de 350 millions de dollars.

Au cours du trimestre terminé le 30 avril 2008, nous n'avons pas racheté d'actions ordinaires. Au cours du trimestre terminé le

Capital-actions en circulation a)

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	30 avril 2008		
	Nombre d'actions	Montant	Convertibles en...
Actions privilégiées classées dans le passif			
Catégorie B - Série 6	10 000 000	250 \$	actions ordinaires b)
		250	
Actions privilégiées classées dans les capitaux propres			
Catégorie B - Série 5	8 000 000	200	-
Catégorie B - Série 10 c)	12 000 000	396	actions ordinaires b)
Catégorie B - Série 13	14 000 000	350	-
Catégorie B - Série 14	10 000 000	250	-
Catégorie B - Série 15	10 000 000	250	-
Actions ordinaires	503 434 651	1 446 4 668	-
Capital-actions		6 114 \$	
Options émises en vertu du régime d'options sur actions		s.o.	21 439 528 actions ordinaires

a) Pour de plus amples renseignements, se reporter aux notes 21 et 22 afférentes à nos états financiers consolidés de l'exercice terminé le 31 octobre 2007, aux pages 121 à 124 de notre Rapport annuel 2007.

b) Le nombre d'actions pouvant être émises en vertu de la conversion ne peut être déterminé avant la date de la conversion.

Au cours du trimestre terminé le 30 avril 2008, nous avons racheté tous nos billets à moyen terme de série A, deuxième tranche, portant intérêt à un taux de 5,75 % et arrivant à échéance en 2013, d'une valeur totale de 150 millions de dollars. Ces billets ont été rachetés à un prix de rachat correspondant à 100 % du montant du capital, majoré de l'intérêt couru impayé à la date du rachat.

Au cours du trimestre terminé le 30 avril 2007, nos billets à 7,80 %, d'une valeur de 300 millions de dollars américains, sont arrivés à échéance.

30 avril 2007, nous avons racheté 2 210 500 actions ordinaires au prix moyen de 70,75 \$ l'action, pour une somme totale de 156 millions de dollars. Au cours des six mois terminés le 30 avril 2008, nous n'avons pas racheté d'actions ordinaires. Au cours des six mois terminés le 30 avril 2007, nous avons racheté 3 405 400 actions ordinaires au prix moyen de 70,16 \$ l'action, pour une somme totale de 238 millions de dollars.

Nous avons racheté 27 800 actions ordinaires en vertu de l'offre publique de rachat dans le cours normal de nos activités qui arrive à échéance le 5 septembre 2008 et qui nous autorise à racheter un maximum de 25 000 000 d'actions ordinaires.

c) Valeur nominale de 300 millions de dollars américains.

s.o - sans objet

Note 12 : Gestion du capital

Notre cadre de gestion du capital est conçu pour maintenir un niveau de capital qui respecte les ratios cibles établis par l'organisme qui réglemente nos activités, le Bureau du surintendant des institutions financières du Canada, correspond à notre évaluation interne du capital nécessaire, permet d'atteindre les cotes de crédit cibles, assure le financement des stratégies de nos groupes d'exploitation et accroît la valeur à long terme pour les actionnaires.

Nos politiques et processus de gestion du capital, ainsi que la nature de notre capital, sont présentés dans la section Gestion globale du capital de notre Rapport de gestion, à la page 57 de notre Rapport annuel 2007.

Note 13 : Gestion des risques

Nous avons recours à une méthode globale pour constater, mesurer, surveiller et gérer les risques auxquels nous devons faire face à l'échelle de l'organisation. Les principaux risques liés aux instruments financiers sont le risque de crédit et de contrepartie, le risque de marché et le risque de liquidité et de financement.

Risque de crédit et de contrepartie

Nous sommes exposés au risque de crédit découlant de la possibilité que des contreparties ne s'acquittent pas de leurs obligations financières envers nous. Il s'agit du plus important risque mesurable auquel nous devons faire face. Nos pratiques de gestion et principales mesures des risques sont exposées dans notre Rapport de gestion, aux pages 67 et 68 de notre Rapport annuel 2007. Les principales mesures au 30 avril 2008 sont exposées dans la section Gestion des risques, aux pages 11 et 13 de notre Rapport de gestion inclus dans le présent Rapport aux actionnaires pour le deuxième trimestre.

Risque de marché et risque de liquidité et de financement

Le risque de marché représente le risque d'incidence négative, sur le bilan ou l'état des résultats, de fluctuations défavorables de la valeur des instruments financiers à la suite d'une variation de certains paramètres du marché, notamment : les taux d'intérêt, les taux de change, le cours des actions et le prix des produits de base, et leur volatilité implicite, ainsi que les écarts de taux de crédit, la migration du crédit et les défaillances. Nous sommes exposés au risque de marché en raison de nos activités de négociation et de prise ferme, ainsi que de nos activités bancaires structurelles.

(en millions de dollars canadiens)

	Moins de 1 an	1 à 3 ans	4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance fixe	Total
Dépôts	115 190 \$	22 563 \$	9 661 \$	4 281 \$	86 106 \$	237 801 \$
Dettes subordonnées 1)	421	879	554	6 666	-	8 520
Titres d'une fiducie de capital	-	750	400	1 050	-	2 200
Actions privilégiées classées dans le passif	250	-	-	-	-	250
Autres passifs financiers 1)	38 945	281	223	2 829	44	42 322
Crédits fermes	47 147	22 123	19 305	1 266	-	89 841
Total	201 953 \$	46 596 \$	30 143 \$	16 092 \$	86 150 \$	380 934 \$

1) Comprend les versements d'intérêts.

Depuis le 1^{er} novembre 2007, un nouveau cadre réglementaire de gestion du capital s'applique au Canada. Ce nouveau cadre, le Nouvel accord de Bâle (« Bâle II »), a remplacé le précédent Accord de Bâle I qui avait été en vigueur au cours des 20 dernières années. Il établit des exigences relatives au capital réglementaire qui sont plus sensibles au profil de risque d'une banque.

Au 30 avril 2008, nous avons atteint nos cibles en matière de capital. La situation de notre capital au 30 avril 2008 est exposée en détail dans la section Gestion du capital, à la page 16 de notre Rapport de gestion inclus dans le présent Rapport aux actionnaires pour le deuxième trimestre.

Le risque de liquidité et de financement désigne la possibilité de subir une perte si nous ne sommes pas en mesure de respecter nos engagements financiers en temps opportun et à des prix raisonnables lorsqu'ils arrivent à échéance. Notre politique consiste à nous assurer de toujours disposer d'actifs liquides et d'une capacité de financement suffisants pour faire face à nos engagements financiers, y compris les obligations envers les déposants et les fournisseurs, ainsi que les engagements au titre d'emprunts, d'investissements et de nantissements, même en période de crise. La gestion du risque de liquidité et de financement est essentielle pour assurer le maintien de la confiance des déposants et la stabilité du revenu net.

Notre cadre de gestion à l'égard du risque de marché et du risque de liquidité et de financement ainsi que ses principales mesures à l'égard de ces risques sont exposés aux pages 68 à 71 de notre Rapport annuel 2007. Les principales mesures au 30 avril 2008 sont exposées dans la section Gestion des risques, aux pages 11 et 13 de notre Rapport de gestion inclus dans le présent Rapport aux actionnaires pour le deuxième trimestre.

Les passifs financiers sont constitués de passifs liés aux activités de négociation et de passifs liés à des activités autres que de négociation. Comme les passifs compris dans les portefeuilles de négociation sont généralement détenus pour de courtes périodes, ils ne sont pas inclus dans le tableau ci-dessous. Le tableau ci-dessous présente les échéances contractuelles des passifs liés à des activités autres que de négociation au 30 avril 2008 :

Note 14 : Principes comptables généralement reconnus des États-Unis

Le tableau suivant présente les conséquences qu'aurait eues l'établissement de nos états financiers consolidés selon les PCGR des États-Unis :

(en millions de dollars canadiens, sauf le résultat par action)

	Pour les trois mois terminés le		Pour les six mois terminés le	
	30 avril 2008	30 avril 2007	30 avril 2008	30 avril 2007
Revenu net – selon les PCGR du Canada	642 \$	671 \$	897 \$	1 019 \$
Ajustements relatifs aux PCGR des États-Unis	13	(12)	18	(24)
Revenu net – selon les PCGR des États-Unis	655 \$	659 \$	915 \$	995 \$
Résultat par action				
De base – selon les PCGR du Canada	1,25 \$	1,31 \$	1,73 \$	1,99 \$
De base – selon les PCGR des États-Unis	1,28	1,29	1,77	1,94
Dilué – selon les PCGR du Canada	1,25	1,29	1,72	1,96
Dilué – selon les PCGR des États-Unis	1,27	1,27	1,75	1,91

Option de la juste valeur

Au cours du trimestre terminé le 31 janvier 2008, nous avons adopté la nouvelle norme comptable américaine qui permet l'option de présenter certains actifs et passifs financiers choisis à la juste valeur et qui établit de nouvelles exigences quant aux informations à fournir

sur les actifs et les passifs qui font l'objet de l'option de la juste valeur. La nouvelle norme a supprimé cette différence entre les PCGR du Canada et des États-Unis.

Note 15 : Segmentation opérationnelle et géographique

Groupes d'exploitation

Nous exerçons nos activités par l'entremise de groupes d'exploitation, chacun de ces groupes ayant un mandat distinct. Nous déterminons nos groupes d'exploitation d'après notre structure de gestion et, par conséquent, il se peut que nos groupes et les résultats qui leur sont attribués ne puissent pas être comparés à ceux d'autres entreprises de services financiers. Nous évaluons les résultats de nos groupes en utilisant des mesures comme le revenu net, la croissance du revenu, le rendement des capitaux propres, le profit économique net et le ratio des frais autres que d'intérêts au revenu (ou ratio de productivité), ainsi que le levier d'exploitation avant amortissement.

Services bancaires Particuliers et entreprises

Les Services bancaires Particuliers et entreprises (Services bancaires PE) sont constitués de deux unités d'exploitation : Services bancaires Particuliers et entreprises – Canada et Services bancaires Particuliers et entreprises – États-Unis.

Services bancaires Particuliers et entreprises – Canada

Les Services bancaires Particuliers et entreprises – Canada (PE Canada) offrent une gamme complète de produits et services aux particuliers et aux entreprises, notamment en matière de services bancaires courants, de financement, d'investissement, de cartes de crédit et d'assurance, de même qu'un éventail complet de produits aux entreprises, de produits liés aux marchés financiers et de services-conseils, le tout par l'entremise d'un réseau de distribution comprenant des succursales, des services bancaires par téléphone et en ligne, des spécialistes en prêts hypothécaires et des guichets automatiques.

Services bancaires Particuliers et entreprises – États-Unis

Les Services bancaires Particuliers et entreprises – États-Unis (PE États-Unis) offrent une gamme complète de produits et services aux particuliers et aux entreprises de marchés de choix du Midwest américain, par l'intermédiaire de succursales et de circuits de services bancaires en direct comme les services bancaires par téléphone, les services bancaires en ligne et un réseau de guichets automatiques.

Groupe Gestion privée

Le groupe Gestion privée (groupe GP) réunit tous nos services de gestion de patrimoine. Le groupe GP, qui exerce ses activités sous les marques BMO au Canada et Harris aux États-Unis, sert une grande diversité de segments de clientèle, qui vont du marché grand public aux clients à valeur nette très élevée en passant par certains segments choisis de clients institutionnels. Nous offrons à notre clientèle une vaste gamme de produits et services de gestion de patrimoine, notamment des services de courtage traditionnels et en ligne au Canada, et des services de gestion privée et des produits de placement au Canada et aux États-Unis.

BMO Marchés des capitaux

BMO Marchés des capitaux (BMO MC) englobe tous nos secteurs d'activité qui offrent des services aux grandes entreprises, aux institutions et aux administrations publiques. Au Canada et aux États-Unis, BMO MC est présent dans un large éventail de secteurs. Ce groupe compte également des clients au Royaume-Uni, en Europe, en Asie et en Australie. Il offre à sa clientèle une gamme complète de services financiers, notamment en matière de prise ferme de titres d'emprunt et de participation, de crédit aux grandes entreprises, de financement de projets, de services-conseils liés aux fusions et acquisitions, de banques d'affaires, de titrisation, de gestion de trésorerie, de gestion du risque de marché, de recherche sur titres d'emprunt et de participation, ainsi que de vente et de négociation de titres institutionnels.

Services d'entreprise

Les Services d'entreprise comprennent les unités fonctionnelles qui offrent une expertise et un soutien en matière de gouvernance dans des domaines tels que la planification stratégique, le droit, les finances, la vérification interne, la gestion des risques, les communications, l'économie, le marketing d'entreprise, les ressources humaines et l'apprentissage. Les résultats d'exploitation comprennent les revenus et les frais liés à certaines activités de titrisation, aux opérations de couverture visant les revenus de sources étrangères et aux activités relevant de la gestion de certains postes du bilan et de la structure globale de l'actif et du passif.

L'unité Technologie et opérations (T&O) nous assure des services de gestion, de soutien et de gouvernance en matière de technologie de l'information, d'opérations immobilières, de services d'exploitation et d'impartition. T&O axe ses efforts sur les priorités liées à la qualité et à l'efficacité établies à l'échelle de l'organisation afin d'offrir aux clients une expérience exceptionnelle.

Aux fins de la communication de l'information financière, les résultats d'exploitation de T&O sont inclus dans ceux des Services d'entreprise. Cependant, les coûts des services de T&O sont transférés aux trois groupes d'exploitation. Par conséquent, les résultats des Services d'entreprise reflètent en grande partie les activités décrites plus haut.

Les données des Services d'entreprise comprennent également les frais et les revenus résiduels représentant l'écart entre les montants réellement gagnés ou engagés et les montants affectés à chaque groupe d'exploitation.

Normes de présentation

La présentation des résultats de nos groupes d'exploitation est fondée sur nos systèmes internes de communication de l'information financière. Les conventions comptables utilisées par ces groupes sont généralement conformes à celles qui sont utilisées dans la préparation des états financiers consolidés, tel que nous l'expliquons à la note 1. Les différences notables dans les mesures comptables sont le rajustement sur une base d'imposition comparable et la dotation à la provision pour pertes sur créances, qui sont expliqués ci-dessous.

Base d'imposition comparable

Nous analysons le revenu net d'intérêts sur une base d'imposition comparable (bic) par groupe d'exploitation. Cette base comprend un rajustement qui augmente les revenus calculés selon les PCGR et la provision pour impôts sur les bénéfices établie selon les PCGR d'un montant qui porterait les revenus tirés de certains titres exonérés d'impôt à un niveau auquel ces revenus seraient assujettis à l'impôt, au taux d'imposition prévu par la loi.

L'analyse sur une base d'imposition comparable neutralise l'incidence des placements effectués dans des titres exonérés d'impôt ou assortis d'avantages fiscaux plutôt que dans des titres entièrement imposables et aux rendements plus élevés. Elle atténue les distorsions du revenu net d'intérêts liées au choix de placements assortis d'avantages fiscaux ou imposables.

Dotations à la provision pour pertes sur créances

Les dotations à la provision pour pertes sur créances sont généralement établies à l'égard de chaque groupe en fonction des pertes prévues pour chacun des groupes au cours d'un cycle économique. Les écarts entre les dotations pour pertes prévues et les dotations exigées en vertu des PCGR sont attribués aux Services d'entreprise.

Répartitions intergroupes

Diverses méthodes d'estimation et de répartition sont utilisées dans la préparation de l'information financière concernant les groupes d'exploitation. Nous attribuons les frais directement liés à la production de revenus aux groupes qui ont obtenu ces revenus. Les frais qui ne sont pas directement liés à la production de revenus, comme les frais généraux, sont répartis entre les groupes d'exploitation selon des formules de répartition appliquées de manière uniforme. Le revenu net d'intérêts des groupes d'exploitation reflète la répartition interne des charges et des crédits attribués aux actifs, aux passifs et au capital des groupes, aux taux du marché, compte tenu des échéances et des devises appropriées. La compensation de l'incidence nette de ces charges et crédits est reflétée dans les résultats des Services d'entreprise.

Information géographique

Nous exerçons nos activités principalement au Canada et aux États-Unis mais aussi au Royaume-Uni, en Europe, dans les Caraïbes et en Asie, régions qui sont regroupées sous le poste Autres pays. Nous répartissons nos résultats par région selon l'emplacement du groupe responsable de la gestion des actifs, des passifs, des revenus et des frais y afférents, sauf pour ce qui est de la dotation consolidée à la provision pour pertes sur créances, qui est répartie en fonction du pays où le risque ultime est assumé.

Le tableau ci-dessous présente nos résultats et notre actif moyen répartis par unité d'exploitation :
(en millions de dollars canadiens)

	PE Canada	PE États-Unis	Groupe GP	BMO MC	Services d'entreprise 1) (selon les PCGR)	Total (selon les PCGR)
Pour les trois mois terminés le 30 avril 2008 2)						
Revenu net d'intérêts	786 \$	172 \$	165 \$	234 \$	(183) \$	1 174 \$
Revenu autre que d'intérêts	433	84	345	451	133	1 446
Revenu total	1 219	256	510	685	(50)	2 620
Dotation à la provision pour pertes sur créances	82	10	1	29	29	151
Frais autres que d'intérêts	657	199	348	441	35	1 680
Revenu avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	480	47	161	215	(114)	789
Impôts sur les bénéficiaires	149	17	52	33	(123)	128
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	-	-	-	-	19	19
Revenu net	331 \$	30 \$	109 \$	182 \$	(10) \$	642 \$
Actif moyen	124 694 \$	25 481 \$	8 024 \$	231 812 \$	4 058 \$	394 069 \$
Écarts d'acquisition (au)	104 \$	876 \$	323 \$	93 \$	2 \$	1 398 \$
Pour les trois terminés le 30 avril 2007 2)						
Revenu net d'intérêts	735 \$	191 \$	153 \$	256 \$	(131) \$	1 204 \$
Revenu autre que d'intérêts	473	46	365	395	45	1 324
Revenu total	1 208	237	518	651	(86)	2 528
Dotation à la provision pour pertes sur créances	81	9	-	19	(50)	59
Frais autres que d'intérêts	648	183	364	397	22	1 614
Revenu avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	479	45	154	235	(58)	855
Impôts sur les bénéficiaires	152	16	55	38	(96)	165
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	-	-	-	-	19	19
Revenu net	327 \$	29 \$	99 \$	197 \$	19 \$	671 \$
Actif moyen	117 777 \$	24 830 \$	6 884 \$	204 411 \$	3 642 \$	357 544 \$
Écarts d'acquisition (au)	99 \$	732 \$	323 \$	96 \$	2 \$	1 252 \$
Pour les six mois terminés le 30 avril 2008 2)						
Revenu net d'intérêts	1 579 \$	339 \$	320 \$	537 \$	(387) \$	2 388 \$
Revenu autre que d'intérêts	851	132	709	414	152	2 258
Revenu total	2 430	471	1 029	951	(235)	4 646
Dotation à la provision pour pertes sur créances	165	19	2	58	137	381
Frais autres que d'intérêts	1 352	365	716	824	37	3 294
Revenu avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	913	87	311	69	(409)	971
Impôts sur les bénéficiaires	280	31	104	(79)	(299)	37
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	-	-	-	-	37	37
Revenu net	633 \$	56 \$	207 \$	148 \$	(147) \$	897 \$
Actif moyen	124 033 \$	24 836 \$	7 939 \$	232 408 \$	3 483 \$	392 699 \$
Écarts d'acquisition (au)	104 \$	876 \$	323 \$	93 \$	2 \$	1 398 \$
Pour les six mois terminés le 30 avril 2007 2)						
Revenu net d'intérêts	1 495 \$	377 \$	304 \$	488 \$	(264) \$	2 400 \$
Revenu autre que d'intérêts	879	88	720	370	137	2 194
Revenu total	2 374	465	1 024	858	(127)	4 594
Dotation à la provision pour pertes sur créances	161	18	1	39	(108)	111
Frais autres que d'intérêts	1 290	357	728	727	185	3 287
Revenu avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	923	90	295	92	(204)	1 196
Impôts sur les bénéficiaires	299	32	105	(85)	(212)	139
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	-	-	-	-	38	38
Revenu net	624 \$	58 \$	190 \$	177 \$	(30) \$	1 019 \$
Actif moyen	117 446 \$	24 159 \$	6 923 \$	198 495 \$	3 351 \$	350 374 \$
Écarts d'acquisition (au)	99 \$	732 \$	323 \$	96 \$	2 \$	1 252 \$

1) Les Services d'entreprise comprennent l'unité Technologie et opérations.

2) Les données des groupes d'exploitation sont présentées sur une base d'imposition comparable - voir la section Normes de présentation.

Les données des périodes antérieures ont été retraitées afin de tenir compte des changements apportés, au cours de la période à l'étude, à la structure organisationnelle et au mode de présentation.

Le tableau ci-dessous présente nos résultats et notre actif moyen répartis par région :
(en millions de dollars canadiens)

Pour les trois mois terminés le 30 avril 2008	Canada	États-Unis	Autres pays	Total
Revenu net d'intérêts	851 \$	247 \$	76 \$	1 174 \$
Revenu autre que d'intérêts	1 155	287	4	1 446
Revenu total	2 006	534	80	2 620
Dotation à la provision pour pertes sur créances	79	73	(1)	151
Frais autres que d'intérêts	1 241	397	42	1 680
Revenu avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	686	64	39	789
Impôts sur les bénéfices	134	1	(7)	128
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	15	4	-	19
Revenu net	537 \$	59 \$	46 \$	642 \$
Actif moyen	233 857 \$	128 427 \$	31 785 \$	394 069 \$
Écarts d'acquisition (au)	421 \$	970 \$	7 \$	1 398 \$
Pour les trois terminés le 30 avril 2007	Canada	États-Unis	Autres pays	Total
Revenu net d'intérêts	876 \$	249 \$	79 \$	1 204 \$
Revenu autre que d'intérêts	1 061	189	74	1 324
Revenu total	1 937	438	153	2 528
Dotation à la provision pour pertes sur créances	60	3	(4)	59
Frais autres que d'intérêts	1 149	421	44	1 614
Revenu avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	728	14	113	855
Impôts sur les bénéfices	150	(4)	19	165
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	13	6	-	19
Revenu net	565 \$	12 \$	94 \$	671 \$
Actif moyen	208 458 \$	115 547 \$	33 539 \$	357 544 \$
Écarts d'acquisition (au)	417 \$	835 \$	- \$	1 252 \$
Pour les six mois terminés le 30 avril 2008	Canada	États-Unis	Autres pays	Total
Revenu net d'intérêts	1 758 \$	460 \$	170 \$	2 388 \$
Revenu autre que d'intérêts	1 746	576	(64)	2 258
Revenu total	3 504	1 036	106	4 646
Dotation à la provision pour pertes sur créances	153	221	7	381
Frais autres que d'intérêts	2 391	811	92	3 294
Revenu avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	960	4	7	971
Impôts sur les bénéfices	143	(47)	(59)	37
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	28	9	-	37
Revenu net	789 \$	42 \$	66 \$	897 \$
Actif moyen	235 054 \$	125 475 \$	32 170 \$	392 699 \$
Écarts d'acquisition (au)	421 \$	970 \$	7 \$	1 398 \$
Pour les six mois terminés le 30 avril 2007	Canada	États-Unis	Autres pays	Total
Revenu net d'intérêts	1 762 \$	482 \$	156 \$	2 400 \$
Revenu autre que d'intérêts	2 063	28	103	2 194
Revenu total	3 825	510	259	4 594
Dotation à la provision pour pertes sur créances	111	4	(4)	111
Frais autres que d'intérêts	2 365	839	83	3 287
Revenu avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	1 349	(333)	180	1 196
Impôts sur les bénéfices	286	(182)	35	139
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	27	11	-	38
Revenu net	1 036 \$	(162)\$	145 \$	1 019 \$
Actif moyen	205 846 \$	111 670 \$	32 858 \$	350 374 \$
Écarts d'acquisition (au)	417 \$	835 \$	- \$	1 252 \$

Les données des périodes antérieures ont été retraitées afin de tenir compte des changements apportés, au cours de la période à l'étude, à la structure organisationnelle et au mode de présentation.

RENSEIGNEMENTS À L'INTENTION DES INVESTISSEURS ET DES MÉDIAS

Documents destinés aux investisseurs

Les parties intéressées peuvent consulter le présent communiqué, les présentations qui l'accompagnent et des données financières complémentaires sur notre site www.bmo.com/relationinvestisseurs. Ces documents sont également disponibles aux bureaux de BMO Groupe financier, 100 King Street West, 1 First Canadian Place, 18th Floor, Toronto, Ontario, M5X 1A1.

Téléconférence et cyberconférence trimestrielles

Les parties intéressées sont invitées à se joindre à notre téléconférence trimestrielle, le mardi 27 mai 2008 à 14 h (HNE). À cette occasion, les hauts dirigeants de BMO commenteront les résultats du trimestre et répondront aux questions des investisseurs. La conférence sera accessible par téléphone, au 416-695-9753 (région de Toronto) ou au 1-888-789-0089 (extérieur de Toronto, sans frais). L'enregistrement de la conférence sera accessible jusqu'au lundi 25 août 2008, au 416-695-5800 (région de Toronto) ou au 1-800-408-3053 (extérieur de Toronto, sans frais) (code d'accès 648302).

La cyberconférence trimestrielle sera accessible en direct à l'adresse suivante : www.bmo.com/relationinvestisseurs. Elle sera accessible en différé sur notre site jusqu'au lundi 25 août 2008.

Relations avec les médias

Ralph Marranca, Toronto, ralph.marranca@bmo.com, 416-867-3996

Ronald Monet, Montréal, ronald.monet@bmo.com, 514-877-1873

Relations avec les investisseurs

Viki Lazaris, première vice-présidente, viki.lazaris@bmo.com, 416-867-6656

Steven Bonin, directeur général, steven.bonin@bmo.com, 416-867-5452

Krista White, directrice principale, krista.white@bmo.com, 416-867-7019

Chef des finances

Russel Robertson, chef des finances intérimaire

russ.robertson@bmo.com, 416-867-7360

Secrétariat général

Blair Morrison, vice-président et secrétaire général

corp.secretary@bmo.com, 416-867-6785

Régime de réinvestissement des dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires

Prix d'achat moyen des actions

Février 2008 53,98 \$

Mars 2008 45,83 \$

Avril 2008 49,58 \$

Pour obtenir des renseignements sur les dividendes ou signaler un changement d'adresse ou un envoi en double, prière de s'adresser à la :

Société de fiducie Computershare du Canada

100 University Avenue, 9th Floor

Toronto, Ontario M5J 2Y1

Téléphone : 1-800-340-5021 (Canada et États-Unis)

Téléphone : 514-982-7800 (international)

Télécopieur : 1-888-453-0330 (Canada et États-Unis)

Télécopieur : 416-263-9394 (international)

Courriel : service@computershare.com

Les actionnaires qui désirent obtenir de plus amples renseignements sont priés de s'adresser à la :

Banque de Montréal

Relations avec les actionnaires

Secrétariat général

One First Canadian Place, 19th Floor

Toronto, Ontario M5X 1A1

Téléphone : 416-867-6785

Télécopieur : 416-867-6793

Courriel : corp.secretary@bmo.com

Pour de plus amples renseignements sur ce rapport, prière de s'adresser à la :

Banque de Montréal

Relations avec les investisseurs

P.O. Box 1, One First Canadian Place, 18th Floor

Toronto, Ontario M5X 1A1

Pour consulter les résultats financiers en ligne, visitez notre site Web, à l'adresse www.bmo.com